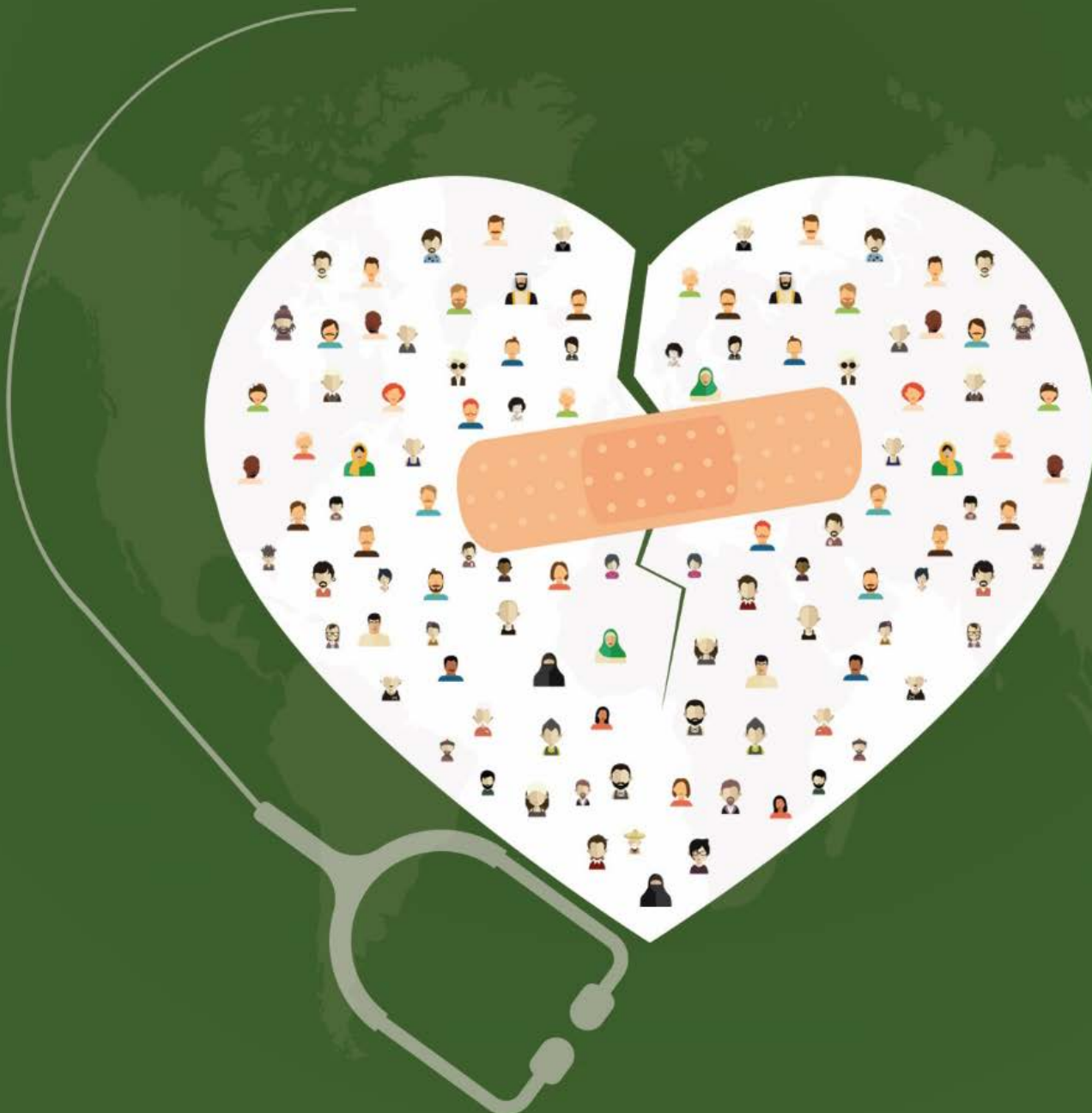




Promotio Iustitiae

Secrétariat pour la Justice Sociale et l'Écologie (SJES), Curie Générale de la Compagnie de Jésus, Rome, Italie

Guérir la démocratie dans une ère d'autoritarisme et de populisme



Guérir la démocratie

dans une ère d'autoritarisme et de populisme



Secrétariat pour la Justice Sociale et l'Écologie (SJES)
Curie Généralice de la Compagnie de Jésus
Borgo Santo Spirito 4, 00193 Rome, Italie

Éditeur : Xavier Jeyaraj, SJ
Éditeurs associés : Bernard Goubin, SJ
Coordinateur de Rédaction : Rossana Mattei

Promotio Iustitiae (PJ), publié par le Secrétariat pour la Justice sociale et l'Écologie de la Curie Généralice de la Compagnie de Jésus à Rome, paraît en français, anglais, espagnol et italien, est disponible sur Internet à l'adresse suivante www.sjesjesuits.global

Le numéro 101 de *Promotio Iustitiae*, publié en 2009, fut le dernier numéro que nous avons imprimé. Nous n'avons publié ensuite que des versions électroniques. Par conséquent, nous vous recommandons chaudement d'imprimer ce numéro pour le mettre à disposition dans les salles de lecture, les bibliothèques, etc.

Si quelque chose vous a frappé dans ce numéro, n'hésitez pas à nous le faire savoir brièvement. Pour communiquer une lettre à publier dans un prochain numéro de *Promotio Iustitiae*, veuillez utiliser le l'adresse électronique : sjes-sec@sjcuria.org

La reproduction d'articles est encouragée ; merci de citer *Promotio Iustitiae* comme source, ainsi que notre adresse, et de nous envoyer une copie de la reproduction.

Table des matières

Éditorial	7
<i>Xavier Jeyaraj, SJ</i>	
Redonner la santé à la démocratie américaine	10
<i>Patrick McCormick</i>	
Écologie intégrale et démocratie aux États-Unis : réfléchir sur la route à prendre ..	16
<i>Fernando C. Saldivar, SJ</i>	
Esquisse d'une xénopolitique pour <i>l'Exsul familia</i> : penser aux frontières de l'errance et des exils contemporains	22
<i>Mouloud Idir</i>	
L'espoir est-il toujours possible ?	29
<i>Jorge Cela Carvajal, SJ</i>	
On l'ignorait, on ne pouvait pas le savoir, on ne le voulait pas : Le déficit institutionnel chilien et quelques idées à discuter pour la nouvelle constitution	35
<i>Juan Diego Galaz Carvajal, SJ</i>	
Pandémie et autoritarisme	42
<i>German Rosa, SJ</i>	
Débat sur la démocratie, contributions en provenance de l'Amérique centrale	49
<i>Ismael Moreno Coto, SJ</i>	
Transformer les démocraties dans un monde globalisé Perspectives philosophiques	55
<i>Michael Reder</i>	
Démocratie, liberté et conscience	60
<i>Edmond Grace, SJ</i>	
L'esprit de la démocratie	67
<i>Pierre de Charentenay, SJ</i>	
Démocratie au Tchad : La marche à reculons	73
<i>Dieudonné Pechene, Nestor Malo et Ludovic Lado, SJ</i>	
Affaiblissement de la démocratie en Afrique : engager la jeunesse pour changer les choses	79
<i>Pascal Pax Andebo</i>	
La démocratie est-elle en crise ? Vers une démocratie substantielle	88
<i>Arsène Brice Bado, SJ</i>	
Défendre la démocratie et dénoncer l'autoritarisme - l'épreuve indienne	95
<i>Prakash Louis, SJ</i>	
Peut-on sauver la démocratie indienne du programme nationaliste hindou du BJP ?	103
<i>Virginia Saldanha</i>	
Défis à la démocratie en Inde	110
<i>Irfan Engineer</i>	

Faire le ménage suite au péché originel.....	116
<i>Andrew Hamilton, SJ</i>	
Guérir la démocratie dans une ère d'autoritarisme et de populisme - Une perspective australienne.....	123
<i>Frank Brennan, SJ</i>	
Déficit démocratique – Les méandres du Myanmar	130
<i>Girish Santiago, SJ</i>	
Travailler la question de la faim pour protéger la démocratie.....	137
<i>Pat Falguera, SJ</i>	



Éditorial

Xavier Jeyaraj, SJ

La pandémie a fait de la santé une priorité. Toutefois, plus que la santé physique d'un individu, la santé démocratique de nombreuses nations est gravement menacée. Dans son encyclique, *Fratelli Tutti*, le Pape François critique vivement l'économie néo-libérale et la politique nationaliste et populiste. Il affirme : « les exemples de nationalisme myope, extrémiste, rancunier et agressif » qui se multiplient sont des « signes de régression » (FT § 11). Dans une récente interview, le Père Général Arturo Sosa déclarait : « L'une des victimes de la pandémie pourrait être la démocratie, si nous ne prenons pas soin de notre santé politique. Prendre la voie de l'autoritarisme est une grande tentation pour de nombreux gouvernements, même pour les gouvernements dits démocratiques. »

« La démocratie, est-elle en danger ? » C'est probablement une question qu'aucun d'entre nous n'aurait jamais pensé poser il y a 10 ou 20 ans, et cela aussi dans les pays où les démocraties et les structures démocratiques ont été maintenues avec le plus grand respect et le plus grand sacré. Nous pensions tous qu'il serait absolument impossible de détruire les démocraties. Nous disions : les fondements de nos démocraties sont assez solides. Nos Constitutions sont sacrées et notre système judiciaire nous protégera. Nous pensions que nous avions tous les mécanismes nécessaires pour protéger le caractère sacré de la démocratie. Malheureusement, aujourd'hui, nous sommes obligés de nous poser la question : « La démocratie, est-elle en danger ? »

Nous savons que des démocraties ont été détruites par des dirigeants militaires et des dictateurs en Afrique et en Amérique latine dans les années 70 ou 80. Malheureusement, ce qui se passe aujourd'hui est profondément alarmant car les démocraties sont démolies non pas par des généraux militaires mais par des dirigeants, présidents, premiers ministres et membres de parlements démocratiquement élus, qui utilisent les mêmes moyens et structures démocratiques. Voilà le vrai danger.

La démocratie a toujours eu ses détracteurs, comme tout autre système politique. Mais elle a été acceptée comme le meilleur système disponible par de nombreuses nations. Depuis les années 1980, la santé de la démocratie a commencé à se détériorer l'essor des économies de marché, et cela est devenu plus inquiétant à partir de l'an 2000. Aujourd'hui, il semble que la démocratie se trouve dans l'unité de soins intensifs en cardiologie (ICCU), car elle nécessite une opération à cœur ouvert.

Selon l'indice de démocratie 2019 de *The Economist*, sur 167 pays dans le monde, 54 se trouvent sous des « régimes autoritaires », 37 avec des « régimes hybrides », 54 avec des « démocraties défectueuses », ne laissant que 22 pays avec des démocraties complètes. L'indice mondial moyen de la démocratie est passé de 5,48 en 2018 à 5,44 en 2019 (sur une échelle de 0 à 10). Le principal recul est venu de l'Amérique latine, de l'Afrique subsaharienne, de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), ainsi que de l'Asie et de l'Europe de l'Est et de l'Ouest. Larry Diamond, un éminent spécialiste de la démocratie, déclare : « Nous traversons une récession de la démocratie » et la pandémie « aggrave et accélère la récession. »

L'inégalité croissante entre les riches et les pauvres et les liens de plus en plus étroits entre les entreprises, les médias et les partis politiques menacent encore davantage l'essence même de la démocratie et de la cohésion sociale. Selon une étude d'Oxfam, « lorsque la richesse s'empare de l'élaboration des politiques gouvernementales, les règles s'infléchissent en faveur des riches, au détriment de tous les autres. En conséquence, on remarque l'érosion de la gouvernance démocratique, le démantèlement de la cohésion sociale et la disparition de l'égalité des chances pour tous. » (Oxfam briefing paper 178, 2014) Le récent rapport 2019 du PNUD met en garde contre le fait que « la montée des inégalités déstabilise les démocraties dans le monde entier. »

Une tendance profondément alarmante qui se dessine dans de nombreuses démocraties est la montée du populisme. Une étude récente de Yascha Mounk et Jordan Kyle a identifié 46 dirigeants populistes dans 33 pays démocratiques entre 1990 et 2018. Leur étude et leur analyse empiriques montrent que : a) les populistes étaient très habiles pour rester au pouvoir plus longtemps que les dirigeants non populistes, b) beaucoup d'entre eux ont réécrit ou modifié la constitution et les lois de leur pays, c) beaucoup contrôlaient ou manipulaient les médias et les institutions indépendantes, et d) beaucoup ont affaibli les droits civiques, politiques et démocratiques des citoyens. Les dirigeants populistes parviennent au pouvoir en surfant sur la colère contre les scandales des gouvernements précédents, avec la promesse d'éradiquer la corruption et d'apporter l'âge d'or de la prospérité et de l'abondance. Malheureusement, comme le dit l'économiste Barry Eichengreen, « ils ont simplement remplacé les alligators du courant dominant par d'autres encore plus meurtriers. » La corruption et les pots-de-vin ont été institutionnalisés sans transparence. Le nationalisme et le développement sont devenus des slogans pour rester populaire bien que, selon les données sur les droits humains, l'unité entre les peuples ou le progrès socio-économique du pays ont reflété une régression.

L'actuelle *Promotio Iustitiae* n. 130 rassemble 20 articles bien réfléchis, écrits par des experts qui ont travaillé sur les défis de la démocratie dans les six conférences jésuites. Les auteurs soulignent, à l'aide de situations et d'exemples concrets, ce qui a conduit à la récession de la démocratie et des structures démocratiques au cours des dernières années, et pourquoi la démocratie a perdu de son intérêt et de son dynamisme dans de nombreux pays. Les auteurs soulignent non seulement les obstacles et les défis auxquels sont confrontés leurs pays respectifs, mais ils suggèrent également des moyens de remédier à la crise.

Dans l'encyclique *Fratelli Tutti* (FT), le Pape François propose un remède, notamment au chapitre 8, « Les religions au service de la fraternité dans le monde ». En outre, il présente de

nombreuses suggestions tout au long de l'encyclique, à savoir, pour rêver ensemble d'un monde meilleur et humain. Il nous invite à travailler à la lutte contre le racisme et le sexisme ; à accueillir, protéger, promouvoir et intégrer les migrants et les réfugiés ; à examiner les causes de la pauvreté, de la violence et de l'exclusion ; à annuler la dette des nations appauvries ; à concéder un rôle fort aux Nations Unies et aux alliances régionales ; à prendre soin de notre maison commune. Le Pape François fait notablement l'éloge des mouvements sociaux populaires. Il les présente comme :

« “des semeurs de changement, promoteurs d'un processus dans lequel convergent des millions d'actions, grandes et petites, liées de façon créative comme des mots dans un poème.” En ce sens, ces mouvements sont des “poètes sociaux” qui, à leur manière, travaillent, proposent, promeuvent et libèrent. Ils contribuent à rendre possible un développement humain intégral qui va au-delà de “l'idée que les mesures sociales soient une politique *pour* les pauvres, mais jamais *avec* les pauvres, jamais *des* pauvres, et encore moins insérée dans un projet qui réunissent les peuples.” Bien qu'ils dérangent, bien que quelques “penseurs” ne sachent pas comment les classer, il faut avoir le courage de reconnaître que, sans eux, “la démocratie s'atrophie, devient un simple mot et une formalité, perd son caractère représentatif et se désincarne, puisqu'elle laisse de côté le peuple dans sa lutte quotidienne pour la dignité, dans la construction de son avenir.” » (FT § 169)

En concluant cet éditorial, je souhaite rappeler le souvenir de deux jésuites inspirants qui ont joué un rôle essentiel dans nos travaux sur la justice sociale et l'écologie dans deux conférences différentes : l'une en Amérique latine et l'autre en Asie du Sud. Le **Père Jorge Cela Carvajal, SJ**, ancien président de la Conférence des Jésuites d'Amérique latine (CPAL) et ancien coordinateur international de *Fe y Alegria*, est retourné auprès du Père le 29 novembre 2020. Jorge était un homme simple, mais il avait la réputation d'être un visionnaire et un entrepreneur. C'était un grand jésuite, un grand compagnon et un homme admirable ! Que Dieu lui accorde le repos éternel ! Il était très bien informé au fait des questions relatives à la gouvernance, à la participation et à la démocratie. C'est pourquoi nous nous sentons très privilégiés et honorés d'inclure dans ce numéro de *Promotio Iustitiae* son récent article intitulé « **L'espoir, est-il encore possible ?** »

Nous nous souvenons également du **Père Stan Swamy SJ**, un jésuite de 83 ans de la province de Jamshedpur en Inde. Le père Stan, un ardent défenseur des droits des *adivasis* (peuple indigène) en Inde, et un activiste qui a parlé, écrit et travaillé sans relâche pour les droits des personnes vulnérables, a été arrêté pour sédition en vertu d'une loi draconienne, l'*Unlawful (Activities) Prevention Act (UAPA)*, et emprisonné depuis le 9 octobre 2020 à Mumbai. Son emprisonnement injuste montre l'érosion de la démocratie en Inde. Nous voulons tous être solidaires du Père Stan (*#standwithstan*) et de beaucoup d'autres qui croupissent injustement dans diverses prisons, non seulement en Inde mais aussi dans le monde entier. Nous demandons la libération de Stan et de tous les autres défenseurs des droits de l'homme injustement emprisonnés.

Original en anglais
Traduction Fala Valery, SJ



Redonner la santé à la démocratie américaine

Patrick McCormick

Professeur d'études religieuses, Université de Gonzaga, États-Unis

À la veille et au lendemain de l'élection présidentielle de 2020, un grand nombre d'Américains sont profondément inquiets de la santé de leur démocratie et, bien que des sentiments alarmistes s'expriment souvent durant une course électorale contestée, la plupart des commentateurs politiques s'entendent sur le fait que l'anxiété actuelle est extraordinaire, répandue et justifiée. Les causes de ce flagrant déclin de confiance envers notre démocratie sont dues en partie à la conduite troublante et sans précédent de notre président sortant et de ses partisans, et en partie elles s'expliquent par un certain nombre de profondes tendances de la société américaine qui sont présentes depuis plusieurs décennies.

La montée, l'élection et la présidence de Donald Trump constituent un phénomène de plus en plus troublant pour une majorité d'Américains, la majorité de la presse nationale indépendante, la majorité de ses diplomates, et un large éventail d'agences fédérales et de services gouvernementaux; et cela a provoqué une vague d'inquiétude profonde et généralisée ainsi que des doléances parmi les alliés démocratiques internationaux de longue date. Les plaintes substantielles à l'encontre de Trump se concentrent autour de son discours et de son comportement qui menacent ou sapent les mécanismes de surveillance de nos structures démocratiques, l'étiquette du discours politique et public, les droits civils, politiques et légaux des minorités religieuses et raciales, l'autorité du système judiciaire, la crédibilité et l'accès à une presse indépendante, l'habileté de nombreuses agences fédérales à servir le peuple américain sans partisanerie ou interférence politique, la stabilité d'alliances établies de longue date avec d'autres pays démocratiques et, plus récemment, la fragilisation accrue de notre confiance collective dans le processus électoral.

Premièrement, depuis son élection, Trump a fait un nombre incalculable d'accusations fallacieuses à propos de l'impartialité du processus électoral et de la menace infondée de la suppression de votes, tout en refusant de reconnaître ou de s'occuper des interférences factuelles étrangères durant l'élection de 2016. Plus récemment, il a résisté aux efforts pour rendre le suffrage moins dangereux ou plus accessible pendant la pandémie, a découragé et affaibli et menti à propos de la participation généralisée du vote par la poste, et a fait des déclarations inflammatoires répétées à propos de son intention de ne pas respecter le processus électoral. Ce faisant, il a érodé la confiance des électeurs envers le processus électoral, affaibli la capacité des minorités et de ses opposants à voter, et offert à ses partisans des raisons d'ignorer ou de résister face à un résultat électoral défavorable. Et, en effet, dans

les jours et les semaines qui ont suivi l'élection, il a lancé une avalanche d'accusations et de mensonges absurdes sur l'équité du processus de vote et du décompte des voix, et a encouragé les dirigeants de son parti et ses partisans déçus à reprendre cette diatribe insensée et dangereuse.

Deuxièmement, depuis la tactique d'inauguration de la campagne de 2016, Trump a pris à partie, dénigré, et enlevé ou violé les droits, les protections légales et la sécurité des migrants, des réfugiés et des minorités raciales et religieuses. Alimentant la xénophobie et les réactions violentes racistes, entre autres choses, la crise migratoire actuelle et le déclin prévu de la majorité blanche dans les décennies à venir, Trump a répété, appuyé ou refusé de critiquer le discours ou le comportement des suprémacistes blancs, et ce même quand il a été violent ou causé la mort, tout en ne se portant pas à la défense des personnes de couleur menacées ou troublées par la violence extrémiste ou la force excessive de la police, et il a organisé sa campagne et sa présidence autour des messages codés indiquant un appui au nationalisme blanc.

Troisièmement, en réponse aux mécanismes de contrôle de son autorité et aux critiques de ses politiques et déclarations, l'administration a entrepris des campagnes systématiques de désinformation sur tous les sujets, du nombre de participants à son inauguration en 2017 jusqu'au nombre de cas et nombre de morts de la covid-19 aux États-Unis. Dans une présidence caractérisée par plus de 20 000 fausses déclarations et engagements à fomenteur un chaos informationnel à travers ses communiqués quotidiens d'une cascade de «faits alternatifs» faux, inflammatoires et source de distraction, l'administration Trump a cherché à affaiblir l'autorité, la crédibilité et l'influence de la presse indépendante, des agences de supervision et de vigilance, le système judiciaire, sa propre communauté de renseignements et son corps diplomatique, ainsi que les communautés médicales et scientifiques. Ce feu de barrage de mensonges, insultes et commentaires diffamatoires a affaibli la confiance des citoyens dans la crédibilité des experts et de l'information scientifique et objective et a remplacé les arguments raisonnés par des injures, ridicules, et mensonges, transformant ainsi le discours informé et la prise de décision partagée virtuellement impossible.

Quatrièmement, tout au long de sa campagne et de sa présidence a, dans toutes ses actions et politiques, fait preuve d'un mépris autoritaire envers toutes les limites démocratiques ou constitutionnelles, dénigrant ou punissant ceux qui cherchaient à appliquer de telles limites ; il s'est vanté de son habileté à défier la loi en toute impunité, et a appuyé, loué, excusé et accordé le pardon à des personnes et des groupes avec un égal mépris envers la règle de droit. Pendant ce temps, sur la scène internationale, le président a retiré les États-Unis de plusieurs traités et alliances, fait preuve d'un fort mépris envers ses alliés démocratiques de longue date et de leurs dirigeants, et s'est rapproché des gouvernants autoritaires, et ce même quand ils agissaient criminellement contre les lois et les intérêts américains ou qu'ils violaient les droits de la personne et de leurs populations et allaient à l'encontre de la paix et de la stabilité de la région.

En tout cela, le candidat et président a modélisé et encouragé un narcissisme personnel et national qui se désintéressait des mécanismes de contrôle des institutions démocratiques, ou de la valeur de la collaboration ou de la diplomatie, démontrant plutôt une volonté de

puissance, un mépris pour la vérité, ainsi qu'un mépris envers les critiques et ses opposants. En même temps, le leader populiste a trouvé et enflammé une base mécontente, composé en grande partie de nationalistes chrétiens blancs qui se délectent de son approche acrimonieuse de la politique et sont peu enclins à mettre un frein à ses tendances autoritaires.

Et pourtant, la menace plus immédiate posée par cette présidence pour la santé de la démocratie américaine est en grande partie liée à des tendances plus larges et qui durent depuis longtemps au sein du pays, des tendances que Trump a exploitées et attisées ; il ne les a pas inventées.

La première cause du déclin de la santé de la démocratie américaine réside dans l'inégalité économique exceptionnelle et grandissante dans notre pays ; et qui est actuellement plus élevée qu'à aucun autre moment au cours des cinquante dernières années, et plus que toutes autres nations européennes. Cet effarant fossé en croissance constante entre les pauvres et les riches Américains ainsi que la réduction simultanée de la classe moyenne américaine sont causés en grande partie par l'incapacité à augmenter le salaire minimum, la stagnation du salaire des cols bleus et les politiques de taxation qui bénéficient au quintile le plus riche de la population et (particulièrement) au 1 % des plus riches.

Les préjudices que ce niveau ahurissant d'inégalités économiques entraînent pour la santé de notre démocratie sont nombreux. Les Américains se trouvent de plus en plus divisés en deux sociétés inégales, avec des espérances de vie, des conséquences sanitaires, des occasions éducatives différentes et des opportunités d'emplois, ainsi qu'un accès différent aux coulisses du pouvoir. On a abrogé ou érodé les politiques gouvernementales qui rendent possible d'échapper à la pauvreté ou de se relever d'une période de chômage ; rendant plus difficile pour des dizaines de millions de citoyens la réalisation ou la conservation de leur rêve américain de prospérité économique. Pendant ce temps, les plus riches du pays se sont enrichis de manière phénoménale et ont obtenu un accès presque illimité aux élus, et gagné une influence sur les politiques de taxation et de dépenses ainsi qu'auprès des bureaux de réglementation.

Deuxièmement, des siècles de racisme ont entaché le panorama de la démocratie américaine. D'anciens gouvernements ont appuyé des pratiques de ségrégation et de discrimination en matière de logement, d'éducation et d'emploi, accompagné par l'ère du « New Jim Crow » qui durant plus de quatre décennies d'incarcération de masse, a emprisonné et privé de leurs droits un nombre disproportionné d'Afro-Américains ainsi que l'annulation, par la Cour suprême, de la Loi sur les droits de vote de 1965, ce qui a entraîné la privation des droits économiques et politiques des personnes de couleur. De plus, l'utilisation disproportionnée de la force par les corps policiers à l'encontre des Afro-Américains et d'autres minorités raciales a éloigné ces communautés minoritaires des institutions de maintien de la paix et révélé le profilage racial de notre système de justice criminelle.

La souillure de l'injustice raciale a été aggravée par plusieurs décennies de politiques nationales de « griefs blancs » au cours desquelles les candidats des deux partis (mais de plus en plus de la part d'un seul parti) ont employé des messages codés mettant l'accent sur la « loi et l'ordre » et projetant une image des minorités et des migrants comme étant des criminels ou

des migrants illégaux afin d'en appeler aux lecteurs blancs anxieux à propos de la perte de leur statut ou de leur dominance. Le plus grand système carcéral du monde et la privation des droits de plus de six millions d'Américains ainsi que l'hystérie croissante de plusieurs millions de travailleurs sans papiers embauchés pour cueillir la plupart des fruits et des légumes aux États-Unis sont des résultats directs de la stratégie politique cynique qui cherche à manipuler les peurs des nationalistes blancs et priver de leurs droits des millions de personnes de couleur.

Troisièmement, on a vu au cours des récentes décennies des transformations de la presse traditionnelle et l'explosion du pouvoir des médias sociaux a souvent réduit notre capacité à être informé et à avoir une conversation civilisée. Il n'y a pas si longtemps, la plupart des Américains obtenaient leurs nouvelles télévisées de trois ou quatre diffuseurs nationaux traditionnels, alors que plus de 60 millions de lecteurs s'abonnaient à un journal quotidien qui recherchait un large auditoire. Aujourd'hui, la plupart des téléspectateurs peuvent choisir un poste de télévision parmi des centaines ou un poste radiophonique pour confirmer et intensifier leurs préjugés politiques, alors que plus du tiers des quotidiens ont fermé leurs portes et que le nombre de journalistes et de lecteurs a été diminué de moitié. Au lieu de ces sources d'informations partagées, des dizaines de millions reçoivent maintenant leurs informations des médias sociaux orientés pour alimenter et confirmer leurs préjugés et passions idéologiques sans offrir des protections pour une objectivité ou précision comparable.

L'atomisation de la société américaine en groupes polarisés d'électeurs bleus ou rouges a été accompagnée par un mépris de plus en plus profond envers une information objective, scientifique ou, plus récemment, médicale sur des questions importantes, et une conviction grandissante que les personnes ont droit à leurs propres opinions et leurs propres faits. Cela a entraîné un mépris non seulement pour les faits ou les preuves offertes par leurs opposants ou les critiques, mais aussi envers les experts qui ont des responsabilités de supervision. Cela a également contribué à une absence de volonté d'examiner la cohérence des déclarations et politiques de leur groupe. Un tel mépris pour la vérité et les preuves diminue sévèrement la possibilité d'arriver à un consensus démocratique sur des questions ou résolutions de problématiques.

Quatrièmement, on doit dire un mot sur la contribution de la religion au présent malaise de la démocratie américaine, particulièrement l'impact négatif (surtout) des chrétiens évangéliques blancs. Pendant des décennies, le gros des églises chrétiennes conservatrices blanches et leurs électeurs ont été au cœur du mouvement politique de la « récriminations (ou plaintes) des blancs » (White Complaint) en réaction avec le progrès racial du mouvement des droits civils appuyant les guerres contre le crime et la drogue qui sous-tendent le « new Jim Crow » avec ces incarcérations de masse. Cette communauté évangélique chrétienne, en grande partie blanche, a ignoré les appels bibliques et celui des congrégations religieuses, selon lesquels il faut accueillir et aimer l'étranger, tout en appuyant les discours et politiques racistes et de xénophobie en réponse à l'immigration en provenance du Mexique et de l'Amérique centrale. Elle a aussi largement résisté aux efforts pour offrir un système national de soins de santé, ou encore d'étendre Medicare, pour limiter la prolifération des armes à feu

et leur utilisation, et pour reconnaître ou chercher des solutions à la crise climatique qui menace la planète.

Alors que les États-Unis demeurent la plus religieuse des nations post-industrielles, la religion en Amérique a été façonnée par une approche de libre marché encourageant ses membres à se joindre ou à créer l'église qui reflète le mieux leurs croyances. Il n'est donc pas surprenant que davantage d'Américains appartiennent à des églises locales reflétant leurs croyances particulières peu enclines à remettre en question leurs préjugés raciaux ou politiques. Il n'est pas plus surprenant de constater que les églises américaines sont en grande partie séparées en groupes distincts de races et de classes, ainsi un large pourcentage de chrétiens blancs se retrouvent dans des églises où les préjugés raciaux ne sont jamais remis en question. De plus, il y a un lien inconvenant entre la résistance populiste face à des faits inconfortables et une augmentation de la défense du droit aux croyances religieuses, ou encore de pouvoir se comporter comme on veut ou en vertu d'une supériorité morale présumée ou l'immunité des croyances religieuses comme étant distinctes des simples préjugés ou discriminations. Trop souvent, les Américains, qui ne veulent pas reconnaître des faits dérangeants sur le climat ou la science ou le respect des droits légaux des autres, se cachent derrière leurs droits religieux de croire et se comporter comme bon leur semble.

La reconnaissance et la résolution des immenses préjudices engendrés par les inégalités économiques de cette nation constituent le point de départ de la guérison de la démocratie américaine. À la fin du 19^e siècle, l'enseignement social catholique a attiré l'attention sur les injustices invalidantes créées par l'immense disparité de revenus et de richesses produite par une approche non règlementée de la révolution industrielle. Auparavant, il y a plus d'un siècle, ces mêmes enseignements mettaient en garde contre la « tyrannie du capitalisme » qui concentrait de plus en plus le pouvoir économique et politique dans les mains d'une petite oligarchie ; un pape arguait alors que ces grotesques inégalités éroderaient et corrompraient inévitablement les structures politiques économiques. Pour pallier cette inégalité, l'enseignement social catholique a appelé l'État à améliorer les salaires, les conditions de travail et la participation économiques et politiques des ouvriers, à assurer des protections légales pour les droits des pauvres, et à ériger des limites sur l'exercice du pouvoir économique et politique par les riches. Ces recommandations sont encore nécessaires aujourd'hui si on veut prévenir une plus grande détérioration de nos structures démocratiques.

Pour redresser et dissiper le malaise actuel qui imprègne notre démocratie, il est essentiel d'aborder d'une nouvelle manière le racisme américain. Les réformes des mouvements de la reconstruction et des droits civils ont fait de grandes avancées vers une société démocratique, mais ils ont été suivis par des mouvements régressifs et des réactions violentes de la part des blancs ; et au cours des quatre dernières décennies d'une nouvelle ère de « Jim Crow », exprimée par l'incarcération de masse, un retrait important de la Loi sur le droit de vote, et l'ascension d'une politique de « plaintes blanches » ; tout cela renvoie à l'image d'un pays incapable de reconnaître ou de se repentir de son racisme structurel persistant, et qui, en fait, impose occasionnellement cette bigoterie en utilisant l'appui public des nationalistes blancs. Les États-Unis ont besoin de se repentir de leur « péché originel » qu'est le racisme en imitant

les démocraties comme l'Allemagne qui a publiquement confessé et cherché à apporter une réparation pour son passé raciste, et qui a condamné publiquement les éclosions de racisme dans sa population. La confession nationale requiert un compte-rendu véridique de l'histoire de l'esclavage et de l'ère Jim Crow ainsi que la présence persistante du racisme systémique dans nos institutions politiques, économiques et religieuses. Et cela nécessite, à tout le moins, une réforme continue de nos processus électoraux, ainsi que nos systèmes criminels et d'éducation. À l'heure actuelle, notre démocratie a besoin d'être restaurée en enlevant les symboles publics célébrant le racisme et l'esclavage et en apportant un soutien inconditionnel à la réforme des forces de l'ordre et du système de justice aux États-Unis.

Le rétablissement de la démocratie a besoin d'une éducation nationale revisitée pour mettre l'accent sur les droits civils et l'importance du bien commun. Un peuple appelé à « former une union plus parfaite » a le devoir de s'éloigner des discours qui polarisent et diabolisent l'autre et d'être critique envers sa consommation de nouvelles tant au plan collectif qu'individuel. Les Américains ont besoin de chercher des informations plus précises et objectives ainsi que des analyses sur les questions importantes auxquelles ils sont confrontés en tant que peuple démocratique ; de lire amplement et en profondeur sur ces questions, et de se méfier tant des préjugés que du caractère inflammatoire de beaucoup de sources de nouvelles disponibles. La recherche actuelle sur les manières de manipuler notre façon de penser, en jouant avec celle-ci ou en activant divers préjugés cognitifs, nous apprend que nous avons besoin de porter une attention particulière et délibérée pour éviter l'influence des démagogues populistes autoritaires et de ceux qui utilisent les médias sociaux pour faire dérailler nos décisions informées et délibérées.

Finalement, la réformation de la démocratie américaine nous appelle à mettre et maintenir un miroir critique devant un grand pan de la chrétienté américaine qui est aux prises avec cette vision des « plaintes blanches » ; et qui est plus intéressée à défendre la vision de la sécurité nationale d'un nationaliste blanc qu'à construire une société plus juste, pacifique et accueillante. Les voix religieuses ont beaucoup à contribuer à la revitalisation de la démocratie américaine, nous souvenant de la dignité et du caractère sacré de tous les groupes et personnes, nous ordonnant d'être solidaires et de ne jamais faire souffrir ou abandonner les minorités, les étrangers et les pauvres, nous avertissant des menaces que les tyrans, la richesse excessive et l'avarice font peser sur la santé de la communauté, et nous incitant à protéger et à prendre soin de la création. Pourtant, les Écritures elles-mêmes sont remplies d'avertissements à propos des attitudes et pratiques dangereuses et destructrices, et l'histoire est remplie de récits de personnes et gouvernements qui ont succombé à des idéologies et des cultures corrompues. Le rétablissement de notre démocratie requiert qu'on dénonce et qu'on se débarrasse de l'emprise culturelle de la chrétienté blanche dans notre pays.

Original anglais
Traduction Christine Gautier



Écologie intégrale et démocratie aux États-Unis : réfléchir sur la route à prendre

Fernando C. Saldivar, SJ

Réseau jésuite pour la justice et l'écologie en Afrique (JENA) – Nairobi, Kenya

Les personnes aux États-Unis non seulement ont tendance à penser que nous avons perfectionné la démocratie constitutionnelle, mais nous prenons aussi pour acquise la stabilité de nos institutions. Peu importe à quel point nous sommes en désaccord avec nos élus, si nous sommes furieux devant les inégalités du marché, ou si nous continuons à nous diviser en des enclaves fondées sur la race ou la classe, il n'en demeure pas moins que profondément imprégné dans l'inconscient américain on retrouve une confiance presque magique dans la règle de droit. L'autoritarisme et le populisme sont des problèmes appartenant à d'autres pays. Peu importe que les choses aillent très mal ; les choses reviendront éventuellement à la normale. Nous considérons nos mythes fondateurs comme paroles d'évangile : les États-Unis ne sont pas comme les autres pays et les Américains ne sont pas comme les autres personnes. C'est l'arrogance de l'exceptionnalisme américain, non seulement sommes-nous différents, mais nous sommes meilleurs et plus intelligents que le reste des gens. Nous allons trouver un moyen de nous sortir de la crise et nous allons traverser la tempête simplement parce que nous sommes qui nous sommes. Ce qui, partout ailleurs, nous amènerait à prendre position et à prendre note de ce qui se passe, quand il s'agit de notre propre pays nous nous croisons les bras, espérant pour le mieux, et confiant que le système s'autocorrigera éventuellement.

Cette vision du monde est dangereusement naïve et cela devient apparent quand on la voit de l'extérieur, quand on peut apprécier en tant qu'Américain, la perception qu'on a des États-Unis vus de l'étranger. Mon point de vue est celui d'un jésuite américain, avocat de formation, en mission auprès du réseau jésuite pour la justice et l'écologie en Afrique (JENA), à Nairobi au Kenya. Vivre l'expérience de ces derniers mois avant l'élection présidentielle de 2020 aux États-Unis, certainement l'une des plus controversée de toute ma vie, et vécus alors que je me trouve à l'autre bout du monde, a été révélateur à mes yeux et m'a poussé à réfléchir sur la route qui s'annonce pour mon pays natal.

Il est assez facile pour la plupart des Américains expatriés, moi compris, de faire des reproches moralisateurs aux nombreux États africains et se lamenter sur l'état de leurs démocraties. Toutefois, au lendemain de l'élection américaine nous sommes appelés à considérer le sens plus profond que les résultats nous ont révélés. Oui, Donald Trump a été défait au scrutin, mais le fait reste qu'en perdant il a recueilli plus de votes qu'aucun président dans l'histoire américaine, à l'exception de celui qui l'a battu, Joe Biden. Plus de 72 millions d'individus ont

regardé son bilan, ont pesé tout ce qu'il a dit et fait au cours des quatre dernières années, et choisi de lui confier un deuxième mandat. Cette déconnexion radicale des visions à savoir dans quelle direction les États-Unis devraient marcher, ne se règlera pas seulement avec un changement d'administration. L'éléphant dans la pièce, la démocratie gravement malade que les Américains hésitent à reconnaître, c'est la leur.

Les Américains sont convaincus profondément que « cela ne peut pas se passer ici. » Chars d'assaut dans les rues, violentes confrontations entre partisans politiques, et un chef d'État qui incite activement ses partisans à prendre les armes pour le défendre, tout cela n'arrive qu'ailleurs. Jamais au cours de son histoire un président américain qui n'a pas été réélu a refusé de s'engager dans une transmission pacifique du pouvoir, ou si cavalièrement lancé des accusations sans fondements de fraudes électorales afin de semer un doute sur la légitimité même de l'élection. Si cela n'était que les vociférations insensées d'un président, cela serait déjà inquiétant. Cependant, la rhétorique du président Trump est encouragée par le refus de l'institution et des structures républicaines, y compris par les membres du congrès, de s'opposer à lui. Il semble que ceux qui détiennent le pouvoir de contrer le président Trump manquent de courage, et que ceux qui ont ce courage n'ont pas le pouvoir de le faire.

Même si l'ère de Trump doit prendre fin le 20 janvier 2021, avec l'inauguration du nouveau président, Joe Biden, le système politique ne retournera pas automatiquement à la normale après son départ. Le président Trump a peut-être accompli davantage en un seul mandat pour saper la stabilité des institutions américaines et remettre en question l'engagement des États-Unis envers la démocratie, tant au pays qu'à l'étranger ; et tout ce qu'il a fait est accéléré par la crise et normalise une façon de penser empoisonnée qui déjà rongait la culture politique américaine. Ainsi, en contemplant tant le monde de l'après Trump que celui de l'après-pandémie, non seulement les États-Unis sont-ils appelés à examiner leur conscience politique, mais la communauté internationale est également appelée à faire connaître ce qu'elle attend des États-Unis dans l'avenir. Collectivement, les populations du monde sont mises au défi de se demander quel est l'impact de la stabilité de leurs propres états et sociétés si les champions autoproclamés de la démocratie ne sont plus engagés à la défendre. Qu'arrive-t-il quand les États-Unis, tout au moins dans son engagement pour la démocratie, arrête d'agir comme les États-Unis ?

D'emblée, la question la plus urgente à poser : « Qu'est-ce que la démocratie ? » Ou, mieux encore, « Qu'est-ce qui fait de la démocratie un meilleur système politique que les autres ? » Nul besoin de relancer un débat qui existe depuis l'antiquité, ou de suggérer qu'il n'existe pas de réponse définitive, mais plutôt de souligner à quel point il est important pour la population d'une république ostensiblement démocratique de se poser ces questions de temps à autre. Pour la population américaine, il n'est pas clair qu'il y ait eu une véritable conversation nationale continue sur la nature de sa démocratie depuis les débats sur la ratification de la constitution à la fin du dix-huitième siècle. Il est plus que tant de le faire, considérant combien non seulement le pays, mais une grande partie du monde a changé au cours des deux derniers siècles. Les réponses appropriées pour une petite république, pauvre, agraire, étalée le long de la côte atlantique ne sont plus pertinentes pour une puissance hégémonique militaire et

économique. La seule inertie, ou le simple fait de dire que les choses ont toujours été comme cela est une raison insuffisante pour maintenir le statu quo.

La théorie normative démocratique explore les fondements moraux de la démocratie et des institutions démocratiques. Les universitaires travaillant dans le domaine ont reconnu depuis longtemps la nature interdisciplinaire grandissante de cette analyse, mais la théologie n'a presque jamais été mentionnée comme l'un des partenaires de cette conversation. Ce sont plutôt la science politique, la sociologie ou les sciences économiques qui sont pressenties pour alimenter la réflexion philosophique. Toutefois, comme la pandémie de la covid-19 nous le montre une fois de plus, la nature des crises que nous traversons au 21e siècle se limite de moins en moins aux frontières nationales. Les changements climatiques, la raréfaction des ressources naturelles, sans parler de l'interconnexion de l'économie mondiale, signifient que le temps où nous pouvions nous enfermer hermétiquement et nous couper des autres est révolu depuis longtemps. Les dirigeants du monde allant du secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres jusqu'au Dalaï-Lama ont fait remarquer que l'ancienne manière de faire les choses de l'avant-pandémie est révolue et que l'avenir nous appelle à une plus grande solidarité. Cependant, le leader qui a le plus souvent appelé à repenser de manière radicale l'éthique de l'ordre international, utilisant le vocabulaire de l'enseignement social de l'Église catholique, a été le Pape François, démontrant ainsi la contribution que la réflexion théologique peut apporter dans la réévaluation des fondements moraux de la démocratie.

Ce que l'Église et la Compagnie de Jésus peuvent contribuer à cette conversation, c'est leur voix prophétique, parce que cette crise de la démocratie américaine est à la fois spirituelle et politique. Le remède ne consiste pas simplement en une nouvelle loi ou une révision constitutionnelle, mais dans un changement fondamental de la culture politique elle-même. Appeler à examiner sa conscience politique, les États-Unis ont besoin de se demander s'ils valorisent véritablement la démocratie, et quelle est la fondation morale de cette conviction. La réponse apprise consiste en la perception d'un lien existant entre la démocratie et la protection de la liberté personnelle et du libre marché. Toutefois, la covid-19 et les changements climatiques ont démontré avec un vif contraste que les menaces existentielles auxquelles nos sociétés sont confrontées sont celles que nous partageons. Ainsi, repenser la fondation morale de la démocratie aux États-Unis et au-delà requiert la réaffirmation de la fraternité humaine. La démocratie est un meilleur système politique dans la mesure où il encourage et nourrit la fraternité.

Alors que la fraternité et l'amitié sociale sont au cœur de la plus récente encyclique du Pape François, *Fratelli Tutti*, ce récent ouvrage se fonde sur son encyclique de 2015 portant sur le soin de notre maison commune, *Laudato Si'*. Il y développe sa vision pour une écologie intégrale qui repose sur la compréhension fondamentale que « tout est étroitement interrelié » et que les « problèmes d'aujourd'hui invite à une vision capable de prendre en compte chaque aspect de la crise mondiale. » Bien que le soin de la création en constitue le cœur, l'écologie intégrale ne se limite pas à l'environnement. Si tout est véritablement connecté, interrelié dans tous ses aspects, alors la crise que nous vivons n'en est pas séparée, « une environnementale et l'autre sociale, mais il s'agit plutôt d'une crise complexe qui est à la fois sociale et environnementale. » Ainsi, à ce moment critique de notre histoire, l'écologie intégrale nous

pousse à repenser le paradigme moral sur lequel la démocratie s'appuie, allant de la notion que c'est la meilleure protectrice de la liberté individuelle et de la libre entreprise vers le principe de la démocratie parce qu'elle permet l'expression la plus entière, libre et intégrale de la dignité humaine.

La conception catholique de la personne repose sur la dignité de la personne humaine créée à l'image et à la ressemblance de Dieu. Nous sommes radicalement interconnectés les uns aux autres et par le fait même à Dieu. Je suis appelé à aimer mon prochain comme moi-même, non pas parce que c'est bien de le faire, mais parce qu'en le faisant je rends grâce, je prie et révere Dieu, dont je reconnais le visage en l'autre. Notre interconnexion nous invite, comme le souligne *Laudato Si'*, à sincèrement ouvrir nos cœurs à une communion universelle, à un sens de fraternité où rien ni personne n'est exclu. Je dois être tout autant investi dans le bien-être des autres, de leurs familles, de leurs tribus, que je le suis pour les miens. Un ordre politique plus juste est celui qui permet la pleine expression et la réalisation de la dignité humaine. L'Écologie intégrale offre un cadre pour conceptualiser la démocratie dans un tel ordre politique.

Dans le contexte américain, cela signifie encourager une culture politique qui s'éloigne de la perception de la démocratie comme un jeu à somme nulle : je gagne et tu perds simplement parce que j'ai un vote de plus. Selon le philosophe israélien Moshe Halbertal, l'autotranscendance est au cœur de la capacité humaine pour une vie morale et est cruciale pour la viabilité des politiques partagées. La démocratie américaine est en crise, et le président Trump était capable d'ébranler la stabilité de l'ordre constitutionnel avec une telle impunité parce que cette qualité d'autotranscendance disparaît du système politique américain. Les institutions souffrent non seulement parce que le président était constamment capable d'agir et de parler sans en subir les conséquences, mais aussi parce que les membres de son parti ont été incapables de s'élever au-dessus de leurs intérêts et de faire entendre publiquement les critiques qu'ils murmuraient en privé. Un ordre politique démocratique fondé sur une écologie intégrale invite à une plus grande considération envers les marginaux, une option préférentielle pour les pauvres, et une attention envers nos concitoyens comme s'ils étaient des sœurs et des frères ; cela n'existe tout simplement pas en ce moment aux États-Unis d'Amérique.

Cet échec à aimer nos prochains comme nous-mêmes ou même à les considérer comme des prochains se traduit sur la scène mondiale par le mépris flagrant du président Trump envers les institutions internationales, que ce soit l'ONU, l'OTAN ou l'Organisation mondiale de la santé. Bien que sans doute, l'administration Biden renouera les États-Unis avec le multiculturalisme, il n'y a aucune garantie qu'un futur président républicain ne sera pas assez enhardi pour poursuivre une politique étrangère tout aussi xénophobe que celle de Trump. Les expressions « America First » et « rendez sa grandeur à l'Amérique » ne sont pas apparues soudainement et elles sont toutes les deux indicatrices du même refus à se transcender qui infecte la politique intérieure américaine.

Imaginer une nouvelle démocratie américaine qui s'appuierait sur l'écologie intégrale aurait aussi un effet profondément stabilisateur sur la manière dont les États-Unis considéreraient les engagements internationaux parce que cette même autotranscendance et investissement

dans le bien-être et la dignité des autres favoriserait une saine démocratie nationale et s'appliquerait aussi sur la scène internationale. Cela est important parce que même si la xénophobie et l'isolationnisme des États-Unis font probablement écho aux années 1930, le passé offre peu d'éclairage. Les États-Unis de ce temps-là et ceux d'aujourd'hui sont complètement différents, surtout parce que la puissance économique des États-Unis du XXI^e siècle est sans précédent dans l'histoire. L'impunité avec laquelle les États-Unis imposent des sanctions économiques unilatérales non seulement aux États étrangers, mais aussi aux individus, passe en grande partie sous le radar sur le plan intérieur, mais affecte l'économie mondiale d'une multitude de manières. Arriver à voir l'exercice de leur puissance et influence économique à travers la lunette de l'écologie intégrale pourrait mener à une plus grande transparence et à un discernement pour décider qui, quoi, et pourquoi imposer des sanctions ?

Un message clair que j'ai entendu durant mon séjour au Kenya, et qu'on n'entend pas assez fort au pays, c'est que le monde regarde et prend note de ce que les États-Unis font, et ne font pas, ces jours-ci. Tant l'Afrique que la communauté internationale élargie ont besoin que les États-Unis *soient* les États-Unis, du moins la version des É.-U. qui poursuit un agenda clair pour la défense des droits de la personne, qui appuient des élections libres et transparentes, et qui demandent des comptes aux autres pays sur leurs manières de traiter leurs citoyens et leurs voisins. Par exemple, le message que les despotes du monde entendent quand les États-Unis ne réussissent pas à tenir tête aux Russes quand ils empoisonnent leurs opposants ou aux Saoudiens quand ils assassinent les journalistes dans les murs mêmes de leur consulat, c'est qu'ils peuvent harceler leurs propres populations en toute impunité et sans crainte d'attirer l'attention de Washington, encore moins sa colère. Des États-Unis où un président refuse d'accepter les résultats d'une élection transparente et libre 'a plus aucune autorité morale pour critiquer n'importe quel autre dirigeant international qui fait la même chose.

Un monde où les É.-U. ont abdicqué le rôle qu'ils s'étaient arrogé à titre de champions de la démocratie et de la règle de droit est un monde plus instable et potentiellement plus dangereux que les gens auraient pu anticiper. La communauté internationale peut avoir trouvé que les États-Unis étaient quelque peu moralisateurs, et peut-être même hypocrites, dans ce vers quoi ils ont choisi de porter leur attention par le passé, mais pendant plus de quatre-vingts ans on a pu compter sur eux pour être la voix morale qui résonnait avec la démocratie. L'indifférence croissante des É.-U., associée avec la détérioration de sa propre démocratie, laisse un dangereux vide moral au centre de l'ordre international.

Rien de tout cela n'a été rendu sans objet par la défaite de Donald Trump lors du scrutin, Le fait demeure que plus de 72 millions d'Américains ont regardé le bilan de Trump et ont dit qu'ils voulaient lui confier quatre ans de plus au pouvoir, en dépit de son attitude cavalière envers les institutions américaines et la règle de droit. En fait, notre travail peut devenir plus difficile alors que nous essayons en tant que peuple de reconstruire notre démocratie et de nous réconcilier les uns avec les autres en même temps. La crise de la démocratie américaine est spirituelle et politique. À tout le moins, la pandémie nous a rappelé aussi le besoin de solidarité face à tous les problèmes qui nous affectent en tant que famille humaine. Tout est interconnecté. Nous sommes tous interconnectés, peu importe combien cela semble difficile à croire. Nous, l'Église et la Compagnie de Jésus, sommes dans une position privilégiée pour

favoriser un nouveau discours moral dans la sphère publique. Il est crucial dans un monde post-pandémie, où nous sommes confrontés par cet assaut frontal contre la démocratie, que la théologie, particulièrement l'enseignement social catholique, fasse partie de la conversation. *Laudato Si'* a posé les fondations pour nous, *Fratelli Tutti* éclaire notre route – nous sommes appelés à relever le défi et à entrer dans la mêlée.

Original anglais
Traduction Christine Gautier



Esquisse d'une xénopolitique pour *l'Exsul familia* : penser aux frontières de l'errance et des exils contemporains

Mouloud Idir

Centre justice et foi, Montréal, Canada

« La frontière américano-mexicaine est une plaie ouverte où le Tiers-Monde s'oppose au premier et saigne. Et avant qu'une croûte ne se forme à nouveau, il y a une hémorragie, l'élément vital de deux mondes qui fusionnent pour former un troisième pays - une culture frontalière. Les frontières sont établies pour définir les endroits qui sont sûrs et ceux qui ne le sont pas, pour nous distinguer d'eux. Une frontière est une ligne de démarcation, une bande étroite le long d'un bord escarpé. Une zone frontalière est un lieu vague et indéterminé créé par le résidu émotionnel d'une frontière non naturelle. Elle est dans un état constant de transition. Les interdits et les interdits sont ses habitants. »¹

- Gloria E. Anzaldúa, Borderlands/La Frontera: The New Mestiza

Dans l'actualité, il ne manque pas de sujets en lien avec la question de la migration – nous préférons ce terme à celui de phénomène migratoire, qui nous montrent à quel point nous sommes collectivement démunis pour répondre aux défis de l'heure que posent le besoin de protection des personnes ou tout simplement l'enjeu d'un accès plus égalitaire à l'importante question de la liberté de circulation. L'on a tous et toutes en tête les restrictions aux frontières (Lesbos, Calais, Vallée de la Roya, Roxham) et les différents mécanismes d'interception dans les pays de départ ou de transit, les levées des moratoires (TPS) sur les renvois des personnes à statut irrégulier ou tout simplement le durcissement des mesures dans l'accès aux visas.

Le phénomène des mouvements de populations, les déplacements forcés et plus largement les exils contemporains sont les signes des temps appelant à une transfiguration et le prélude d'une révolution politique qui s'annonce comme inévitable et en partie prophétique. Il faut saisir l'opportunité et la dimension symptomatique actuelle pour faire émerger une inventivité démocratique, enjamber les murs et construire des ponts par la pensée et autant que possible par l'action, et ce en faisant des frontières des points de rencontres. Ce qui peut permettre d'aller au-delà des égoïsmes arc-boutés aux souverainismes étatiques.

Dès lors, nombre de questions peuvent légitimement être posées. À quoi sert-il de proclamer (le mot a ici tout son sens) des droits par des déclarations dites universelles ou par des traités internationaux si le principe de souveraineté étatique et territorialisée opère en définitive comme filtre sélectif et arbitraire à la réalisation de ces droits et si des États dits démocratiques

¹ La traduction est la nôtre

refusent de leur donner vie ou de les incarner dans les principes intégraux qu'elles annoncent ? Les réponses à ce type de question(s) ne sont pas aisées, mais elles nous obligent à penser des questions cruciales s'agissant de ces enjeux.

Pourtant, il vaudrait mieux rappeler les États à leurs responsabilités sur cet enjeu et plaider pour un accueil qui intègre le devoir d'hospitalité comme horizon politique, éthique humaine et impératif spirituel. Les personnes exilées en situation de grande précarité ou de non-droit devraient pouvoir jouir de droits inaliénables qui devraient prévaloir sur les lois et les règlements étatiques. Ces êtres en proie à l'errance et ceux et celles qui leur viennent en aide doivent, comme le rappelle souvent le philosophe Étienne Balibar, pouvoir compter sur le droit dans leurs efforts pour résister à ce processus. Il s'agit, dit-il, de savoir si les États expulsent de leur sein ces personnes ou s'ils les intègrent à leur ordre politique et à leur système de valeurs. La question que nous voulons poser dans ce texte est celle de savoir ce qui reste d'une société démocratique quand son État, sensé incarner sa puissance publique, traite celles et ceux qui frappent à ses portes ou la traversent comme s'ils et elles n'avaient à ses yeux pas de droit à avoir de droits ? Poser cette question est en quelque sorte une façon de faire écho à l'esprit de l'*Exsul Familia* de 1952 (Pie XII, Constitution apostolique *Exsul Familia, de Spirituali Emigrantium Cura*, 1er août 1952).

En somme, si l'on croit à l'universalité des droits humains, on peut difficilement accepter que des droits aussi fondamentaux que la liberté de circulation, le droit de gagner sa vie ou tout simplement de vivre auprès de ceux et celles qu'on aime soient réservés aux habitants des pays riches ; que le droit de fuir la persécution ou l'injustice soit dénié à ceux et celles qui en ont le plus besoin ; que soient mis en danger et déniés le droit à la vie et à la liberté de centaines de milliers, voire de millions de personnes en situation d'errance. Des personnes dont le seul crime est d'avoir voulu franchir une frontière interdite pour échapper au dénuement ou à la menace. Car trop de vies sacrées faisant partie de la sainte famille sont contraintes à la fuite et n'ont pas accès à ces droits fondamentaux ou à la possibilité de s'y référer pour leur donner de nouveaux contenus.

Nous allons ici tenter de faire avancer les termes de ce débat en proposant des éléments de trois ordres et en posant :

- une réflexion politique sur le potentiel constituant et fondateur du principe du droit d'avoir des droits pour contrer l'indifférence et l'indignité ;
- une posture posant la primauté de la dignité humaine sur l'instance étatique ;
- enfin, nous esquisserons les termes d'une idée active et non seulement passive et statutaire de la citoyenneté.

Un droit aux droits comme droit à la politique : sens de l'hospitalité

Globalement, l'analyse du contexte actuel montre que la répression et le durcissement imprègnent fortement les mesures envers les personnes qui ne rentrent pas dans les choix très sélectifs des États. Ces personnes en situation de détresse sont trop souvent vues et perçues comme étant « en trop et inutiles » selon la logique utilitariste qui prévaut dans nos sociétés capitalistes. Ce qui se trouve en cause ici, c'est le droit de circuler, qui devient ainsi inégalement distribué entre personnes nanties et celles qui ne le sont pas.

Par ailleurs, là où le droit est limité ou qu'il ne peut servir à priori de levier, il importe de reprendre le principe défini en son temps par Hannah Arendt par l'expression du « droit d'avoir des droits ». En somme, ceux et celles qui n'ont rien ne peuvent rester dans le dénuement qui les expose au danger permanent et à l'indignité. En disant l'inacceptable de leur situation et en se mobilisant pour mettre fin à l'extrême violence qui caractérise leur vie ou condition, ces personnes font valoir leur « droit à la politique » ou, pour le dire autrement, fondent leur légitimité à prendre part et place dans le monde commun.

Il y a une large part de civilité et d'anti violence qui se trouve ainsi induite par les mobilisations des exilés et des organisations qui leur viennent en aide ou portent secours. En ce sens, nous sommes quelque part redevables des luttes de ces personnes. Elles nous montrent comment résister courageusement à ce cercle vicieux de la violence de la globalisation capitaliste en rétablissant la vérité sur l'histoire et la condition de beaucoup d'êtres humains considérés comme superflus et réduits au rang de personnes jetables, tout au plus à des données comptables.

L'idée du droit aux droits que nous mettons ici en avant comporte en ce sens une portée que l'on pourrait dire constituante (ou fondatrice) qui est inséparable du principe originaire et sans cesse perfectible de la démocratie et de la citoyenneté. Il ne faut pas perdre de vue que la démocratie ne se construit pas comme l'attribution de statuts et une distribution de droits par une autorité supérieure, mais seulement par la participation égalitaire et l'intervention directe du peuple (au sens des égaux) à la vie commune.

La citoyenneté, nous dit Étienne Balibar, ne peut et ne doit faire abstraction d'une référence à la création collective et égalitaire de l'espace public, car c'est depuis celle-ci que la citoyenneté comme activité redessine perpétuellement les contours de la citoyenneté comme statut. Les mobilisations de ces personnes et les organisations qui leur viennent en aide renouvellent ainsi nos pratiques de la *routine politique*, tout en ne perdant pas de vue que les personnes concernées offrent le plus souvent leur survie et leurs intérêts à la médiation et à la négociation, sans rapport de force le plus souvent.

Ne perdons pas de vue qu'il n'y a de politique qu'ordonnée à l'instauration d'un monde commun qui ne peut se déployer que si les divisions de la vie en société ne se dégradent pas en séparations, ni les conflits en guerres destructrices. Et c'est le génie politique de l'hospitalité que de contribuer à la prévention quant au risque de cette dégradation. Les personnes cherchant refuge et accueil, en somme les exilés, sont, comme le dit Étienne Tassin, des passeurs de frontières. Ils frappent à la porte pour appartenir au monde commun (Maison commune) et pour faire valoir le droit d'y être.

Ils sont donc par définition ceux et celles à qui l'hospitalité est due pour qu'une politique, qu'il appelle xénopolitique, puisse s'établir avec eux, mieux encore : grâce à eux. Cette xénopolitique n'est finalement que l'autre nom d'une politique mondiale (*Global compact on migrations*), une cosmopolitique, telle que l'exige la conjoncture actuelle. Car de l'hospitalité accordée aux personnes exilées dépend la politique des rapports des peuples et aussi des États entre eux. Le principe d'hospitalité est au nombre de ce qui peut permettre de sortir des logiques de l'hostilité et de l'inimitié, pour parler comme Achille Mbembe. Le fait de la refuser

conduit à aborder l'enjeu de la migration sous le registre de la guerre *déclarée* et des modalités ami-ennemi. En somme, de refuser de se laisser transfigurer. Cette propension guerrière est le rejet de la politique, voire sa dénonciation.

Il faut, nous semble-il, voir dans la figure des personnes exilées et en situation d'errance celles d'êtres qui recommandent au plus haut point l'hospitalité et qui contribuent à une politique de la civilité. Autrement, c'est la logique policière qui l'emportera avec son lot de violations. À cet égard, les destructions des abris et refuges des sans-papiers et la criminalisation (*délit de solidarité*) des Samaritains des temps présents qui leur portent secours et assistance est en cela un renoncement à la politique. Le hic est que même s'ils qualifient de « politiques » les mesures répressives et criminelles qu'ils mettent en avant, beaucoup auront reconnu dans ce déni d'hospitalité le désaveu de la politique qu'imposent la soumission des États aux seuls calculs égoïstes et à la gestion policière des populations.

Une politique des migrations : l'humain avant l'État

Le regretté philosophe Étienne Tassin que nous venons de citer nous a légué une riche réflexion sur ce qu'il qualifie de *politique des migrations*. À ses yeux, affronter la question migratoire dans une perspective politique exige de penser qu'un avenir commun est possible avec celui ou celle avec qui nous n'avons rien de commun, sauf le fait d'être humain et égal en dignité. Elle est, aimait-il le rappeler, l'institution d'un lien qui prévient la guerre et instaure les conditions de la paix. Cela ouvre sur ce qu'il appelle une xénopolitique rendant possible l'édification d'un monde commun à ceux et celles qui n'ont en partage que ce qu'ils s'accordent mutuellement pour leur commun intérêt. Tassin y voit la condition et la fin de toute politique. Si cette xénopolitique en est la *condition*, c'est parce qu'elle permet d'inaugurer, dans sa perspective, l'institution d'un lien avec l'étranger. Or, toute politique est rapport à l'Autre, composition d'un monde commun avec lui. Elle appelle à viser le semblable comme horizon, pour habiter la maison commune avec lui. Car aux yeux de Tassin, l'exigence d'assumer politiquement la question de l'étranger est un critère fortement pertinent en vertu duquel on peut apprécier la dignité politique de la puissance publique.

Une telle *politique des migrations* exige par ailleurs de se pencher sur d'autres questions : notamment de penser différemment le rapport entre communauté politique et citoyenneté. La juriste Monique Chemillier-Gendreau rappelle sans cesse qu'il nous faut quelque chose comme un retournement de perspective : il faudrait que les droits fondamentaux ne nous soient pas donnés, mais que nous les prenions parce que nous sommes des êtres humains. Il ne faudrait pas qu'ils nous viennent d'un pouvoir d'État. Cette perspective a le grand mérite de nous forcer à penser la communauté humaine en termes universels, c'est-à-dire avec des droits dont aucun sujet humain ne serait exclu.

La question de la souveraineté est ici soulevée, car la logique interétatique actuelle refuse de prendre en compte sur le plan juridique la dimension universaliste de l'humanité ainsi que l'impératif de mondialiser certains droits et certains domaines du droit. Surtout, elle nous fait comprendre que la réflexion sur les fondements des droits humains a été figée dans le moule étatique. Pour Monique Chemillier-Gendreau, il est impérieux de ne pas éluder la question des fondements du droit. Car c'est elle qui permet de ne pas perdre de vue un principe

fondamental, à savoir que l'être humain existe avant l'État. Lorsque l'on dit « avant », on ne renvoie pas à une antériorité historique, mais à une approche ontologique. L'humain est là d'abord. La question de ses droits se pose donc en soi. Celle de sa liberté individuelle, toujours en rapport avec la liberté collective, doit être pensée et réglée politiquement. Et ce quelles que soient les formes d'organisations collectives à inventer ou à transformer. Mais cette exigence de transformation institutionnelle appelle une conception de l'agir politique et de l'action qui exigent qu'on ne peut postuler par avance ou de façon spéculative sur sa forme ou finalité. Ce qui laisse place à l'indétermination et à l'inédit. Aussi, à l'espérance et à la contingence. À l'histoire dans toute sa problématique, pour dire les choses autrement.

Cette politique des migrations participe d'une réflexion plus profonde sur la condition des exilés et sur ce qu'annonce la réalité migratoire. La condition de ces personnes est, nous dit Tassin, celle de tout être humain qui vit pleinement sa vie, à la frontière (pour reprendre une formule ignatienne), sur ce bord réversible qui fait de tout être un hôte en un double sens. L'hospitalité en est le principe ; et un principe politique puisqu'elle revient à convertir l'hostilité potentielle de l'étranger et envers l'étranger en égalité politique pour le monde commun. C'est à cette condition qu'une existence, qui est toujours à sa façon un exil selon le mouvement de l'existence humaine – une vie dans la problématique –, est communément humaine et mondaine.

La citoyenneté active et la démocratisation des frontières

Cette attention portée à une analyse politique et démocratique du fait migratoire s'inscrit à nos yeux dans une vision de citoyenneté active et non seulement statutaire. Elle permet de tenir compte de l'enjeu de l'exclusion dans l'analyse politique du fait migratoire : à savoir de porter une attention à ceux et celles dont le déni de droit prive par là-même des conditions matérielles de l'existence et des formes de reconnaissance qui font la dignité d'être humain. Cela n'est pas seulement un critère théorique servant à mesurer le degré de proximité des modèles historiques de citoyenneté par rapport à leur forme idéale : elle est une façon de se confronter à la réalité de l'extrême violence dans l'histoire des sociétés contemporaines, au cœur de leur quotidienneté.

Cette déconstruction de la conception juridique de la citoyenneté par la pratique de la citoyenneté nous paraît fondamentale pour penser l'enjeu de la migration dans une optique plus démocratique et égalitaire. En ce sens, comme le rappelle Martin Deleixhe en prolongeant les réflexions du philosophe Étienne Balibar, les dispositifs de fermeture frontalière et les modalités dans lesquelles on les pense généralement ne permettent pas de prendre la mesure de la dimension ambivalente et par trop inégalitaire de l'institution frontalière. Pour mieux le comprendre, ils invitent à un effort pour saisir comment la frontière est parvenue à forcer une interprétation tronquée de la citoyenneté, qui conduit à un dévoilement de sa signification. Car, schématiquement, la citoyenneté se réfère à deux situations distinctes bien qu'intrinsèquement liées. D'une part, la citoyenneté peut être un statut juridique. Elle définit alors la situation d'une personne qui est incluse dans la communauté politique, autrement dit de celui ou celle qui est formellement autorisé à prendre part à la vie politique de la communauté. D'autre part, la citoyenneté est une activité politique : elle est la production par le biais de l'engagement individuel et collectif, y compris par le plaidoyer militant et

l'assistance hospitalière, d'une forme de mise « en-commun » de la vie humaine, c'est-à-dire d'un espace public de la discussion égalitaire.

Un tel point de vue s'inspire de la formule d'Hannah Arendt du « *droit à avoir des droits* ». Ce que les années 1930 nous ont enseigné, c'est que les droits fondamentaux, appelons-les les droits humains, avaient eux-mêmes besoin d'être protégés et que cette protection ne pouvait venir que de la communauté créée par une pratique des droits du citoyen vécu comme un engagement politique inconditionnel et irréductible au statut. Dans ce cadre, la citoyenneté n'appartient en droit à personne, puisqu'elle n'est que le fruit d'une volonté et d'une participation créatrice. Dans cette perspective, le droit de participer à l'élaboration de la norme de la vie commune a comme fondement le fait de se saisir politiquement de son destin et de refuser l'inacceptable d'une situation. Il n'est pas distribué par une entité politique surplombante et souveraine.

En d'autres termes, une telle perspective de la citoyenneté et de l'inclusion au corps politique exprime un lien social et préfigure un cadre politique dans lequel les droits et libertés reconnus aux individus, et les obligations qui en sont la contrepartie, si limités soient-ils, n'émanent pas d'un pouvoir transcendant, mais plus fondamentalement de la « convention¹ » des citoyens. C'est le propre du travail militant, du plaidoyer et du refus de cantonner des personnes au seul registre de l'assistance humanitaire que de redéfinir les termes de la *convention* pouvant permettre l'entrée et l'inclusion à la même communauté politique.

Ce qu'on doit dès lors en tirer comme conséquence et qui soit en symbiose avec le travail des réseaux jésuites aux frontières est la chose suivante à notre humble point de vue : on peut à tout le moins plaider que la dimension trop coercitive et arbitraire qui préside aux pratiques des contrôles frontaliers doit être justifiée auprès des personnes sur lesquelles ses règles s'exercent (surtout les plus fragiles d'entre elles) par la mise sur pied de mécanismes qui en soumettent les règles au principe démocratique et à la délibération, au discernement en quelque sorte.

Ces mécanismes devraient par principe regrouper normalement aussi bien les citoyens que les individus désireux de migrer ou des représentants formels des personnes migrantes, voire des diplomates des États, des organisations de la société civile (parmi lesquelles les communautés de foi) et de défense des droits, etc. Certes, la question de la représentation opportune de personnes soumises à la coercition de la frontière n'est pas aisée et ne trouve pas de réponse définitive chez les spécialistes. Une chose est toutefois claire, les règles du franchissement des frontières et leur justification ne peuvent, par souci de fidélité au principe démocratique, se soustraire à la participation *effective* aux délibérations démocratiques des personnes soumises à la dureté de leurs lois de fonctionnement. On peut dès lors dire que cette requête d'une démocratisation des frontières n'est pas sans effets politiques et pratiques d'importance.

La leçon qu'on peut en tirer commande un constat : à savoir que le système des frontières, nous dit Étienne Balibar, demeure radicalement antidémocratique aussi longtemps qu'il est purement discrétionnaire, qu'aucune possibilité n'existe pour les « usagers » des frontières, individuellement et collectivement, d'en négocier le mode d'administration, les règles de

franchissement. C'est cela qu'on peut appeler un plaidoyer pour la démocratisation des frontières, à distinguer d'un appel en vue de leur abolition. Mais la portée démocratique de ce plaidoyer est ici redoublée politiquement.

Le fait de s'attarder aux règles du franchissement des frontières est de nature politique et non pas technique ou simplement administrative (comme en use l'État) plus fondamentalement parce qu'il y va de notre façon de concevoir la démocratie. Celle-ci est ambivalente et peut paraître contradictoire, car ce plaidoyer pour la démocratisation des frontières participe d'un redoublement du contrôle qu'elle prend pour cible ; car au contrôle des frontières et donc des mouvements de populations par l'État, elle ajoute un contrôle de l'État par le peuple et les groupes sociaux. Elle fait donc sortir l'enjeu frontalier du cadre de l'État pour celui de la politique et du débat sur le juste et l'injuste. En contestant la *loi souveraine* au nom du principe démocratique, on montre le caractère politique et incrémental des droits et on fait progresser la construction démocratique, tout en en soulignant le caractère inachevé et sans cesse perfectible.

Original français



L'espoir est-il toujours possible ?

P. Jorge Cela, SJ

Coordinateur du réseau de centres Loyola, La Habana, Cuba

Pour des raisons liées au travail, j'ai passé onze des vingt dernières années à voyager à travers l'Amérique latine. J'ai vécu de manière stable (c.-à-d. plus d'une année consécutive) dans quatre pays latino-américains : la République dominicaine, le Brésil, le Pérou et Cuba. Cette expérience ne me donne pas une connaissance, et encore moins une compréhension, des divers systèmes politiques pour me permettre de comprendre la crise de la démocratie dans la région. Mais cela me donne quelques intuitions que j'aimerais partager.

Les systèmes politiques que j'ai connus, que ce soit les démocraties représentatives marquées par le populisme capitaliste ou le socialisme des Caraïbes, se sont détériorés sous l'influence de facteurs multiples. J'en examinerai trois : la diabolisation ou la sacralisation du marché, l'exercice exclusif du pouvoir et l'érosion progressive du bien commun. Face à cette situation, est-il encore possible d'espérer vivre dans des démocraties pleines et véritables ?

La diabolisation ou la sacralisation du marché

Suite aux longues années de Guerre froide, le monde s'est trouvé divisé en systèmes capitalistes et socialistes. Nous pouvons regrouper parmi les premiers les États-Unis et Haïti, et parmi les seconds, la Chine et Cuba. L'utilité de cette classification est de plus en plus discutée, car elle regroupe des pays avec des systèmes très différents. Toutefois, dans le contexte de l'Amérique latine, l'attitude envers le marché continue d'être un facteur de différenciation. Alors que certains pays tendent de plus en plus à le sacraliser, d'autres le diabolisent.

Il existe des démocraties représentatives dans des systèmes capitalistes où la sacralisation du marché le convertit en un macro-système qui englobe tout, y compris l'État. Ce dernier devient un objet du marché et est soumis aux lois de l'offre et de la demande. L'accès au gouvernement peut s'acheter, ce qui est la clef pour gérer le pouvoir de l'État. Il s'est ainsi produit une privatisation de l'État.

Il y a quelques décennies, la République dominicaine discutait sur la question de privatiser ou non les biens de l'État, comme les entreprises de l'ancien dictateur Trujillo, qui avaient été nationalisées. Aujourd'hui, ce qui est en jeu c'est la privatisation de l'État lui-même.

Les partis politiques représentent de moins en moins des idéologies sur la société et ressemblent davantage à des entreprises qu'on rejoint pour des intérêts économiques (comme

investir ou travailler dans une compagnie privée), qui investissent dans l'obtention du pouvoir gouvernemental pour pouvoir gérer l'État afin de récupérer l'investissement et de réaliser un profit. Que ce soit des leaders politiques qui investissent leurs propres capitaux et en reçoivent d'autres pour la campagne en échange de promesses de postes ou d'autres avantages, ou bien le simple électeur qui vend son vote pour répondre à ses besoins immédiats ou vote pour celui qui distribue davantage, plutôt que pour la personne qui va le mieux administrer les actifs de l'état... la porte est ouverte aux propositions populistes.

C'est pourquoi les programmes comptent de moins en moins dans les campagnes électorales ; important davantage les manières de distribuer ou de promettre des avantages économiques individuels.

Les soi-disant courants néolibéraux ont tellement sacralisé le marché, qu'on en est venu à proposer que sa capacité d'autorégulation rendait l'État de plus en plus inutile et que celui-ci était même nuisible. L'État doit être réduit pour que le marché fonctionne sans obstacle.

Mais la capacité d'autorégulation du marché n'assure pas une répartition équitable des biens. Au contraire, l'écart entre les riches et les pauvres a augmenté. Cela est évident en Amérique latine : elle a la réputation d'être le continent le plus inégalitaire en termes de distribution de la richesse.

De là provient l'attrait, chez les masses populaires, de la proposition socialiste, qui diabolise le marché. En pratique, ce que fait le socialisme, c'est de créer un monopole absolu du marché, éliminant la concurrence censée être à l'origine des inégalités. Cependant, l'élimination de l'intérêt privé dans le marché conduit à un désintérêt pour la production. La productivité cubaine a été affectée à un tel point que Cuba doit importer 80% de sa nourriture, ce qui n'est pas principalement dû à l'embargo nord-américain. L'économie centralisée et le capitalisme d'État ont plongé Cuba dans une crise économique permanente durant laquelle elle n'a pu survivre que grâce à l'aide externe de la Russie et du Venezuela, des transferts de fonds des émigrés en pays capitalistes, et du tourisme qui, curieusement, est géré par de grandes multinationales capitalistes alliées de l'État. L'autre source importante de revenus provient des ventes de services de professionnels cubains par l'État socialiste, agissant comme une société de courtage d'un « capital humain » sous-payé.

La crise a détérioré et mis en péril les deux grands réalisations de la révolution cubaine, financée par l'aide de l'Union soviétique : la santé et l'éducation. La faible productivité entraîne un manque de ressources pour investir dans les services sociaux.

Tant la sacralisation que la diabolisation du marché ont entraîné l'affaiblissement de la démocratie, c'est-à-dire la capacité du grand nombre à influencer les décisions de l'État et à bénéficier des biens de la nation.

Dans ce processus de privatisation de l'état, le rôle joué par les médias a été très important. L'argent est investi dans la publicité, de la même manière que des fabricants de boissons gazeuses ou de pâte dentifrice. Et ceux qui investissent plus et mieux, vendent davantage. Les campagnes politiques sont les clients les plus importants des compagnies de publicité dans les démocraties capitalistes populistes, et le contrôle des médias constitue une arme de choix

pour les sociétés socialistes. C'est pourquoi la nouvelle constitution cubaine continue de garantir la propriété des médias par l'État.

La révolution technologique a commencé à saper le contrôle des médias par le capital ou par l'État et à forcer une restructuration de l'administration des médias. Deux exemples en apportent la preuve : la façon dont le président Trump a fait usage de Twitter et l'importance grandissante des fausses nouvelles durant les campagnes électorales.

Fait intéressant, ces deux dynamiques contradictoires en rapport au marché ont des effets similaires sur la consommation : celle-ci devient le centre de la vie. Dans les pays capitalistes, le consumérisme débridé cause de terribles effets sociaux et écologiques, et dans les pays socialistes, l'inquiétude à propos de la consommation s'exacerbe face à la pénurie. Pendant la période dite spéciale (après la chute du bloc soviétique), toute conversation entre Cubains finissait par tourner, au bout de dix minutes, sur la question de la nourriture. C'était une obsession quotidienne. Ce phénomène commence à se reproduire dans la situation actuelle.

La pratique d'exclusion du pouvoir

L'une des caractéristiques les plus évidentes de la détérioration des démocraties représentatives populistes est l'exercice du pouvoir comme force d'exclusion. Cela va de pair avec un système économique fondé sur la concurrence. L'accès au pouvoir est vu comme l'occasion d'exclure la participation des autres. Dans les démocraties capitalistes, cela est évident avec le changement de du personnel gouvernemental quand un autre parti remporte les élections. Dans le socialisme cubain, cela se voit dans le fait que le parti unique régit toute la vie de la nation.

Le gagnant, que ce soit pour les élections ou pour la guerre, a le droit de s'imposer pour le bien ou pour le mal et le perdant est exclu jusqu'à ce que son tour vienne. Cela a été le cas avec le *caudillo* des dictatures ou des faibles démocraties d'Amérique latine. Au nom du bien du peuple, ceux qui pensent différemment sont emprisonnés ou exilés. C'est une négation absolue de la diversité en tant que composante de la société.

Aujourd'hui, alors que la modernité s'est déjà profondément enracinée dans les sociétés latino-américaines, l'homogénéité de la population est impossible. La diversité de la société civile s'exprime dans la variété des mouvements qui reflètent des multiples identités : régionale, génériques, d'emploi, générationnelles, religieuses ou raciales.

Les régimes politiques ont dû accepter diverses formes de négociation. Parfois, ils ont tenté d'incorporer cette diversité dans l'appareil étatique en créant une « société civile d'État », si on veut donner un nom à cette contradiction. À d'autres occasions, la présence de ces mouvements a été acceptée tout en tentant de limiter leur champ d'action ainsi que la lutte de la société civile pour repousser les frontières de ce qui est permis.

Cette conception du pouvoir comme force d'exclusion renforce le désir des détenteurs du pouvoir de s'y maintenir. Considérant que, si vous n'avez pas tout le pouvoir, vous n'en avez pas du tout, l'aspiration est de s'y maintenir. L'idée des démocraties parlementaires est précisément à l'opposé. Les parlements sont l'expression d'un pouvoir partagé, au sein

duquel la négociation est nécessaire. Les démocraties latino-américaines sont généralement présidentielles, centrées sur le président. Mais l'existence de parlements, là où il y a une pluralité de partis, signifie que la négociation est incontournable. Avec des partis qui ressemblent de plus en plus à des entreprises, le peuple est considéré comme un client. L'important, c'est de le convaincre d'acheter ou de voter. Sa participation se limite au moment du vote. Les élus se sentent de moins en moins les représentants du peuple. De plus en plus, ils se considèrent comme des représentants du parti. Dans le cas d'un système à parti unique, le parti est le point de référence, le seul régisseur de la vie de la nation. Il représente soi-disant la volonté du peuple, mais quand il ne le fait pas, il n'en souffre aucune conséquence.

Le pouvoir d'exclusion engendre la lutte pour le pouvoir, une attitude compétitive, compatible avec la vision du marché comme organisateur de la vie, ce qui se traduit en politique par une attitude guerrière visant à vaincre l'ennemi. La vie sociale se transforme en lutte pour le pouvoir, où à long terme tout est permis, parce que la guerre, c'est la guerre. Quelqu'un a dit que le pouvoir corrompt, et que le pouvoir absolu corrompt absolument. Ce pouvoir d'exclusion est le terreau des régimes répressifs, de la corruption et de l'impunité.

On pourrait dire qu'au cours du XXe siècle, la devise de la Révolution française a divisé le monde entre ceux qui cherchaient la liberté (le marché) même au détriment de l'égalité (démocratie) et ceux qui cherchaient l'égalité au détriment de la liberté. La fraternité a été la grande oubliée. Peut-être que si cette dernière avait été le principe central, l'égalité aurait pu se combiner avec la liberté. Ce n'est qu'à partir de la reconnaissance de l'autre comme frère ou sœur, avec tous ses droits, qu'une liberté qui cherche l'égalité peut se constituer.

La renonciation au bien commun

Une partie de l'héritage de la modernité est la constitution des sujets. Cette affirmation de l'individu n'entraîne pas nécessairement que les relations les uns avec les autres et avec la nature en fasse partie. Dans un contexte marqué par la concurrence du marché et la lutte pour le pouvoir, l'autre est représenté comme le compétiteur, comme l'ennemi. La poursuite du bien-être est vue comme un champ de bataille. Le bien-être s'accroît par l'accumulation, qui est le résultat du succès dans la compétition, et qui ainsi exclut les autres. Les relations sociales sont définies par la conquête et la défense, ce qui se fait en un cercle bien délimité.

Tout ce qui est public, commun, et appartient à tous, est perçu comme ce qui nous retire du nôtre, de ce qui est privé. Nous revendiquons la part de l'espace public qui nous appartient en tant que membres d'une collectivité. Tout ce qui est commun nous semble étranger si nous ne pouvons pas nous l'approprier. Nous nous battons pour conquérir et préserver notre espace privé, même quand nous l'avons exproprié du public.

Le marché n'est pas destiné à faciliter la survie de tous, mais à créer des opportunités pour les gagnants. La politique n'est pas en quête du bien commun, mais plutôt un espace pour accumuler du privé. Les citoyens sont remplacés par des masses qui revendiquent leurs droits individuels. Cela signifie que j'exige le droit d'utiliser l'espace public sans respecter l'autre, en ignorant les règles de coexistence. J'exige le droit de ne pas porter de masque dans ma part

de l'espace commun, même si cela affecte le droit de l'autre à la santé. L'espace public n'est plus ce qui est partagé entre tous, mais plutôt ce qui est à chacun le sien.

Dans le monde socialiste, où théoriquement l'individu est subordonné à la collectivité et où l'espace public essaie de rendre l'espace privé inutile, la rareté provoque la poursuite du privé comme mécanisme de survie. Un exemple en est les files d'attente actuelles pour acheter de la nourriture ou des articles de toilette. Les manques d'approvisionnement produisent des queues pendant des heures pour que chacun puisse assurer la ration des siens. Face au risque de contagion pandémique dans les files d'attente, beaucoup préfèrent payer davantage pour que quelqu'un d'autre fasse la queue à leur place. Cela provoque une répression accrue des *coleros*¹, ce qui entraîne une augmentation des prix du marché noir, en raison de l'augmentation du risque encouru. Ceux qui ont des ressources ont tendance à stocker, par crainte de venir à manquer. Ainsi la rareté augmente et le cercle vicieux de l'inégalité aussi.

Nos sociétés, désillusionnées par notre histoire politique, en sont venues à nous présenter que la solution se trouve ailleurs, qu'il est devenu nécessaire de chercher des alternatives au système en place. Ainsi se construit le monde informel, souterrain mais juste sous la surface, et que nous prétendons ne pas voir, mais il nous affecte par son efficacité et sa cruauté en incitant un bon nombre à la survie dans les pires conditions.

Et nous ne posons pas la question : si les systèmes qui sont les nôtres ont échoué, où aller ?

L'espoir ténu de ce qui germe

Dans les Caraïbes, nous sommes dans la saison des cyclones. Le passage dévastateur d'un ouragan est capable de déraciner des arbres centenaires. Quelques-uns, gisant sur le sol après ce phénomène impressionnant, gardent encore quelques petites racines enfoncées dans la terre. Quinze jours plus tard, en revenant voir le triste spectacle des terres arasées, nous avons découvert que de petites feuilles vertes étaient apparues sur ces fines racines. C'est là l'énergie indestructible de la vie en train de germer. C'est l'espérance qui grandit faiblement dans le désert. L'avenir se trouve dans ces fragiles feuilles vertes.

C'est ainsi que la démocratie naît dans de petites communautés qui ont fait face aux crises avec une solidarité créative. Ce sont des groupes, des familles, des organisations, des églises et des mouvements qui ne se sont pas laissés emportés par l'attrait des offres trompeuses de la propagande, ni par la peur d'une répression impitoyable, ni par les mensonges répétés *ad nauseam*. Tant qu'existe cette véritable fraternité solidaire et inclusive, transmise de génération en génération, et qu'elle trouve un moyen d'aller de l'avant, ne serait-ce qu'un peu, il y a de l'espoir. Parce que la démocratie se construit à partir de la base. Cela crée des espaces de fraternité qui comprennent comment intégrer la liberté et l'égalité. Et même cela ne se développe toujours pas comme un système de coexistence sociale, cela ouvre des espaces d'espérance et révèle des chemins pour avancer.

¹ Nom donné à ceux qui font la queue pour acheter des produits pour ensuite les revendre à plus hauts prix.

Nous devons créer une culture démocratique qui développe les capacités d'entrepreneuriat créatif, de participation et de solidarité, non seulement à travers les discours, mais par la mise en place de structures de coexistence et de gouvernance à la maison, à l'école, dans la société civile, le marché et le gouvernement.

Je crois que les nouvelles technologies de l'information, qui nous enseignent à construire le savoir non pas par répétition et accumulation, mais à partir de la créativité et de la connectivité, nous aideront dans cette construction de l'avenir de la démocratie.

L'existence d'une législation qui promeuve l'initiative créative et solidaire sur le marché, qui garantisse une participation réelle dans les sociétés complexes, qui développe des mécanismes d'inclusion sociale de tous et de toutes devient nécessaire. Un marché orienté vers une société démocratique et un pouvoir organisé comme une participation solidaire contribueront à promouvoir le bien commun comme moyen d'accomplir une bonne vie. Le défi consiste à construire des systèmes sociaux qui en fassent la promotion.

Le Pape François, avec son leadership charismatique, a promu une économie solidaire qui commence par regarder le monde est notre maison commune. Il a mis en place de nouvelles façons d'organiser le pouvoir dans l'Église à partir de la synodalité – ce qui élargit la participation aux périphéries géographiques, économiques et existentielles – et de la décléricalisation – qui tend à éliminer l'abus de pouvoir.

Ce n'est pas la tâche d'un seul jour. Mais, comme l'a dit le Pape François, cela ne peut pas être établi par la force – en prenant contrôle des espaces – mais par des processus de déblocage. C'est le travail de tout le monde.

Original espagnol
Traduction Christine Gautier



On l'ignorait, on ne pouvait pas le savoir, on ne le voulait pas : Le déficit institutionnel chilien et quelques idées à discuter pour la nouvelle constitution

Juan Diego Galaz Carvajal, SJ

Doctorant en droit, Trinity College, Dublin

Jusqu'au 31 octobre 2019, le Chili était l'un des pays d'Amérique latine ayant la meilleure réputation. La stabilité politique et la prospérité économique dont le pays jouissait depuis quelques années étaient suffisantes pour qu'il leur serve d'exemple. Cependant, depuis le 18 de ce mois, des événements sont survenus qui ont ébranlé cette réputation. Avec les manifestations citoyennes massives, réprimées agressivement par l'État, il était évident qu'il y avait beaucoup de mécontentements à l'égard du système en vigueur et qu'on devait discuter d'un nouveau modèle économique et de la constitution qui le soutienne.

Sans entrer dans les revendications spécifiques qui ont conduit à la protestation des citoyens - indubitablement sérieuses et, pour certaines d'entre elles, urgentes - j'aimerais avec cet article réfléchir sur les problèmes institutionnels qui ont empêché d'apporter des réponses rapides et satisfaisantes. De plus, je veux proposer quelques idées sur la manière dont la théorie délibérative peut aider à remédier à ces déficits institutionnels, et ainsi contribuer à redonner de la vitalité à la démocratie.

Pour expliquer ce qui précède, je vais argumenter que la classe politique chilienne n'offre que trois réponses lorsqu'on lui demande la question : « Pourquoi le conflit social a-t-il pu prendre une telle ampleur ? » La première, souvent invoquée par le gouvernement, c'est « nous ne savions pas. » Cela signifie que les institutions ne garantissent pas que les représentants soient au courant des troubles qui se préparaient. Le deuxième argument, invoqué par ceux qui préconisent un changement constitutionnel, c'est : « Nous ne pourrions pas. » Ce qui veut dire que, même si des tentatives ont été faites pour corriger les causes de l'insatisfaction, celles-ci ont échoué dans le cadre des structures institutionnelles en vigueur. La dernière réponse, c'est : « Nous ne voulions pas. » Cette réponse signifie que, en dépit du fait qu'on était au courant des troubles qui se fomentaient et qu'on avait les moyens d'y mettre fin, les institutions démocratiques ont été incapables d'amorcer des changements face à ceux qui s'y opposaient. Comme je le montrerai plus loin, c'est la réponse de choix de ceux qui sont contre l'adoption d'une nouvelle constitution.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais établir quelques points sur le point de vue adopté ici. Le premier concerne les mouvements sociaux (MS). L'essor actuel et la diversité des MS, non seulement au Chili, mais aussi à travers la région, montrent un grave déficit

institutionnel pour arbitrer politiquement les exigences sociales. Face à cela, je soutiens que la théorie délibérative¹ nous permet de penser une démocratie qui perçoive les MS comme des acteurs politiques pertinents et non pas seulement comme l'expression d'un malaise.² Ainsi, les MS devraient être inclus plus activement dans les délibérations concernant leurs requêtes et être coresponsables des accords faits pour les résoudre.

L'autre point porte sur la démocratie. L'une des raisons pour l'exclusion des MS des délibérations politiques est que les institutions de la démocratie moderne ont été pensées pour une société qui n'existe plus.³ En effet, les premiers constitutionnalistes avaient affaire à des sociétés composées de personnes avec des priorités relativement homogènes ou pouvant le devenir. Les intérêts opposés pouvaient être attribués aux propriétaires ou aux travailleurs, aux hommes ou aux femmes, aux ruraux ou aux citadins, etc. Il en allait de même pour les partis politiques, bien que d'une manière moins hiérarchisée. Dans les partis, la croyance demeure que les priorités individuelles peuvent être exprimées par des projets homogènes.

Cependant, ce que nous voyons aujourd'hui, en grande partie grâce aux MS eux-mêmes, ce sont des sociétés beaucoup plus complexes, c'est-à-dire des sociétés composées d'individus aux identités et affiliations très variées, et parfois même en contradiction entre elles.⁴ Par exemple, une personne peut en même temps s'identifier comme catholique, en faveur d'un mariage de même sexe, être une environnementaliste et un promoteur du libre marché. Dans les modèles démocratiques actuels, il peut être un militant pour chacune de ces causes, mais il est peu probable qu'il soit représenté politiquement dans un système de partis. C'est précisément pour cette raison que les nouvelles démocraties doivent prévoir un espace pour que la diversité des exigences sociales soit reconnue et traitée politiquement dans leur diversité. Cet essai cherche à apporter une contribution dans ce sens.

On ne savait pas

Une partie importante de la classe politique chilienne a soutenu que le soulèvement d'octobre était imprévisible.⁵ Ils ont justifié cette déclaration en disant que les institutions démocratiques fonctionnaient correctement. En effet, le président de la République avait été élu deux ans auparavant et la majorité électorale lui avait apporté son soutien en pleine connaissance de ce qui était attendu, considérant que c'était son deuxième mandat. En outre, sa coalition avait un appui important au congrès.

¹ On peut trouver un excellent résumé des propositions de la démocratie délibérative dans Martí, José Luis. (2006). *La República Deliberativa. Una teoría sobre democracia*. Marcial Pons, Madrid.

² Sur le développement de l'évolution politique des mouvements sociaux, voir Salazar, Gabriel. (2012). *Los Movimientos Sociales en Chile. Trayectoria histórica y proyección política*, Uqbar Editores, Santiago.

³ Gargarella, Roberto. (1999). « Introducción ». In Gargarella, Roberto (comp.) *Derecho y Grupos desaventajados*, Gedisa Editorial, Barcelona.

⁴ Cette idée et un exemple similaire se trouvent dans Sen, Amartya. (2007). *Identidad y Violencia, la ilusión de un destino*, Katz Editores, Buenos Aires.

⁵ L'expression « nous ne l'avons pas vu venir » est devenue célèbre. Le président Piñera l'a prononcé pour la première fois lors d'une entrevue avec une station radiophonique espagnole. Voir <https://www.latercera.com/politica/noticia/pinera-confiesa-no-vio-venir-estallido-social-acusa-ola-violencia-sistemica-profesional-organizada/935757/>

Ainsi, les manifestations ont été décrites comme l'expression de minorités insatisfaites ou de « mauvais perdants » qui tentaient de déstabiliser un gouvernement démocratiquement élu. On a même dit que des éléments étrangers avaient participé avec l'objectif de détruire le modèle politique et économique qui avait ouvert la route au développement. En conséquence, c'était la responsabilité du gouvernement de restaurer l'ordre en déployant les forces de l'État. La déclaration du président Piñera, lors de la nuit du 21 octobre, est devenue célèbre quand, entouré par les militaires, il a déclaré un état d'urgence constitutionnel parce que le Chili faisait face à un « ennemi puissant et implacable ».⁶

Toutefois, il serait sans doute erroné d'affirmer, sur la base de cette déclaration surprise au milieu du déroulement des événements et de criminalisation des soulèvements civils qui s'en est suivis, que personne n'avait remarqué que la démocratie chilienne se détériorait et se dirigeait vers une crise. La vérité est que pendant au moins les vingt dernières années, la possibilité d'un effondrement du système politique chilien avait fait l'objet de discussions. Ainsi le PDNU l'avait mentionné dans tous ses rapports à partir de 1996⁷ ; ainsi que Gabriel Salazar, lauréat du prix national d'histoire naturelle, en 2012 ; et en 2013, un universitaire et constitutionnaliste influent, Fernando Atria, l'avait également mentionné.⁸

En réalité, deux informations ont annoncé l'arrivée de cette crise : la faible participation au processus électoral et l'augmentation progressive du nombre de mouvements sociaux. Cela révèle que la population avait des inquiétudes politiques sérieuses, mais que le moyen de les exprimer passait par l'action collective non institutionnelle. On peut mentionner ici le mouvement ancestral du peuple des Mapuches, dont les drapeaux sont devenus le symbole du soulèvement d'octobre ; le mouvement étudiant, actif depuis 2003 ; le mouvement pour des retraites dignes NO+AFP ; le mouvement féministe 8M. Au plan local, il y a eu des soulèvements dans des villes comme Freirina, Aysen, Petorca, Puchuncaví, Quinteros, etc.⁹

Peu importe que cet appel à l'ignorance soit authentique ou cynique, le fait demeure que le concept institutionnel permet à une autorité de soulever un tel argument, et cela constitue un sérieux problème pour la démocratie. Cela veut dire que le concept institutionnel permet à

⁶ <https://www.t13.cl/noticia/politica/nacional/pinera-respalda-ff.aa-y-asegura-estamos-guerra-enemigo-poderoso-e-implacable>

⁷ Ce rapport collige et appuie, avec des données, l'idée de la « démocratie aujourd'hui comme une cage de fer » tel que formulé l'an dernier par le sociologue Tomás Moulián in Moulián, Tomás. (1997). *Chile Actual. Anatomía de un mito*, LOM-ARCIS, Santiago.

⁸ Son expression « le problème constitutionnel devra être résolu coûte que coûte » (« el problema constitucional tendrá que resolverse por las buenas o por las malas ») est devenue célèbre. <https://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2013/04/23/el-problema-constitucional-tendra-que-resolverse-por-las-buenas-o-por-las-malas/>. Pour les raisons sociales et structurelles rattachées à ce qui est dit plus haut, voir, par exemple, ses œuvres : *La Constitución Tramposa* LOM, 2011 ; Atria, Fernando. (2013). *Veinte Años Después. Neoliberalismo con rostro humano*, Catalonia. Un article daté après cette déclaration, mais faisant allusion au même phénomène, et écrit en collaboration avec Salgado, Constanza and Wilenmann, Javier. (2017). « Democracia y Neutralización. Origen, desarrollo y solución de la crisis constitucional », LOM.

⁹ Après le 18 octobre, une coordination des assemblées territoriales a été formée pour inclure les conseils de quartier, les organisations sociales, et les assemblées indépendantes parmi d'autres collectivités. Voir : <http://www.asambleasterritoriales.org>

des représentants d'ignorer la réalité du peuple qu'il représente, à un point tel que cela n'attire leur attention qu'au moment de l'éclatement d'une crise politique d'une telle ampleur. Pour remédier à cela, la théorie délibérative offre quelques idées pour s'assurer que les voix de ceux qui sont représentés sont entendues et sérieusement prises en compte.

La démocratie délibérative repose sur l'hypothèse que les décisions prises par le pouvoir politique sont légitimes si, et seulement si, ceux qui doivent les respecter sont inclus dans les délibérations. Ici, « légitime » signifie que les décisions offrent des raisons par elles-mêmes pour être obéies, même par ceux qui ne les approuvent pas. Ou de même, qu'elles rendent inutile le recours à la force de l'État pour les imposer.

La contrainte de participer aux délibérations, à son tour, signifie deux choses. D'un côté, cela garantit que divers points de vue seront considérés comme pertinents dans la discussion publique. De l'autre, cela assure que les individus peuvent activement proposer des sujets de discussion. La raison en est qu'un des éléments essentiels du pouvoir politique réel est le pouvoir de déterminer les sujets à discuter.

Ainsi, les théories délibératives examinent les mécanismes qui permettent à une requête d'un mouvement social – typiquement sectorielle – de progresser au stade de la délibération politique, où celle-ci est alors transformée « en » et discuté « comme », une question qui affecte le bien commun. Il existe divers mécanismes et chacun donne un résultat différent. Au moins deux exemples méritent d'être mentionnés : les initiatives législatives populaires¹⁰ et les référendums citoyens. Dans le premier, un certain pourcentage ou nombre d'électeurs font appel au parlement afin qu'il examine une loi particulière. Dans le deuxième cas, un certain pourcentage ou nombre d'électeurs font appel au reste des citoyens pour émettre une déclaration sur la pertinence ou non de légiférer sur une question particulière. Maintenant, peu importe la forme institutionnelle qui est adoptée, le principe directeur doit être la reconnaissance de la capacité des MS à mettre en action les délibérations. Comme le montre le cas du Chili, la solution démocratique fut de tenir un référendum sur une nouvelle constitution. C'est-à-dire d'arbitrer les demandes exprimées par les MS de manière délibérative.

On doit aussi noter que les mécanismes délibératifs contrecarrent la force d'homogénéisation des partis politiques. Étant donné que les partis ne s'approprient pas l'avancement de causes particulières, chaque individu peut exprimer clairement toute la diversité de ses affiliations. Dans le même sens, le vote est réévalué puisque les gens ne sont pas liés au « tout ou rien » d'un candidat ou d'un projet en particulier ; ils conservent le pouvoir substantiel d'organiser et d'engager des conversations sur certaines questions hors des canaux des partis.

On ne pouvait pas

La deuxième réponse à la question à savoir comment le Chili en était arrivé là, c'est : « On ne pouvait pas l'éviter ». C'est la position de ceux qui savaient que le mécontentement grondait,

¹⁰ <https://observatoriop10.cepal.org/es/mapas/americ-latina-caribe-paises-que-contemplan-iniciativa-legislativa-popular>

mais qui ont été incapables d'y remédier à cause du régime institutionnel en place. Cette situation met en lumière un certain nombre de restrictions à la transformation politique, imposées par la constitution actuelle. Ce n'est pas pour rien que son auteur, un fidèle défenseur des doctrines imposées par la dictature, écrit : « La constitution doit faire en sorte que, si les adversaires prennent le pouvoir, ils soient contraints de suivre un plan d'action pas très différent de celui que vous auriez voulu vous-mêmes, parce que – pour utiliser une métaphore – les règles du jeu offrent un choix tellement restreint de solutions aux compétiteurs qu'il serait extrêmement difficile que le contraire se produise. »¹¹

Pour ce faire, les aspects fondamentaux qui définissent le modèle économique néolibéral sont protégés par des lois soumises à des quorums très élevés. Ainsi, des réformes substantielles en matières déléguées au marché, comme l'éducation, la santé, les retraites, l'emploi, sont difficiles ou presque impossibles à réaliser. Et, même si elles devaient aboutir, elles doivent encore se soumettre au contrôle politique exercé par la cour constitutionnelle. Bon nombre de tentatives de changements ont ultimement été rejetées par celle-ci, bien qu'elles aient été approuvées par le congrès. En passant, cela représente l'un des cas les plus forts en faveur de l'adoption d'une nouvelle constitution, plutôt que de passer seulement quelques amendements à la constitution actuelle.¹²

Toutefois, avec l'élimination de ces « verrous constitutionnels », il est encore possible de renforcer la vitalité démocratique en prenant en compte la préférence délibérative pour les assemblées de citoyens. Ces organes, en plus de donner plus de légitimité aux décisions prises sur des questions collectives, modifient l'axe des équilibres politiques. Alors que la force du système exclusivement représentatif repose sur la capacité de négociation des représentants, le modèle délibératif transfère ce pouvoir aux citoyens organisés. Ces assemblées, bien règlementées, contribuent à modifier les règles, y compris les règles constitutionnelles qui entravent les changements exigés par les différents groupes sociaux.

Un succès de l'utilisation de ces mécanismes délibératifs a été vécu en Irlande.¹³ Face à la nécessité de discuter de questions controversées, telles que l'interruption volontaire de grossesse et le mariage entre personnes de même sexe, plutôt que de remettre le débat directement au parlement, on a convoqué une assemblée citoyenne. Cette entité, composée de personnes qui représentaient statistiquement la diversité du pays, a écouté les experts et discuté de leurs points de vue. Finalement, l'assemblée a rédigé une proposition à soumettre à l'approbation ou au rejet par les citoyens lors d'un référendum. Une fois la proposition approuvée, le congrès a lancé le processus législatif selon le mandat citoyen. Ainsi qu'on le voit ici, ces modèles permettent d'extraire des questions, dont les solutions ne se trouvent pas dans la dualité politique droite/gauche de la sphère plutôt homogène des partis politiques, laquelle ne reflète pas les préférences de la population.

¹¹ Guzmán, Jaime. (1979). *El Camino Político*, Revista Realidad 7.

¹² Il y a eu une réforme majeure en 2005 à laquelle on a mis fin avec les mêmes verrous, et une tentative d'adopter de manière réfléchie une nouvelle constitution en 2016, qui s'est heurtée à une forte résistance de l'opposition au gouvernement de l'époque, et même par les membres de la même coalition.

¹³ Voir <https://www.citizensassembly.ie/en/>

On ne voulait pas

La dernière réponse est : « On ne voulait pas ». Cette explication présume que quelques membres de la classe politique étaient au courant de l'insatisfaction au sein de la population, mais ont décidé de ne pas remédier à ses causes, quoiqu'ils aient eu le moyen de le faire. Le déficit institutionnel ici, c'est de ne pas avoir les outils efficaces pour forcer les changements quand les représentants s'y opposent. Cette situation est décrite et corrigée quand on observe la position de ceux qui ont refusé d'adopter une nouvelle constitution. Ayant été témoins de l'échec du système institutionnel actuel pour arbitrer les requêtes sociales, ils préfèrent ne pas le modifier. Toutefois, l'appel à un référendum fonctionne comme un mécanisme institutionnel qui peut les forcer à discuter de la nouvelle constitution, même s'ils ne veulent pas le faire.

Du point de vue de la démocratie délibérative, cette position permet d'avancer deux réflexions supplémentaires. La première concerne la tendance anti-activiste des institutions, l'autre illustre comment la délibération permet de mettre en évidence les véritables intérêts de la population dans les décisions publiques.

L'objection contre les activistes consiste à dire qu'en amorçant un processus constitutif, on légitime les actions violentes qui ont forcé cette discussion. De cette manière, la démocratie serait dans les mains de quiconque peut imposer par la force ses propres conditions. Dans le cas du Chili, il y a au moins deux raisons pour écarter cette mise en garde indubitablement importante. La première, de nature procédurale, est que le processus constitutif est muni de trois instances de contrôle engageant la majorité des citoyens. Un référendum pour décider s'il faut ou non rédiger une nouvelle constitution, un vote populaire des membres qui composeront l'organe constitutif, et un autre référendum, avec un vote obligatoire, pour approuver ou rejeter le document.

La deuxième raison est une question de fond et fait référence au besoin d'arbitrer institutionnellement les requêtes citoyennes. Comme l'explique Locke¹⁴, le peuple est prêt à endurer longtemps les injustices de leurs dirigeants avant de s'opposer à leurs règles. Par conséquent, lorsque les gouvernés se lèvent, il faut accorder plus d'attention à ce qui est demandé qu'aux actions utilisées pour présenter la cause. Dans la situation chilienne, les manifestations ont mis en lumière le manque important de légitimité du pouvoir politique et des moyens institutionnels de l'exercer. Compte tenu de cette affirmation, la seule façon de le légitimer est de discuter de la façon dont le pouvoir est exercé, en écoutant ceux et celles qui devront lui obéir.

En ce qui concerne la délibération en tant que moyen pour gérer les intérêts divergents, il vaut la peine de mentionner ce qu'Elster appelle « la force civilisatrice de l'hypocrisie »¹⁵. Considérant qu'avec des conditions de délibération, les arguments portant sur les intérêts personnels sont répudiés, les acteurs sont portés à adopter, quoiqu'avec cynisme, une position

¹⁴ Santos, Milton. *Segundo Tratado del Gobierno Civil*, II, 225

¹⁵ Elster, Jon. (1998). 'Deliberation and Constitution Making'. In Elster, Jon (Ed) *Deliberative Democracy*. Cambridge University Press, UK.

qui est en faveur de la majorité. Il est bon que même les cyniques soutiennent le bien commun et il est bon que, s'ils cessent de le faire, leur vrai visage soit révélé.

Un exemple peut illustrer ce qui vient d'être dit. Après la signature de l'Accord pour la Paix et la Nouvelle Constitution, qui donne forme au processus constitutif, plusieurs acteurs politiques ont publiquement déclaré qu'ils approuveraient l'adoption d'une nouvelle constitution, puisque le bien du pays nécessite un nouvel accord fondamental. Toutefois, après seulement quelques mois, ces mêmes acteurs ont non seulement rejeté avec véhémence l'idée de rédiger une nouvelle constitution, mais ont en plus tenté de manipuler les termes de l'accord pour éviter des transformations politiques importantes. Ainsi, tout comme il était bon pour eux de soutenir l'accord, il est bon aussi pour nous de savoir qu'ils ont agi avec cynisme quand ils l'ont fait.

Choisir l'espoir

Au Chili, il y a des jeunes qui ont perdu la vue ou leur vie en revendiquant leur dignité. Ce fait ne peut pas nous laisser indifférents. Réfléchir et engager le dialogue sur les institutions politiques ne relève pas de la simple curiosité intellectuelle, c'est un devoir de justice qui résonne dans notre foi. Rejoindre ceux et celles qui continuent de croire que la société peut être plus humaine, et promouvoir ensemble les institutions le rendraient possible, c'est choisir l'espoir ensemble.

*Original espagnol
Traduction Christine Gautier*



Pandémie et autoritarisme

German Rosa, SJ

Secrétaire régional pour l'Amérique du Sud, Curie générale, Rome

Dans la conjoncture présente de la pandémie covid-19, nous sommes confrontés à diverses tendances politiques autoritaires qui constituent une menace pour la démocratie. Nous sommes assistons également à une crise démocratique mondiale. Devient nécessaire la participation de nouveaux partenaires sociaux représentatifs des secteurs vulnérabilisés par la Covid-19, afin de proposer une feuille de route pour accompagner ces secteurs dans l'après Covid-19. Nous discuterons comment l'autoritarisme se manifeste dans le contexte de la pandémie ainsi que les défis posés par l'établissement d'espaces ou d'institutions démocratiques supranationales dans notre monde globalisé.

La métaphore du Léviathan et l'autoritarisme

La crise sanitaire a déchaîné une fois de plus le « Léviathan ». C'est le titre d'une œuvre classique de Thomas Hobbes dans laquelle il inscrit ses pensées et ses réflexions philosophiques politiques. La métaphore du Léviathan, ou du monstre marin, vient de la Bible et est recréé par Thomas Hobbes dans sa philosophie morale et politique pour représenter le pouvoir de l'état¹. Le Léviathan est le symbole d'une grande force politique qui unifie toutes choses et met de l'ordre par son pouvoir absolu qui ne peut être divisé, détruit ou désobéi².

L'état ne prend naissance que lorsqu'un contrat social est conclu et qu'une « communauté » (*Commonwealth*) se forme, qui délègue tous les droits et pouvoirs au « roi souverain ». En fait, Hobbes pense que les personnes, dans leur état naturel (avant la formation d'un gouvernement), sont motivées par l'intérêt personnel et l'instinct de survie. C'est seulement parce que les ressources se font rares et que tout le monde veut la même chose que les gens vivent dans une situation de guerre où « tout le monde est contre tout le monde » (*bellum omnium contra omnes*) et où la vie est « mauvaise, brutale et courte ». Pour échapper à cette situation et vivre en sécurité, les gens forment une communauté en remettant leurs droits et

¹ Dans sa philosophie politique, Thomas Hobbes se réfère à la figure mythologique du Léviathan, un monstre marin qui apparaît dans le Livre de Job (Jb 3,40-41), Isaïe (Is 27,1) et dans les psaumes (Ps 104,26 ; 74,14). Dans les saintes Écritures, le Léviathan est une dangereuse créature des mers qui crée le chaos et le mal, intimide, et sème la terreur chez les êtres humains...

² Hobbes pense que le mot « Léviathan » vient du mot hébreu « lavah », qui signifie « s'accoupler, connecter ou unir », et « thannin », qui signifie « dragon » (parce qu'on croyait qu'il avait des écailles qui ne pouvaient pas être percées ou divisées).

leurs pouvoirs au souverain qui, avec un pouvoir absolu, peut obtenir l'ordre et punir ceux qui enfreignent la loi.

Si l'état est l'instance à qui les citoyens remettent leurs droits dans la conception de Hobbes, le pouvoir de l'état peut être autant absolu et illimité que le droit que les individus lui ont délégué d'assurer « leur sécurité ».

Bien que notre situation politique contemporaine diffère de manière importante des situations envisagées par Hobbes, nous constatons une fois de plus la dynamique qu'il exprime si bien dans sa philosophie : les gens sont prêts à abdiquer leurs droits et pouvoirs à des politiciens autoritaires forts en échange d'une promesse de paix, de sécurité et de protection économique.

Nous revenons donc à la métaphore du Léviathan de Hobbes pour explorer comment les nouveaux Léviathans qui émergent de cette crise affectent gravement nos réalités politiques et sociales.

La métaphore du Léviathan nous aide à illustrer l'autoritarisme dans le contexte de la pandémie Covid-19. Le « Léviathan » présente différentes facettes dans la crise de la pandémie actuelle : l'une montre un « Léviathan sanitaire », qui prend le visage d'un retour de « l'État social » ou de « l'État-providence ». Une autre facette du Léviathan nous le montre s'incarnant dans l'état d'urgence, manifesté ainsi : contrôles sociaux plus importants, comme on le voit dans certains pays sous la forme de violation du droit à la libre circulation des personnes, au droit de se rassembler et à la militarisation des territoires. De plus, dans les pays où n'existe pas de société de surveillance numérique dans le style asiatique, nous constatons l'expansion d'un modèle de surveillance moins sophistiqué, mené par diverses forces de sécurité au nom de la guerre au coronavirus, qui peut avoir un impact encore plus grand sur les secteurs les plus vulnérables. Au sens figuré, le Léviathan nous présente la monstruosité du pouvoir politique lorsqu'il est utilisé de manière autoritaire³. Mais, comme nous allons le voir, il y a encore d'autres faits qui montrent l'autoritarisme du Léviathan.

Autoritarisme durant la crise sanitaire de la pandémie

De toute évidence, dans cette crise sanitaire, nous constatons certaines tendances que Hobbes avait déjà analysées.

Tout d'abord, lorsque les gens sont sous la menace d'une pénurie de ressources, ils sont facilement dirigés par l'intérêt personnel et les comportements agressifs qui soulèvent les uns contre les autres et cela conduit à l'insécurité et à l'instabilité. Nous pouvions déjà le percevoir dans le contexte d'une violence et d'une continuelle confrontation économique, politique et militaire. Malheureusement, un homme peut devenir un loup pour un autre homme (*homo homini lupus*). Nous pouvons également le constater dans la dynamique actuelle où nous sommes souvent submergés par la concurrence individualiste et utilitariste de l'économie de marché et de la mondialisation néo-libérale, ainsi que dans la confrontation politique et la

³ Cf. <https://www.nuso.org/articulo/reflexiones-para-un-mundo-post-coronavirus/>

lutte pour le pouvoir entre les principaux acteurs de la mondialisation. Pour ces raisons, les réflexions politiques de Thomas Hobbes semblent très pertinentes.

Deuxièmement, compte tenu de cette réalité, la population est facilement manipulée et, pour échapper à cette insécurité, les gens sont prêts à céder leurs libertés, droits et pouvoirs à des dirigeants et régimes autoritaires en échange de la promesse de sécurité.

La pandémie Covid-19 a clairement montré la tendance autoritaire de certains dirigeants politiques qui gouvernent des États, et la tendance pour la démocratie de se transformer en « partitocratie ». Ces deux postures sont aberrantes⁴. Dans certains gouvernements autoritaires, nous pouvons observer comment les gouvernants et les dirigeants de partis politiques, pour conserver les positions acquises, sacralisent un système d'alliances et de formules de coalition pour maintenir les équilibres politiques sans altérations majeures, et qu'aucun nouveau sujet social n'émerge dans la sphère politique. Les abus de pouvoir affectent et nuisent aux droits humains et transforment la démocratie en un jeu de pouvoir où les plus autoritaires s'imposent. Analysons quelques modalités ou formes d'autoritarisme durant la pandémie Covid-19.

- a) Une première modalité consiste en l'abus de pouvoir par les dirigeants et les diverses instances des États dans l'application de mesures qui mettent la protection sanitaire en conflit avec d'autres droits des citoyens.

Les tendances autoritaires de certains gouvernements dans le contexte de la pandémie ont favorisé la mise en application de l'état d'urgence national restreignant l'exercice de droits fondamentaux. Le Léviathan politique ou l'état d'urgence a dans certaines circonstances été utilisé pour persécuter des opposants politiques, sans offrir des moyens pour une liberté d'expression et de pensées pour ces groupes politiques. Dans le pire des cas, ces individus et groupes sont réprimés en usant d'une force légale, policière ou militaire. Cela crée un climat d'insécurité qui ne garantit pas l'intégrité physique ou psychologique des citoyens.

- b) En d'autres occasions, les politiques de « santé nationale » se sont converties en campagnes électorales clientélistes pour recueillir les votes des citoyens et obtenir pour les dirigeants les résultats électoraux, ainsi que le contrôle de leur propre parti au pouvoir gouvernemental.

Si la logique du Léviathan sanitaire ou de la « santé nationale » est devenue un moyen de faire de la politique, nous nous rendons compte qu'en plusieurs occasions cela renforce l'iniquité dans les services de santé, parce que tous les citoyens n'ont pas accès aux mêmes traitements ni à une protection sanitaire équitable. En réalité, l'inégalité dans la mondialisation est structurelle par sa nature même, puisque la distribution inéquitable des revenus mondiaux a augmenté de manière abyssale. N'oublions pas que la pauvreté et l'inégalité sont des facteurs déterminants d'instabilité politique.

⁴ Pintacuda, Ennio. (1994). 'Breve curso de política'. *Sal Terrae*, Bilbao, Espagne : p. 139ss.

- c) Une autre modalité est la négation de l'existence du Covid-19 par les élites politiques, économiques et financières, de manière à donner la priorité à la productivité et aux opérations financières, et à activer les circuits du marché dans la pandémie sans délais ni obstacles à la croissance économique et l'accumulation financière. De cette façon, le capital est considéré plus important que la santé de la population. Ainsi émerge la modalité du Léviathan économique et financier qui s'impose sans aucune limite.
- d) Il y a encore une autre forme d'autoritarisme qui se manifeste par la paralysie totale et l'inefficacité des dirigeants politiques et des gouvernements, qui ignorent la réalité et l'impact de la pandémie sur la population et ses conséquences et, dans ce cas, les dirigeants ne font rien pour faire face à la crise sanitaire ou pour favoriser une organisation de la société civile pour prévenir et contenir la propagation du Covid-19. Cette modalité tranquille et inopérante du Léviathan vise à désarmer et à démobiliser toute opposition politique et à s'imposer subrepticement.

Ce sont là quelques formes visibles de l'autoritarisme qui violent les droits des citoyens de diverses manières. Le danger réside dans le fait que, avec l'escalade des mesures gouvernementales restreignant les réunions, les rencontres publiques et les débats, ainsi que les manifestations de masse, prévaut progressivement la tendance à immobiliser la société civile et à paralyser l'opposition organisée pour faire respecter les droits des citoyens. En outre, dans les pays les plus avancés, des systèmes hautement sophistiqués d'intelligence artificielle sont utilisés à des fins politiques pour localiser et identifier les personnes infectées par le coronavirus, mais aussi pour exercer un contrôle territorial et garantir l'immobilisation massive de la population, et l'empêcher de défendre ses droits violés.

L'autoritarisme, de quelque nature que ce soit, mène à une situation où il devient impossible de gouverner ; alors émerge une conscience sociale croissante que les autorités et institutions gouvernementales devraient être au service des citoyens. En réalité, les espérances de la grande majorité des peuples qui aspirent à construire des sociétés démocratiques ne consistent pas en dirigismes, ni en autoritarismes de gouvernement, ni en « partocraties ». Pour ces raisons, les gouvernements doivent consulter et dialoguer en prenant en compte les attentes et les espoirs de leurs citoyens, en créant des médiations qui conduisent à la participation des citoyens sur les questions nationales. En effet, la majorité de la population exige de plus en plus d'explications transparentes sur l'exercice du pouvoir et questionne la relation de ses dirigeants avec leurs électeurs.

L'ONU souligne que la pandémie est un problème mondial qui a de multiples impacts : « La pandémie Covid-19 est plus qu'une urgence sanitaire. C'est aussi une crise économique, humanitaire, sécuritaire et au sujet des droits humains. Elle a fait ressortir des fragilités et des inégalités très graves au sein des nations et entre elles. Sortir de cette crise nécessitera une approche qui considère l'ensemble des groupements sociaux, des gouvernements et du monde entier, motivée par la compassion et la solidarité »⁵.

⁵ <https://www.un.org/es/coronavirus/UN-response>

Face aux expressions d'autoritarisme, la préoccupation politique et l'exigence de la société civile en ce qui a trait à la démocratie est la suivante : comment peut-on garantir la santé, la sécurité alimentaire et les autres droits des citoyens.

Mondialisation, la crise de l'État et la nécessité d'institutions supranationales

Compte tenu de cette réalité, nous nous rendons compte que la garantie des droits des citoyens dépend de leur pleine reconnaissance dans la constitution politique du pays et de l'État de droit qui en découle, également de la fonctionnalité des institutions et des différents organes de pouvoir de l'État. Le respect des droits des citoyens ne peut pas s'établir avec des institutions gouvernementales et étatiques inefficaces. De toute évidence, cette réalité soulève le souci de créer des structures de gouvernance supranationales qui garantissent la sécurité intégrale des citoyens. Il est vrai que la création d'espaces démocratiques internationaux qui répondent aux grands défis du XXI^e siècle est urgente ; toutefois, nous devons tenir compte de deux obstacles à surmonter.

1. La mondialisation a encerclé les états nationaux, a entraîné la perte de leur souveraineté et leur a donné un rôle de police pour garantir le marché mondial et en bénéficier. En conséquence, les États nationaux n'ont pas de pouvoir correctif face aux problèmes majeurs qui découlent des dynamiques du marché et des capitaux importants et qui affectent la population en général.

Il ne faut pas oublier que les différentes tendances libérales s'accordent pour considérer l'état comme un mal nécessaire, que ses pouvoirs doivent être limités et ne doivent pas s'étendre au-delà de ce qui est nécessaire.

Dans un contexte où les états nationaux cèdent du terrain face aux marchés internationaux et au commerce international, où l'inégalité, la pauvreté et l'exclusion sociale inhérentes à la mondialisation se sont accrues, il est urgent d'établir de véritables États-providence. Ce défi devient évident dans le contexte de la pandémie Covid-19, car la santé et la sécurité globale des citoyens dépendent des politiques adoptées pour faire face à la crise sanitaire, à la récession économique et aux conséquences socio-économiques pour la grande majorité de la population, appauvrie et exclue des bénéfices de la mondialisation.

Cette fragilité et aussi le manque de légitimité des états constituent des obstacles, parce que ces mêmes faiblesses et limites demeureront lorsque se constitueront des espaces supranationaux auxquels ils participeront.

2. Aujourd'hui, il y a une crise des institutions mondiales et régionales, en cette période de formation du nouvel ordre mondial, et rien n'indique que ce processus puisse être complété à court terme. Il est probable que nous verrons le nouvel ordre international multilatéral dans vingt ou trente ans, avec de nouveaux acteurs internationaux, et nous espérons que cet ordre sera pluraliste mais, pour l'instant, les institutions mondiales sont dans une impasse. Nous aimerions que le multilatéralisme soit renforcé par une culture véritablement démocratique parmi les citoyens et les états.

S'il est vrai que des entités supranationales sont nécessaires pour renforcer la démocratie et la garantie des droits humains, le danger de l'autoritarisme jette une ombre sur ce projet, en l'absence d'une culture démocratique mondiale conçue pour la reconnaissance *de facto* et *de jure* des citoyens et des groupes sans pouvoir. En l'absence d'une culture démocratique, les structures supranationales peuvent souffrir du même mal que les démocraties tronquées et autoritaires des États actuels en question.

L'autoritarisme est un problème politique qui s'est propagé à notre époque et qui n'est pas, dans de nombreux cas, séparé du populisme et d'autres problèmes adjacents qui nuisent aux droits humains, entre autres : le nationalisme ethnique, la discrimination contre certains groupes, les discours de haine, la xénophobie, les attaques contre les réfugiés et demandeurs d'asile et leur retour forcé, les mauvais traitements infligés aux migrants, la violence sexuelle et sexiste, etc.

En termes quantitatifs, le défi est de savoir comment constituer une institution ou un espace supranational avec une culture démocratique, avec les représentations des 167 pays du monde, sans ignorer le fait que 54 de ces pays sont gouvernés par des régimes autoritaires, 54 avec des démocraties imparfaites, 22 qui jouissent de démocraties pleines et entières, et 37 pays avec des systèmes hybrides⁶. Comme nous pouvons le voir, il y a une prévalence de pays présentant des problèmes politiques majeurs et des lacunes démocratiques. Le panorama est complexe et la mise en place d'institutions supranationales ne sera pas facile en pratique. Cela explique en partie pourquoi de grandes institutions mondiales comme l'ONU, l'Organisation mondiale du Commerce, l'Organisation mondiale de la Santé, etc., sont actuellement en crise et remises en question. Cela est vrai également pour des organisations régionales comme l'Organisation des États américains, l'Union européenne, etc.

Toutefois, on ne peut pas ignorer que nous sommes à la croisée des chemins de la relance d'une nouvelle ère : soit nous continuons avec les grandes tendances internationales (économiques, financières et politiques) de l'avant-pandémie, soit nous renaissions dans une démocratie politique et économique libérée de l'autoritarisme, dans l'ère de l'après-coronavirus.

Nous pouvons enterrer toutes les grandes leçons douloureusement acquises de cette pandémie, ou nous pouvons renaître à une nouvelle démocratie solidaire et fraternelle avec ceux et celles qui ont toujours été exclus des grands bénéfices de la course économique durant cette période historique.

Nous vivons la redécouverte du sens de la politique et de l'importance de l'État-providence en rapport aux crises sanitaires et au droit universel à la santé. Si nous abandonnons au marché les soins cliniques pour la pandémie du coronavirus, il est fort probable que 80 % de la population mondiale n'aura pas d'accès aux soins et aux traitements pour faire face à cette peste. Et les 20 % restants seraient toujours exposés à la contagion.

⁶ Democracy Index 2019 from The Economist

Nous ressentons de plus en plus le sentiment d'appartenir à la communauté humaine et l'importance d'une sécurité intégrale et écologique face à la vulnérabilité et aux tragédies des peuples. Les soins de santé ne peuvent être qu'intégraux. Nous nous réjouissons d'entendre que le mal qu'est cette pandémie a toutefois eu un effet bénéfique pour la protection de la maison commune. L'air s'est purifié et les niveaux de pollution ont diminué en raison du ralentissement économique, ainsi qu'on peut le voir sur les photographies satellites de la planète. Ce serait une expérience extraordinaire si la politique devenait véritablement une médiation pour rendre justice et réaliser le bien commun dont nous avons tant besoin. Espérons que ces réflexions sur l'autoritarisme, le populisme et le rôle de la politique en ce temps de coronavirus nous aideront à recréer la politique en prenant en compte les plus vulnérables et ceux et celles qui subissent toujours les conséquences désastreuses de ces fléaux.

Original espagnol

Traduction Christine Gautier



Débat sur la démocratie, contributions en provenance de l'Amérique centrale

Ismael Moreno (Melo), SJ

Directeur général ERIC-SJ / Radio Progreso, Honduras, Amérique centrale

Gouvernement officiel et véritable gouvernement

Cela semble être un jeu de mots. Mais c'est notre réalité. Le gouvernement avec ses trois pouvoirs est une chose ; cela en est une autre, la façon dont le pays est gouverné, et qui gouverne vraiment, bien au-delà des pouvoirs formels de l'État. L'État de droit qui régit notre démocratie nous affirme que le peuple est le Souverain et qu'il gouverne via un ensemble de lois, et non pas à travers des individus qui imposent leurs décisions.

Personne n'est au-dessus de la loi, bien qu'il soit établi que le gouvernement est formellement élu dans les processus électoraux. Tous les quatre, cinq ou six ans, selon les pays, les citoyens sont appelé à choisir les autorités, par scrutin secret, parmi ceux qui se présentent à l'élection du peuple pour assurer les charges. Cependant, entre le dire et le faire, il y a du chemin. Celui-ci est bien connu : ceux qui décident et contrôlent les instruments de pouvoir et les mécanismes institutionnels que nous appelons la démocratie sont en fait limités à une petite élite fondée sur une culture politique patrimoniale, une matrice de *caudillos* et de toutes ces pratiques de culte de la personnalité et d'arbitraire qui empêche la démocratie et la règle de droit de véritablement s'enraciner et de s'épanouir.

Élections : une caractéristique essentielle de la règle de droit

Selon la formule de la démocratie, les élections des autorités publiques sont une caractéristique essentielle de la règle de droit. Dans nos pays d'Amérique centrale, il y a des élections démocratiques pour les autorités publics dans le cadre de l'État de droit, cependant, elles sont contrôlées par une petite élite et par les partis politiques qui sont sous leur patronnage, ce qui en fait l'antithèse de la démocratie, viole le droit des citoyens d'élire librement leurs autorités et sape les fondements mêmes de l'État de droit. Bon nombre des réformes institutionnelles mises en œuvre au cours des 25 dernières années – après la fin des conflits internes en Amérique centrale – l'ont été davantage à cause de la pression internationale sur les politiciens et les fonctionnaires de nos pays que par le ressenti par les Centraméricains de la nécessité de répondre à leurs demandes et aux défis soulevés par la construction du monde du XXI^e siècle.

Cependant, bon nombre de ces réformes destinées à consolider la règle de droit ont été corrompues ou manipulées par les mêmes autorités chargées de les mettre en conformité,

précisément parce qu'elles sont subordonnées au système des partis politiques qui ont de fortes tendances antidémocratiques, et qui nient en fait la démocratie qu'ils prétendent défendre et représenter. Intrinsèquement antidémocratique, le système des partis politiques transforme paradoxalement tous les mécanismes prévus pour renforcer la démocratie en instruments antidémocratiques. Il est vrai que de nombreux efforts ont été faits pour rendre fonctionnels le système politique et la législation ; même la communauté internationale a, à plusieurs reprises, conditionné sa coopération en échange de la modernisation des institutions étatiques. Cependant, les dirigeants et les responsables publics reviennent généralement à leurs manières habituelles : ils finissent par croire, et ils le font sentir, que le fait de détenir une charge publique les place au-dessus des autres.

Qui choisit ceux que nous élisons pour nous gouverner ?

Officiellement, ils sont choisis par leurs partis lors d'élections auxquelles participent divers courants internes. Et qui choisit les candidats au sein de chacun de ces courants ?

Seuls ceux qui ont la bénédiction du chef, avec la pleine reconnaissance du patron ou du groupe qui patronne le parti politique, peuvent être candidats pour un poste à élection publique. Normalement, les postes gouvernementaux les plus importants requièrent non seulement l'approbation des principaux dirigeants ou patrons de partis politiques, mais aussi l'approbation des hauts gradés de l'armée, des principaux dirigeants d'entreprises privées ainsi que la bénédiction de l'ambassade américaine.

Il est difficile pour un citoyen de devenir candidat à la présidence de la République sans être passé à travers tous ces filtres. Il en va de même pour la personne nommée médiateur, président ou présidente de la Cour suprême de Justice, membres de la Cour Suprême des Comptes ou procureur général de la République. Les individus ou groupes de pouvoir orientent leur consentement ou leur veto aux candidats aux élections populaires par l'intermédiaire de leurs principaux médias.

Un autre acteur exerce de plus en plus d'influence lors de l'élection des candidats aux postes les plus importants de l'administration publique. Le nom générique le plus souvent utilisé pour identifier cette force est le crime organisé, dirigé par le narcotrafic. Des sources à crédit élevé soutiennent que les différents groupes mafieux du crime organisé sont comme chez eux dans les coulisses des partis politiques et dans le capital des groupes économiques du secteur privé les plus importants.

Lorsqu'un candidat parle avec une certitude totale qu'il va occuper une importante charge publique, sa certitude ne provient pas de l'appui populaire dont il jouit, mais plutôt de l'appui financier et politique de l'un ou l'autre des groupes mafieux opérant sur nos territoires nationaux. Si le crime organisé – qui gère le trafic d'armes, le trafic des êtres humains, le trafic de drogue et les enlèvements – transfère de fortes sommes aux dirigeants et aux courants des partis politiques, c'est sans aucun doute parce que la politique est devenue une source d'investissement et de blanchiment d'argent et, en fin de compte, une tête de pont permettant d'exercer et d'étendre leur pouvoir et leur contrôle sur la société.

Le paysage de la démocratie en Amérique centrale

Lorsque les gens de bonne volonté et avec un sens du devoir civique vont déposer leur vote, les candidats ont déjà été choisis par ceux qui véritablement – et sans la nécessité d'élections – prennent les décisions importantes pour le pays. Alors, à quoi servent les élections ? Elles sont un exercice qui permet à la population de se sentir responsable pour choisir les autorités, et d'exercer ainsi l'un des droits garantis par la constitution de la République. Toutefois, avec la main de fer que les groupes puissants imposent au mécanisme démocratique, le vote populaire ne peut que légitimer les autorités publiques, dont les candidats sont approuvés par les groupes et les individus puissants et ont reçu leur confiance pour administrer les ressources du pays, pour adopter des lois et les mettre en œuvre en fonction de leurs intérêts.

La démocratie et l'État de droit opèrent et sont maintenus par deux gouvernements : le gouvernement officiellement et légalement élu par scrutin populaire et, d'autre part, le gouvernement par les groupes du pouvoir réel, celui qui nomme et approuve ceux qui seront élus au gouvernement officiel. Entre ces deux gouvernements, celui qui est véritable, durable et qui, dans les faits, décide et commande, c'est celui qui fonctionne au-dessus et au-delà du cycle politique électoral, qui utilise la démocratie et tous ses mécanismes pour légitimer ses décisions, protéger ses propres intérêts et agir, presque toujours, au détriment des pauvres.

Démocratie politique représentative versus démocratie économique et participative

Lorsque la démocratie se réduit à une démocratie politique représentative, il y a un risque, comme c'est le cas dans plusieurs de nos pays d'Amérique centrale, de légitimer certaines puissances *de facto* dominantes ainsi que la concentration des richesses et des biens publics communs. Atteindre la stabilité politique dans une démocratie est inconcevable tant que persiste un modèle économique qui engendre de manière incontrôlée à la fois des multimillionnaires et des misérables. Nous trouvons ici le facteur structurel de la déstabilisation démocratique.

La démocratie d'aujourd'hui, fondée sur les partis politiques, par lesquelles les sociétés élisent leurs dirigeants et leurs autorités, n'est qu'une des modalités de la démocratie. La démocratie politique représentative est bien une version de la démocratie, mais la démocratie ne peut et ne doit pas y être réduite. Les partis politiques sont ou peuvent être des facteurs de changement, mais ils ne le sont pas toujours, et la lutte pour le changement social ne peut pas toujours se reposer sur eux.

La transformation sociale et politique fondamentale doit combiner la lutte politique pour l'accès au gouvernement avec la lutte politique pour la démocratisation de l'économie, de la société et de la culture. Cela peut s'accomplir quand des mouvements exercent une pression à partir de la base. Et cela n'est pas toujours accepté par les partis politiques, tant de droite que de gauche. La démocratie politique, sans transformation du modèle économique inégalitaire sera toujours une demi-démocratie, une démocratie médiocre, une fausse démocratie ou un simple vernis démocratique. Jusqu'à un certain point, c'est ce que nous trouvons aujourd'hui dans les démocraties représentatives de divers pays d'Amérique centrale.

Sans les mouvements sociaux qui exercent une pression à partir de la base, remettent en question la démocratie politique représentative, demandent et exigent l'existence d'une démocratie représentative, les partis politiques deviendront des experts en démocratie, mais une expertise fondée sur des compromis entre les élites et coupée de la vie quotidienne des gens.

Dans le cas de certains pays d'Amérique centrale comme le Honduras, le Guatemala et El Salvador, les gens se rendent aux urnes, confiants dans le fait d'exercer leur droit d'élire leurs autorités. Mais dans les sondages organisés annuellement par les universités et instituts de recherche jésuites du Salvador et du Honduras (*Instituto de Opinión Pública* de la UCA de San Salvador, *ERIC-SJ*, Honduras), les gens font clairement part de leur perception que les partis politiques sont tous loin de leurs besoins, qu'ils ignorent leurs demandes, et que leurs leaders négocient entre eux le partage des postes, sans considérer les besoins de la société. Raccourcir cette distance est un défi pour le leadership politique et pour la constitution de mouvements sociaux établis et enracinés dans la réalité quotidienne de la population, avec sa propre autonomie face aux partis politiques. C'est une tâche de démocratisation de la société.

La mentalité clientéliste de la majorité de la population est fondée sur la nécessité de la survie. C'est un facteur décisif dans l'existence d'un pacte tacite entre les dirigeants des partis politiques et les gens en mode de survie. Selon différents sondages réalisés au Salvador et au Honduras, le niveau de conscience sociale et politique de la société est si précaire que pour une majorité de plus de soixante pour cent de la population, peu importe qui est au gouvernement et qui est dans l'opposition.

Peu importe qui est-il ou d'où vient-il si, d'une manière ou d'une autre, quelle qu'elle soit, il résout vraiment leurs problèmes de nourriture, de sécurité et d'emploi. De savoir si celui qui le fait est autoritaire, populiste ou un dictateur, c'est le moindre de leurs soucis. Cela est indubitablement la conséquence la plus amère produite par une démocratie avec ses partis et ses élections. Il y a là un terrain fertile pour les forts qui se présentent comme des démocrates, même s'ils sont des personnages à tendance messianique ou dictatoriale, ainsi que cela se profile de manière très menaçante sur l'Amérique centrale d'aujourd'hui.

Défis généraux dans la construction d'une démocratie pour l'Église et la Compagnie de Jésus

1. Contribuer à un fonctionnement des institutions qui supplante l'arbitraire des individus et de groupes politiques et économiques. La faiblesse ou l'absence des institutions affaiblit la démocratie et ferme la porte à la gouvernance, tout en renforçant les groupes de pouvoir traditionnels et les influences cachées qui agissent dans les officines occultes de l'illégalité et de l'abus de pouvoir.
2. Entreprendre de renforcer le mouvement social en articulant les revendications qui proviennent des organisations communautaires territoriales. La construction d'une démocratie participative est inconcevable sans la création de tissus sociaux, économiques et culturels né des expériences démocratiques dans les communautés elles-mêmes.

3. La démocratie politique représentative est une modalité de la démocratie, mais celle-ci ne peut et ne doit pas y être réduite. Les partis politiques sont ou peuvent être des facteurs de changements, mais ils ne le sont pas toujours, et la construction d'un changement social ne doit pas reposer simplement sur eux. Selon les paroles du Pape François et de Saint Mgr Romero, l'Église doit continuer à encourager les gens à s'organiser et à ce que des mouvements populaires se constituent en acteurs qui fassent pression en faveur de la démocratie et pour un modèle économique et social qui garantisse une distribution équitable des biens et des richesses (cf. les mots du Pape aux mouvements populaires rassemblés à Rome et en Bolivie, et de saint Romero aux organisations populaires du Salvador).
4. La transformation sociale et politique fondamentale doit combiner la lutte politique pour l'accès au gouvernement avec la lutte politique pour la démocratisation de l'économie, de la parole et de la participation. Cela s'accomplit lorsqu'il y a des mouvements qui exercent une pression à partir de la base, ainsi que l'encourage l'Église dans sa dimension sociale. Et cela n'est pas toujours accepté. La démocratie politique sans transformation du modèle économique inégalitaire sera toujours, au mieux, la moitié d'une démocratie, ou un simple vernis démocratique. Et une démocratie représentative qui ne fonde pas d'instances capables de discussions et de délibérations sur les grandes questions de société, court le risque permanent de ne représenter que des élites et des petits cercles restreints, et d'imposer leurs réflexions et désirs comme s'il s'agissait de ce que pense et désire la majorité.
5. Sans la pression de mouvements sociaux qui mettent au défi la démocratie politique représentative, qui exigent et imposent l'existence d'une démocratie délibérative et participative, les partis politiques seront en mesure de garantir des démocraties représentatives formelles, mais ne pourront garantir qu'elles soient authentiquement démocratiques. L'option pour les pauvres, comme nous le rappelle l'Église, est le critère d'un engagement à partir de la base, parce que c'est en prenant la réalité humaine comme point de départ, que nous pouvons être plus fidèles à l'Évangile de notre Seigneur Jésus Christ.
6. La construction d'une démocratie représentative, délibérative et participative doit se faire en lien avec la construction d'une culture politique citoyenne. Cela implique des processus de désapprentissage de la culture politique patronale et patriarcale, et c'est l'un des plus grands défis pour l'Église et la Compagnie de Jésus avec leurs fortes traditions hiérarchiques et verticales.
7. Selon l'Évangile, la parole dite doit trouver crédit dans le témoignage de celui qui la proclame (cf. Mt 7, 21-27). Si dans l'Église et la Compagnie de Jésus nous voulons parler de démocratie et de culture citoyenne, nous devons le faire en témoignant de la construction de processus internes qui remettent en question la culture patriarcale dominante et la structure verticale qui façonne nos relations. C'est seulement dans la mesure où nous construirons la démocratie et la culture citoyenne au sein de nos propres structures que notre parole sera crédible et que nos propositions pourront avoir un impact

sur la société. Parce que, en fin de compte, le témoignage qui accompagne la parole est ce qui jette la semence de transformations profondes et durables.

Original espagnol
Traduction Christine Gautier



Transformer les démocraties dans un monde globalisé Perspectives philosophiques

Prof. Michael Reder

Professeur de philosophie pratique et vice-président de l'université, Munich, Allemagne

Le discours sur la démocratie est l'un des plus controversés actuellement. Certains diagnostiquent même une crise de la démocratie. Cela s'explique par le fait que la démocratie semble incapable de faire face aux défis actuels dans plusieurs régions du monde, particulièrement quand il s'agit d'affronter les défis mondiaux. À regarder l'histoire récente des démocraties européennes, il apparaît que de nombreuses crises politiques semblent avoir été causées par des phénomènes mondiaux : que ce soit la crise du 11 septembre 2001, la crise financière, celle du climat ou celle du covid-19. Une analyse de ces crises montre l'existence d'un lien étroit entre les facteurs étrangers et nationaux. Les questions urgentes du présent ne sont plus uniquement des questions nationales, mais ont toujours – et même souvent principalement – une dimension mondiale¹.

Face à ces défis, de nombreuses démocraties européennes semblent souvent négliger cette interconnexion entre les questions nationales et mondiales. C'est également vrai en ce qui concerne les actions politiques menées au cours des derniers mois. Bien que la crise covid-19 soit évidemment mondiale, de nombreuses actions politiques ont été conçues dans le paradigme national. On pourrait conclure que les démocraties font partie des processus mondiaux, tout en fonctionnant souvent encore avec des concepts politiques nationaux. C'est l'une des raisons pour lesquelles de nombreuses solutions politiques apportées par les démocraties ont maintenant échoué.

Cette observation soulève une question fondamentale : la démocratie est-elle préparée à la mondialisation en général et aux crises mondiales en particulier ? Ma thèse est que la contrainte apparemment excessive subie par la démocratie dépend d'une interprétation déficiente de la politique. La lentille à travers laquelle les gens regardent la sphère politique provient d'une autre époque et sa capacité à comprendre le monde d'aujourd'hui est limitée. Pour l'élaboration d'un modèle alternatif, la philosophie politique peut aider à comprendre la dynamique sous-jacente d'un monde globalisé et à développer des perspectives politiques alternatives. Je désire montrer quelques conséquences de ces lacunes et expliquer comment la philosophie pourrait contribuer à transformer les pratiques démocratiques.

¹ Cet article est fondé sur Reder, Michael. (2018). "Is Democracy Ready for Globalisation? Pathways to a Globalised Demos". In: *Argumenta philosophica* (2) 81-97.

Premièrement, dans un monde globalisé, les gens agissent toujours de différentes manières, mais celles-ci ne sont plus strictement situées à un niveau géographique. Par l'usage des technologies modernes, les gens mettent en place des pratiques dynamiques partout dans le monde, qui ne peuvent plus être conceptualisées dans le cadre d'États-nations ou de communautés culturelles homogènes. Ainsi, la structure et la formation de la sphère politique changent fondamentalement. Une distinction claire entre local et mondial n'a plus de sens. La démocratie en tant que règle de la sphère politique doit accepter ces transformations. Ainsi, la démocratie doit développer de nouvelles formes de compréhension de soi et des procédures pour traiter ces nouveaux contextes et dynamiques.

Les considérations sur les caractéristiques actuelles d'une société, au-delà de la distinction du mondial et du local, demandent également une nouvelle approche qui reflète la pluralité. Une conséquence importante de la mondialisation est que les gens vivent la réalité sociale plus que jamais comme pluraliste. Puisque les gens peuvent voyager ou même s'installer dans d'autres régions, communiquer et interagir avec des gens du monde entier, ils font l'expérience de la variété des modes de vie, des traditions culturelles ou des opinions politiques. Les sociétés homogènes n'existent plus, et elles ne reviendront pas à l'avenir. Au lieu d'explorer les fondements homogènes de la vie sociale, les démocraties devraient réfléchir davantage et développer les interactions entre les multiples pratiques et discours qui constituent la sphère sociale et politique.

Si les démocraties réfléchissaient au caractère mondial et pluraliste de leurs fondements sociaux, il serait plus facile d'explorer des formes d'intégration des différentes traditions culturelles dans la vie sociale. Dans la perspective d'un des premiers philosophes pragmatistes, John Dewey, les démocraties devraient trouver de nouvelles formes de partage d'expériences dans différents contextes culturels, de manière à se demander comment elles pourraient stimuler la croissance des gens. Pour comprendre cette pluralité, les démocraties doivent trouver de nouveaux lieux publics et soutenir des formes alternatives qui permettraient aux gens de partager leurs expériences et de développer une nouvelle compréhension de soi comme citoyens mondialisés.

Bien sûr, nous sommes confrontés de nos jours à de nouvelles formes de néonationalismes et certaines démocraties veulent même revenir en arrière et revitaliser des formes homogènes de vivre ensemble. Cependant, ces concepts de démocratie négligent le monde globalisé, tant sa structure relationnelle que ses défis complexes. De plus, même les nouveaux nationalistes ne développent pas leur « propre » stratégie séparatiste. Ils font également partie des pratiques mondialisées et partagent des interprétations communes des expériences. Ainsi, même cette image de la démocratie est mondialisée. Néanmoins, cela ne suffit pas.

Commencer par une analyse des expériences permet aux démocraties de comprendre la structure relationnelle du monde globalisé. Reconstruire les expériences aide à comprendre de quelle manière les personnes et les processus sociaux sont interconnectés. En ce qui concerne les défis mondiaux comme le changement climatique, il semble parfois que les démocraties ignorent ce réseau relationnel d'expériences et conceptualisent de tels problèmes uniquement en se référant au cadre de l'État-nation. Ainsi, par exemple, dans diverses disciplines académiques, la philosophie politique a lancé un grand débat sur le principe « tous

affectés ». L'idée principale de ce principe est qu'à une époque mondialisée, de nombreuses personnes sont affectées par les décisions prises par d'autres États. Le débat porte sur la question de savoir si ceux et celles qui sont affectés devraient également être intégrés au niveau de la décision politique qui est responsable de leur situation et de leurs expériences.

Ce débat explique le défi pour les démocraties actuelles : auparavant, qui était le *demos* de la démocratie paraissait clair. Dans un monde globalisé, cette frontière du *demos* change et ainsi s'affaiblit. Par exemple, nous devons réfléchir pour savoir si, et comment les générations futures feront partie du *demos* ou de la démocratie. Ainsi, les démocraties doivent discuter de ce que signifie le *demos* dans les circonstances où les décisions politiques engagent des conséquences mondiales et à long terme. C'est pourquoi une réflexion détaillée sur les problèmes mondiaux est une question importante pour les démocraties.

Dans ce contexte, les démocrates devraient toujours discuter de ce qui n'est pas considéré comme faisant partie du *demos* : qui est exclu ? Par exemple, des philosophes comme Jacques Rancière mettent l'accent sur les exclus et les formes de vie précaire. La démocratie était dès ses origines une forme de gouvernance politique qui intégrait ceux qui n'étaient pas privilégiés par la naissance, la richesse, le savoir ou la capacité de se faire entendre. « Le 'pouvoir du *demos*' faisait référence au fait que ceux qui gouvernent sont ceux dont le seul point commun est de n'avoir aucun droit à gouverner. Avant d'être le nom d'une communauté, le *demos* est le nom d'une partie de la communauté : les pauvres. Mais les 'pauvres' précisément, ne désignent pas une partie économiquement désavantagée de la population, mais simplement les gens qui ne comptent pas. » (Rancière 2010, 32) Cet accent mis sur les 'pauvres' et les exclus, ceux qui souffrent d'une vie précaire, est la caractéristique la plus essentielle et fondatrice de la démocratie. Il est important de s'en souvenir dans un monde globalisé, où les démocraties produisent souvent de nouvelles formes d'exclusion.

Des philosophes pragmatiques comme Dewey pourraient aider à comprendre un autre défi des démocraties actuelles : Dewey soutient que les démocraties devraient mettre l'accent non pas tant sur les institutions idéales que sur la réflexion à partir de l'expérience des gens. À cet égard, les démocraties devraient moins focaliser sur les structures institutionnelles fondées sur des arguments théoriques, mais plutôt sur l'attitude des citoyens, qui reconnaissent la variété des expériences comme un élément fondamental de la sphère politique.

Permettez-moi d'illustrer cette idée en parlant, encore une fois, du changement climatique comme un défi mondial concret pour les démocraties. Les discours sur le changement climatique devraient réfléchir sur les expériences faites par les gens face aux impacts du climat. Sur cette base, il conviendrait de se demander quelles pratiques pourraient être utiles pour faire face aux impacts climatiques et promouvoir la croissance des expériences de toutes les personnes qui en sont affectés. Bien sûr, la réflexion sur les nouvelles institutions se rapportant au climat est importante dans cette perspective. Mais l'éthique environnementale doit aussi développer un récit qui intègre différentes traditions culturelles avec toutes leurs expériences accumulées. Un exemple d'une telle stratégie est l'intérêt actuel pour les religions en tant qu'acteurs culturels dans le discours éthique sur les problèmes environnementaux.

Tous ces efforts pour réformer et vitaliser la démocratie doivent être conscients que la démocratie n'en finira jamais. Cela signifie qu'il n'y aura jamais une institution démocratique parfaite ou un mécanisme de représentation exhaustif et suffisant. La démocratie est probablement la seule forme de gouvernement qui doit constamment évoluer et s'améliorer au fil du temps. En même temps, c'est aussi la seule forme politique qui réfléchisse toujours sur ses fondements d'une manière critique. Le philosophe Jacques Derrida appelle cela la « démocratie à venir ». Le mot « à venir » exprime la possibilité radicale de critiquer et de réformer les structures politiques existantes. Par conséquent, la démocratie est toujours une critique sociale radicale, notamment lorsqu'elle est confrontée à de nouveaux défis liés à la mondialisation.

Dans ce contexte, il est évident que de nombreux conflits constituent les démocraties. Le conflit entre les opinions et les perspectives politiques ne représente pas un déficit de démocratie, mais une caractéristique fondamentale. Peut-être que certaines démocraties occidentales ont mis trop l'accent sur les compromis d'opinions au cours des deux dernières décennies. Ce désir d'harmoniser les conflits politiques est évident, si nous regardons les dix dernières années de l'histoire allemande. Depuis 2011, l'Allemagne est gouvernée par une « grande coalition » des deux plus grands partis. D'après plusieurs sondages, la population allemande a une préférence marquée pour cette forme de coalition, parce que les gens interprètent la coalition comme la meilleure manière d'équilibrer les opinions controversées face aux défis (mondiaux) actuels.

En raison de ce désir de compromis et de consensus, la prise de conscience de la pluralité des différentes perspectives politiques est parfois négligée (voire ignorée), ce qui en retour constitue un danger pour la démocratie elle-même. Les programmes des nouveaux mouvements et partis d'extrême droite prennent leur source précisément dans cette lacune. Ils se réfèrent à des sujets (ou à des craintes) qui n'étaient pas tellement à l'ordre du jour politique, ils les déforment et les rendent virulents. Parce qu'il manquait une dispute controversée sur ces questions, on peut conclure que des nouveaux mouvements se sont développés, beaucoup plus radicaux que les partis traditionnels. Souvent, ils argumentent contre la base de la compréhension allemande de la démocratie, ce qui devient alors hautement problématique.

Les démocraties doivent prendre conscience des mouvements d'extrême-droite et de leur tendance à saper la culture démocratique. Elles doivent également considérer la nécessité de discuter des positions controversées. En effet, le désaccord passionné ne fait pas seulement partie des différends privés, il fait partie intégrante de la démocratie. Ainsi, les gens peuvent aussi s'identifier émotionnellement aux différentes opinions et devenir plus facilement motivés à s'engager dans des procédures démocratiques. Bien entendu, les démocraties doivent être conscientes de la nécessité de respecter les différentes opinions. Mais elles doivent aussi être conscientes de ne pas trop harmoniser la pluralité.

Permettez-moi de donner un autre exemple, qui n'est pas lié à l'émergence des mouvements d'extrême droite, mais plutôt à la tendance générale des démocraties libérales à harmoniser les arguments, à savoir le débat sur le rôle politique des religions dans les sociétés modernes. À partir de la perspective démontrée plus haut, les religions ne devraient pas être interprétées

comme des décisions opaques prises par des croyants individuels, qui ne pourraient pas être intégrées dans une raison laïque harmonisée. Elles constituent plutôt des pratiques culturelles qui affectent l'être humain total et la réalité de la vie humaine et proviennent des diverses expériences de l'être humain. Les religions peuvent être comprises comme des formes de traitement des expériences religieuses, par lesquelles elles constituent une praxis sociale qui revendique largement les personnes religieuses. Par conséquent, la religion ne doit pas être automatiquement limitée à la sphère privée, mais elle devrait être intégrée dans les processus politiques.

Permettez-moi conclure par un dernier aspect pour la guérison des démocraties confrontées aux défis et crises de niveau mondial. Si la démocratie est (d'après Dewey) une pratique expérimentale de tous les citoyens, l'éducation devient fondamentale, parce que la démocratie est le processus continu de gestion des expériences – émotionnellement et rationnellement. La démocratie est un processus d'apprentissage. Ainsi, l'éducation n'est pas une fonction secondaire de la démocratie, mais une caractéristique fondamentale de l'éthique démocratique. Il n'y a pas d'avenir pour les sociétés démocratiques si elles ne sont pas des sociétés apprenantes. Le but de l'éducation est la multiplication des expériences et par là le développement de la démocratie. L'éducation aide les gens à devenir critiques à l'égard des valeurs, des structures et des institutions existantes et à développer de nouvelles perspectives pour l'avenir de la démocratie.

Face à d'immenses défis mondiaux, un tel concept d'éducation est essentiel pour les démocraties aujourd'hui. Le but de l'éducation n'est pas tant de préparer les individus à une meilleure performance personnelle dans un monde globalisé, mais tout à la fois de reconstruire, de comprendre et de réfléchir aux structures de la dynamique mondiale et à ses impacts hégémoniques. L'éducation aide à préparer les démocraties à la mondialisation et à ses défis.

Original anglais
Traduction Christine Gautier



Démocratie, liberté et conscience

Edmond Grace, SJ

Secrétaire pour l'écologie, Centre social européen des jésuites, Bruxelles

La liberté consiste à dire ce que vous pensez, à pouvoir rencontrer qui vous voulez et à vous engager sans crainte dans des projets partagés, mais cela n'est pas tout. La liberté est aussi une expérience de ce que le théoricien politique Philip Pettit nomme « la connaissance commune »¹. Un bon exemple de cette expérience est de faire partie d'un auditoire lors d'une représentation théâtrale. Outre les actes et les paroles des acteurs et le fait que nous sommes affectés par ce qui se dit et se fait, nous savons aussi que chacune des personnes qui nous entourent sait ce que nous savons et que chacun sait que nous sommes tous affectés par ce savoir.

Un savoir commun se rapporte tant à la liberté qu'à la 'domination' (un mot utilisé par Pettit pour décrire l'absence de liberté)². Quand il y a un savoir commun sur la dominance d'un groupe sur un autre, les deux côtés partageront la conscience que les sans-pouvoirs ne peuvent rien faire sans l'autorisation des puissants³. En l'absence de liberté, les gens à la fois connaissent et renforcent leur impuissance respective. La liberté ne peut exister que quand un gouvernement s'acquitte de son devoir de prévenir la domination d'un groupe par un autre, et il ne le peut qu'en acceptant de rendre des comptes à ses gouvernés. Sans l'imputabilité démocratique, l'érosion de la liberté est inévitable.

La Rome antique

Il y a eu deux périodes de l'histoire où la liberté s'est épanouie pendant un certain temps. Les citoyens de la République de la Rome antique étaient tous des hommes et beaucoup étaient propriétaires d'esclaves, mais la manière dont ils ont profité de leur liberté n'en était pas moins réelle. Rome a prospéré et une partie de cette prospérité a consisté dans la conquête de terres lointaines, mais ces conquêtes extérieures allaient entraîner sa chute. Les héros militaires retournaient en triomphe avec une abondance de richesses, inimaginables auparavant, et ils utilisaient cette richesse, et leur propre popularité, pour subvertir le processus politique. La république fut corrompue par une corruption à grande échelle et par le recrutement de bandits pour influencer les élections⁴.

¹ Pettit, Philip. (1997). *A Theory of Freedom and Government*. Oxford, p. 59.

² Pettit, pp. 58-61, 70-72

³ Pettit, p.61.

⁴ Taylor, Lily Ross. (1971). *Party politics in the Age of Caesar*. London ; Holland, Tom. (2003). *Rubicon : The Triumph and Tragedy of the Roman Republic*. London.

En fin de compte, 'l'imperator' ou 'empereur' remplaça les citoyens comme source de l'autorité politique. Nous connaissons bien les empereurs et leurs empires, mais, pour les anciens Romains, le mot 'imperator' renvoyait au rang de général. Le pouvoir militaire de Rome, qui avait été utilisé pour dominer les territoires conquis, était désormais utilisé pour dominer la cité elle-même.

Pays en guerre

La deuxième période où fleurit la liberté, c'est lors de l'émergence de l'État-nation démocratique dans la foulée des révolutions américaine et française. Contrairement à la Rome antique, cette période a vu l'élimination progressive de l'esclavage et une extension sans précédent du droit de vote. La valeur de l'égalité des êtres humains s'enracina comme un idéal, même si la réalité était plus complexe.

L'octroi du suffrage masculin (pas tout à fait) universel illustre cette ambivalence. En France, un Napoléon III fraîchement couronné allait donner le droit de vote aux hommes de la classe ouvrière, tout en réduisant drastiquement les pouvoirs de l'Assemblée nationale. Dans une Allemagne nouvellement unifiée, le chancelier Bismarck n'avait pas besoin d'affaiblir un Reichstadt déjà neutralisé. La souveraineté du parlement britannique était incontestable, mais Benjamin Disraeli pensa qu'octroyer le droit de vote aux hommes de la classe ouvrière permettrait de gagner leur gratitude et leurs votes. L'histoire a prouvé qu'il avait raison, mais Disraeli, pas plus que Napoléon ou Bismarck, n'était démocrate⁵.

Ces dirigeants politiques ont offert aux nouveaux électeurs européens quelques politiques authentiquement éclairées, mais leur intérêt premier était de favoriser la fierté nationale au service de l'expansion coloniale. Ils comprenaient trop bien le besoin de gagner un appui populaire pour réaliser leurs entreprises impériales et leur stratégie réussit à un point tel que la taille et la richesse de l'empire d'un pays devint la mesure de sa 'grandeur'. Toutefois, les limites d'un empire ne sont déterminées que par les prouesses militaires, et les puissances impériales européennes se sont rapidement retrouvés aux prises avec une rivalité qui s'est terminée par deux guerres désastreuses.

Une richesse non imputable

La démocratie en Europe a survécu avec l'aide des États-Unis lors de ces deux occasions et, la deuxième fois, avec l'aide de l'Union soviétique. Durant la Guerre froide, les États-Unis sont une fois de plus venus en aide à l'Europe pour résister à l'expansion soviétique. Au cours de ces années, les démocraties occidentales se sont développées et ceux qui y vivaient ont joui d'une liberté personnelle et d'un niveau de vie sans précédent. Cette période a également été marquée par la croissance de l'influence culturelle des États-Unis et l'émergence d'une domination mondiale d'un groupe de compagnies multinationales qui étaient en grande partie, mais pas uniquement, américaines.

⁵ Disraeli ... croyait en « un monde impérial, maintenu et manipulé par l'habileté des banquiers, des prêtres, des belles femmes et des sociétés secrètes. » Hurd, Douglas and Young, Edward. (2013). *Disraeli or the Two Lives*. London. p.252.

Les empires de l'Europe ont été remplacés par des États-nations qui se présentent comme souverains et indépendants, mais la réalité est très différente. La richesse d'un petit nombre de compagnies multinationales est désormais comparable, par sa puissance, à la richesse des leaders militaires durant les dernières années de la République de Rome. Tout comme pour les généraux romains, il n'existe pas de cadre politique pour contrôler ces entités et aucune stratégie efficace n'a pu être mise en place pour les rendre imputables de l'accumulation de leur immense richesse.

Le peuple

Pour relever le défi, nous avons besoin d'un pouvoir politique mondial qui jouisse d'une légitimité démocratique. Cette légitimité a été traditionnellement associée à l'État-nation et a été représenté par le slogan « nous le peuple ». Ce récit ne peut pas simplement être mis de côté au nom d'une solidarité universelle théorique, parce que les symboles politiques ne fonctionnent que s'ils font partie d'une représentation dont on a hérité.

Le peuple en tant que symbole d'un gouvernement démocratique constitue un bon exemple de ce processus. « Le peuple » est toujours le peuple d'un endroit donné et cet endroit se définit par une souveraineté héritée. Jusqu'à récemment, la couronne était le symbole suprême de la souveraineté territoriale, mais la souveraineté autrefois représentée par une couronne, est maintenant représentée par le peuple. Des idées telles qu'un parlement, un gouvernement par la majorité et une représentation ne sont pas viables à moins d'être reliées à quelque sorte de revendication d'une souveraineté territoriale.

À quelques exceptions près, habituellement en lien avec le pétrole, tous les gouvernements prétendent agir maintenant au nom du peuple, mais il existe des manières très différentes de faire valoir cette revendication. Certains gouvernements se présentent comme l'incarnation directe du « peuple ». Le gouvernement est la voix souveraine et toutes voix qui s'élèvent en opposition est un ennemi de l'État. Dans de telles conditions, la liberté ne peut survivre.

En revanche, un gouvernement démocratique reconnaîtra que « le peuple » est la source de sa légitimité. Ceux qui occupent des fonctions publiques feront référence au 'peuple' d'une manière qui cherche à persuader les auditeurs que n'importe qui et tout le monde peut jouer un rôle dans le gouvernement. Lorsqu'un autre mentionne « le peuple », dans ce contexte démocratique, c'est dans le but de persuader ceux qui sont en position de pouvoir d'écouter avec une attention particulière.⁶

Être imputable

Le drame théâtral qui en résulte suppose l'inclusion et la responsabilité, toutes les deux renforçant la légitimité du gouvernement et la liberté elle-même. Il reproduit aussi le fonctionnement de la conscience morale. Une sensibilisation à la relation entre la conscience morale et la liberté apparaît dès la première grande déclaration de souveraineté nationale en

⁶ Grace, Edmond. (2007). *Democracy and Public Happiness*. Dublin. p.26.

1581. L'acte néerlandais sur l'abjuration⁷ condamne « le roi d'Espagne » pour avoir tyrannisé la conscience morale des gens, « pour laquelle ils se croient responsables devant Dieu seul ». Parce qu'il a manqué au respect de la liberté de conscience et exigé 'une conformité servile', ses sujets pouvaient lui demander des comptes et 'procéder légalement au choix d'un autre prince'. Cela a constitué l'un des premiers pas de l'Europe vers la responsabilité démocratique⁸.

La République néerlandaise n'était pas une démocratie, mais elle présentait une caractéristique vitale d'un gouvernement démocratique. Une fragmentation non résolue du pouvoir entre deux organes de gouvernement – militaire et financier – signifiait que le gouvernement ne pouvait pas dominer la population à la manière des monarchies absolues, ce qui était considéré comme la norme au dix-septième siècle en Europe. Cela a rendu possible une véritable expérience de liberté que les visiteurs aristocratiques provenant d'autres pays trouvaient déconcertante, voire scandaleuse⁹.

Cette 'fragmentation' fait écho aux voix contradictoires de la conscience morale au fur et à mesure que les problèmes sont soulevés et résolus – souvent après des périodes prolongées de retard et d'aveuglement. Ces influences changeantes et ces voix contradictoires n'ont pas de but en soi, mais ce qui leur donne leur part au drame, c'est un sens de la responsabilité. La conscience morale voit au-delà de ce débat intérieur et appelle, avec plus ou moins d'urgence, un jugement qui mène à l'action.

Personnel et public

En plus d'être profondément personnel, le drame de la conscience est inévitablement public. La résolution des questions mène à agir et, invariablement, à s'engager avec d'autres. Lorsque cela se produit dans un contexte de liberté, cela peut mener à un haut niveau de confiance mutuelle et à une organisation efficace dans la poursuite d'objectifs importants. Cela rend également possible une tolérance pacifique face aux conflits, ce qui est la caractéristique distinctive de la politique démocratique. Des personnes agissant en conscience peuvent se retrouver en conflit sans perdre la confiance sous-jacente en la bonne volonté de l'autre.

Une société démocratique n'est jamais exempte de conflit, tout comme la conscience morale n'est jamais libre de ses voix intérieures, et un gouvernement qui tolère les voix contradictoires des citoyens incarne le travail de conscience dans le débat public. Le processus électoral est une dramatisation de ce fonctionnement interne, avec ses voix concurrentes, ses débats décomplexés et ses résultats mesurables. Les élections libres et la liberté d'expression, cependant, ne sont pas une garantie d'un bon gouvernement. Tout comme un esprit consciencieux peut s'égarer, 'le peuple' peut être manipulé avec des résultats désastreux.

⁷ <http://www.let.rug.nl/usa/documents/before-1600/plakkaat-van-verlatinghe-1581-july-26.php>

⁸ Cela fut suivi, à peine vingt ans plus tard, de la fondation de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales. Le lien entre démocratie et empire mérite qu'on s'y attarde plus attentivement.

⁹ Israel, Jonathan. (1995). *The Rise and Fall of the Dutch Republic*. Oxford. pp.1-2.

La conscience morale de l'humanité

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les alliés victorieux ont donné au monde la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le préambule mentionne les « droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine » et en quoi la « méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes barbares qui révoltent la conscience de l'humanité »¹⁰. Il poursuit en énumérant de nombreux droits, dont le droit de chacun de « participer au gouvernement de son pays ». Il déclare que la volonté du peuple « doit s'exprimer dans des élections authentiques et à tenues périodique au suffrage universel égal ».

La Charte des Nations Unies, adoptée il y a soixante-quinze ans, se présente comme un appel à la conscience de l'humanité, mais, compte tenu des guerres, tyrannies et massacres de notre temps, cet appel reste surtout un idéal. Toutefois, une partie du processus de la conscience morale consiste en la capacité à tolérer l'ambivalence non pas comme étant une bonne chose, mais comme une réalité inévitable. Sans cette tolérance, l'appel à la conscience morale est remplacé par la condamnation irréfléchie. Les fanatiques et les terroristes prospèrent dans telles conditions, tandis que ceux et celles qui cherchent la liberté sont prêts à endurer l'incertitude et les délais exigés par un débat ouvert et une politique pacifique.

D'un autre côté, les échanges interminables sans engagement mesurable avec la réalité sont un scandale pour une vision du monde en conscience.

Charbon et acier

Cet esprit d'engagement mesurable se trouve dans un autre document né des horreurs de la guerre moderne. La Déclaration Schuman parle de la promotion d'une paix mondiale en procédant « par étapes créatives » et elle porte son attention sur deux ressources dont dépend la guerre moderne : le charbon et l'acier. Consciemment, elle met en place une autorité supranationale ayant le pouvoir de lier les États membres en ce qui concerne l'utilisation de ces ressources.

L'Union européenne produira plus tard un ensemble de règlements détaillés des plus élaborés concernant la composition des biens de consommation. Cette focalisation claire portant sur des substances précises, en vue de protéger les droits des citoyens, fut une caractéristique déterminante de la libre circulation des marchandises au sein de l'UE. Au niveau mondial, cependant, aucune structure politique n'est en place pour contester l'exploitation économique et la destruction écologique qui résultent d'un libre-échange non supervisé.

Une réponse démocratique à cette situation devra trouver un moyen pour aller au-delà du « peuple » vers la scène plus large de la « conscience morale de l'humanité ». Le récit sous-jacent à cette mise en scène devra inclure les voix des nations, mais ces voix seront toujours en elles-mêmes ambivalentes. Nous devons ancrer ce projet dans des réalités extérieures, de la même façon dont la Déclaration Schuman a porté sur le charbon et l'acier.

¹⁰ <https://treaties.un.org/doc/publication/ctc/uncharter.pdf>

Les ressources de la terre

Au sein du système des Nations Unies, l'utilisation des ressources de la terre devient une telle priorité. La protection de l'environnement nécessitera une attention particulière au niveau mondial quant à l'utilisation des ressources partout sur la planète, parce que les actes de destruction de l'environnement, qui affectent toute la planète, se font au niveau local. Le groupe international des Nations Unies sur les ressources a été fondé en 2007 et, dans sa déclaration de mission, mentionne un nouveau paradigme d'utilisation des ressources qui soit socialement équitable, économiquement efficace et sain au plan environnemental »¹¹. Dans un rapport publié en 2017, il a parlé d'une « approche systémique » des ressources naturelles qui relie le « flux des ressources – depuis l'extraction jusqu'à l'élimination finale des déchets – avec leur utilisation et leur impact sur l'environnement, les économies et les sociétés »¹².

Cette approche est implicitement approuvée par le Pape François dans son appel à des institutions internationales « qui doivent être plus fortes et efficacement organisées, avec des autorités désignées équitablement par accord entre les gouvernements nationaux, et dotées de pouvoir pour sanctionner »¹³. Dans la toute récente encyclique *Fratelli Tutti*, il réitère l'appel lancé par Benoît XVI pour une réforme de la gouvernance internationale « en vue de donner une réalité concrète au concept de famille des Nations »¹⁴. Cette réalité ne pourra se concrétiser que si on lui permet de mordre dans les symboles politiques que sont la liberté et la souveraineté nationale.

Liberté et prospérité humaines

Le concept d'indépendance nationale a bien servi la démocratie, mais la mondialisation croissante de la richesse vide ce concept de sa substance. On peut mieux y remédier en partageant la souveraineté, mais ce « partage » n'est pas comme celui d'un gâteau ; il s'agit d'une nouvelle forme d'autorité politique et, pour être perçue comme légitime, elle doit aussi être considérée comme responsable.

Cependant, les gouvernements sont vus comme étant de plus en plus irresponsables et hors de portée des citoyens. Lorsqu'ils participent à des projets internationaux, un sentiment de distance encore plus grand se produit entre ces projets et ces mêmes citoyens. Le principe de subsidiarité, avec son accent sur les décisions prises au plus bas niveau possible, vise à assurer la participation maximale des citoyens au gouvernement. Les pères fondateurs des États-Unis comprenaient la valeur de la participation. Ils ont parlé du bonheur public par lequel ils entendaient le droit des citoyens à « participer au gouvernement des affaires ». Pour eux, la liberté ne se limitait pas à la liberté individuelle, mais concernait aussi « l'accès au forum

¹¹ https://www.resourcepanel.org/sites/default/files/documents/document/media/irp_overview_brochure_french_-_groupe_international_dexperts_sur_les_ressources.pdf

¹² Programme des Nations Unies sur l'environnement. (2017). *Assessing Global Resource Use*. p. 10.

¹³ *Laudato Si'* § 175; *Fratelli Tutti* § 173.

¹⁴ *Caritas in Veritate* § 67; *Fratelli Tutti* § 173.

public »¹⁵. Parler de subsidiarité isolément met l'accent sur les structures gouvernementales et non sur l'expérience humaine de la liberté sans laquelle la subsidiarité n'a pas de but.

Le principe de subsidiarité a un rôle vital à jouer dans la gestion démocratique des ressources de la terre, mais en l'absence d'un forum permanent qui examine les prises de décision à tous les niveaux il restera au niveau des idées abstraites. Ce forum dépendra de la volonté de chaque nation de respecter le principe de subsidiarité tant dans ses affaires intérieures que dans ses relations avec les autres nations. L'objectif primordial d'un tel forum serait de veiller à ce que les ressources de la terre soient utilisées d'une manière qui respecte la liberté et la prospérité humaine.

Original anglais
Traduction Christine Gautier

¹⁵ Arendt, Hannah. *On revolution*. Penguin. P. 127



L'esprit de la démocratie

Pierre de Charentenay, SJ

Directeur adjoint de l'Institut Catholique de la Méditerranée, Marseille, France

Alexis de Tocqueville nous a enseigné que la démocratie est non seulement un ensemble d'institutions, mais également un esprit que nous devons entretenir. Nous voyons cet esprit attaqué par l'individualisme, la corruption et le populisme. Il en résulte une augmentation spectaculaire du nombre d'états autoritaires et populistes et la lente destruction des institutions démocratiques. Comment peut-on analyser ce phénomène et quel serait le contre-poison à une évolution aussi dangereuse ?

Transformations majeures

Au cours des cinquante dernières années, nos pays en Europe ont connu d'importantes transformations. Examinons quelques-unes d'entre elles.

Considérons d'abord les transformations sociologiques. La mondialisation a changé la structure de nos sociétés, de plus en plus divisées entre les élites, intégrées dans un réseau mondial incroyable, à l'intérieur duquel elles se déplacent ; et la population qui n'a pas de mobilité et mène une vie difficile avec un budget très serré. L'inégalité et la frustration naissent de cette opposition. La classe moyenne s'enfonce dans la pauvreté alors qu'elle voit les plus riches s'enrichir davantage encore. Nous devons ajouter à cette constatation générale la disparition des corps intermédiaires, censés être essentiels à la vitalité d'une société selon la doctrine sociale de l'Église. La corruption est plus visible que jamais lorsque des hommes politiques en vue, des candidats au plus haut poste comme François Fillon¹, sont mis en examen et condamnés. Sur un plan plus culturel, l'individualisme ne cesse de croître, laissant de côté le bien commun et l'attention à la communauté. Ces transformations sont lentes, mais elles touchent à la manière dont les citoyens entrent en relation les uns avec les autres. Elles influencent l'esprit de la démocratie et les capacités à construire un vivre ensemble équitable et juste.

Un autre ensemble de transformations provient du secteur technique, à savoir les médias et la communication. Le peuple français regarde la télévision environ 4 heures par jour, ce qui est une activité solitaire, en ligne avec ce qu'écrivait David Riesman dans « The Lonely Crowd », en 1950. Les liens entre les citoyens disparaissent dans ce processus. Les réseaux sociaux ont changé la réalité et permis de développer de nouvelles relations entre les

¹ Ancien premier ministre de France (2007-2012) et candidat à la présidence.

individus, mais de manière anonyme, ce qui met de côté la responsabilité d'un rapport personnel. Cela produit une violence incroyable dans un système de réactions impulsives. Qui peut faire confiance à ce qui est dit sur les médias sociaux, qui sont le miroir du subjectivisme et des multiples passions ? ils créent de nouvelles relations entre les citoyens, mais permettent aux opinions extrêmes d'être exposées au grand public avec une crédibilité différente puisqu'elles sont publiées sur internet. Nous sommes encore loin de comprendre les effets des médias sociaux sur le processus démocratique.

Toutes ces transformations exercent un impact sur le discours politique. Nous avons vu ces dernières années à quel point ce discours n'a pas recours à la vérité et à l'objectivité, mais à des sentiments subjectifs ou inconscients au-delà de la vérité. Cette période de post-vérité a ouvert la porte au développement des fausses nouvelles de la part du personnel politique au plus plan national. Les politiciens sont influencés par la périodicité courte des élections auxquelles ils sont régulièrement soumis. Ils doivent garder l'attention du public afin de maintenir les sondages en leur faveur. À cause des médias sociaux, ils savent que la vérité n'est pas le critère d'intérêt du public. Le citoyen choisit ce qu'il aime dans les médias et décide ce qu'est la vérité : « Je l'ai vu à la télévision », « Je l'ai lu sur internet » : cela devient la vérité. Bien qu'internet n'ait aucune crédibilité, de nombreux citoyens croient ce qu'ils lisent à l'écran. C'est un peu effrayant quand on sait comment l'internet peut être manipulé soit par des puissances étrangères ou par les grandes entreprises. Facebook a longtemps ignoré cette menace, mais ils prennent progressivement des mesures pour éviter les pires *fake news* et les mensonges évidents sur leurs réseaux. À cause de tous ces changements, le discours politique est devenu plein de sentiments et d'émotion, de passion et de violence, de moquerie et de dérision. Le langage de la raison et de l'argumentation civilisées est loin de la rhétorique d'aujourd'hui.

Cette énorme évolution du discours public a changé la manière dont les citoyens vivent la démocratie. Ils sont sous pression, poussés par la peur et la menace alors qu'ils n'ont pas la moindre idée de ce qui se passe en réalité. La presse plus sérieuse et objective n'est plus appréciée alors que les journaux et l'opinion des postes de télévision donnent une image très déformée de la réalité, façonnée par les dirigeants politiques.

Les citoyens qui ont des opinions différentes deviennent des ennemis indignes de respect. Le processus de diabolisation de l'adversaire se renforce. La confrontation entre les idées et les programmes n'a plus lieu. Le respect qu'Alexis de Tocqueville jugeait nécessaire entre la minorité et la majorité n'existe plus. Le groupe au pouvoir utilise cela à son propre avantage. Un extraordinaire exemple d'entrave a été donné quand le parti républicain américain a refusé d'accepter le candidat proposé par le président Obama pour la Cour suprême en février 2016, après la mort d'Antonin Scalia, soit neuf mois avant la prochaine élection, sous prétexte de la campagne électorale en cours. Cela allait clairement à l'encontre de l'esprit de la démocratie. Maintenant, en 2020, après la mort de Ruth Bader Ginsberg, moins de deux mois avant l'élection, le parti républicain appliquera-t-il la même règle ? Jamais un juge n'est décédé si près d'une élection. Trahiront-ils leur propre parole ? Le président Trump a demandé la nomination rapide d'un nouveau juge. S'ils le font en tirant avantage d'une absence de règlement, ce parti agira à l'encontre de l'esprit de respect envers la minorité.

Dans plusieurs pays, même dans les démocraties les plus avancées, la tentation est forte de transformer la politique en un combat entre tribus et clans. Dans cette culture d'opposition, le vainqueur se permet de repousser les limites des institutions jusqu'à enfreindre la loi. Nous entrons dans la discussion sur le populisme.

L'émergence du populisme

Le concept de populisme recouvre des réalités sociales très différentes. Il recouvre les partis politiques au gouvernement comme les partisans de Viktor Orbán en Hongrie, ou le mouvement des *Cinque Stelle* en Italie. Mais il peut aussi décrire un mouvement social comme celui des Gilets jaunes durant l'année 2018-2019. De nombreux partisans de Donald Trump suivent la même tendance.

Tous ces groupes populistes présentent plus ou moins le même caractère ; ils refusent de critiquer le rôle de l'élite, ils critiquent les médias, les journaux ou la télévision, ils dénoncent l'égalité et ils rejettent l'impossibilité de la mobilité sociale. Ils se sentent généralement exclus des lieux de pouvoir. Ils disent représenter le peuple contre l'élite, le pouvoir politique et économique, la masse du peuple contre ceux qui sont en haut, et ils veulent regagner ce pouvoir. Pour ce faire, ils s'attendraient au privilège d'utiliser des instruments de démocratie directe, particulièrement toute une panoplie de référendums. Les élections devraient être abolies et les représentants de toutes espèces ne sont pas crédibles pour les défendre.

Tous ces groupes populistes parlent beaucoup du peuple. Mais de quel peuple s'agit-il ? Chacun a sa propre notion du peuple, selon là où il se trouve. L'extrême droite parle des groupes ethniques, la gauche parle davantage des groupes sociaux. L'identité politique est en constante évolution. À gauche, on ne peut plus être marxiste, mais ils construisent leur notion de peuple en utilisant la définition de la classe ouvrière, de minorités, des immigrés ou des personnes en situation précaire. À droite, elle peut être défini par une identité nationale ou régionale par rapport à d'autres groupes.

Nous avons vu ces dernières années en Europe une contagion politique, une contamination par les idées populistes, en Italie, en Hongrie, en Pologne et certainement aux États-Unis derrière Donald Trump. Les thèmes de souveraineté nationale, de volonté populaire, de séparation entre l'élite et le peuple se répandent partout. On conteste de plus en plus le rôle des journalistes, les corps intermédiaires et le système de représentation. L'heureuse époque de la division entre la droite et la gauche est révolue. La scène démocratique est beaucoup plus complexe. Des sentiments inconscients se déversent dans la politique. Les tentations de changer les institutions démocratiques se glissent dans l'esprit des dirigeants qui veulent sécuriser leur pouvoir à tout prix.

La séparation des pouvoirs est la première victime : la branche exécutive trouve des moyens de contrôler le pouvoir judiciaire, comme en Pologne, ou de protéger des amis importants qui sont corrompus. Des juges sont déplacés et contrôlés. Un régime populiste travaille à pousser la majorité des représentants à faire sa volonté. Il limite la liberté des journalistes en les accusant d'être les ennemis de la nation. Les universités sont surveillées quant à leur liberté

de parole et de recherche. Les organisations civiles sont sous surveillance, et les réseaux ou associations dissidents sont expulsés ou fermés, comme le réseau Soros en Hongrie.

Nous sommes arrivés à un système qu'on peut appeler démocratie *illibérale*. La population de quelques pays approuve ces mesures semi-autoritaires en réélisant les leaders populistes qui s'engagent dans ce genre de politique. Ils encouragent l'élite, musèlent la presse et les médias, rejettent les idées étrangères et renforcent les sentiments nationalistes. Ils s'appuient sur la frustration de la population qui ne voit aucun changement dans ses conditions de vie, alors que les riches s'enrichissent de plus en plus.

Ainsi, le populisme gagne du terrain, menaçant la démocratie et son esprit et détruisant l'indépendance des institutions.

Autres défis

La pression sur l'esprit et les institutions démocratiques devient de plus en plus forte et est renforcée par diverses évolutions récentes.

L'une d'elles et non la moindre, consiste en le déni du changement climatique et de toutes ses conséquences : biodiversité, pollution, gaspillage et déchets, niveau de la mer, etc. Les climato-sceptiques sont nombreux et occupent des postes d'influence au gouvernement, dans des pays comme le Brésil et les États-Unis ; ils exercent une pression sur les décisions démocratiques qui sont toujours difficiles à prendre lorsque les questions en jeu ne trouvent leurs solutions que sur le long terme. Ils ouvrent la route au bénéfice économique d'intérêts particuliers qui pourraient détruire l'environnement contre la volonté du peuple et la construction du bien commun à long terme. La démocratie a peu à dire sur ces questions qui engendrent de plus en plus de tension.

Un autre sujet de controverse publique est la migration continue du sud vers le nord : que ce soit en mer Méditerranée vers l'Europe, ou à travers la frontière entre le Mexique et les États-Unis, des milliers de personnes tentent d'obtenir de meilleures conditions de vie en fuyant la misère ou la violence. Certains dirigeants utilisent ces mouvements pour créer une atmosphère de violence et faire du chantage au nom de la défense de l'identité et de l'emploi local. Les valeurs démocratiques et les droits humains sont oubliés dans le processus.

Un troisième domaine concerne la relation entre la religion et la politique. Certains mouvements extrémistes, dans l'islam lorsqu'on s'allie avec Daesh, ou dans le christianisme où certains groupes évangéliques sont directement impliqués en politique ou dans des actions violentes. Cela va directement à l'encontre de la démocratie, de ses règles et de son esprit, où la religion doit être neutre et ne pas s'engager en politique.

Comment consolider la démocratie

Nous avons insisté sur la fragilité et la menace envers la démocratie et son esprit. Il doit être clair, dans l'esprit de nombreux citoyens, même dans les pays développés, que la démocratie est fragile. Celle-ci repose sur un équilibre facilement rompu. À l'heure des médias et des réseaux sociaux, chacun doit être extrêmement vigilant, même contre les influences de pays

étrangers comme nous l'avons vu durant les élections américaines de 2016. Chaque citoyen est le gardien de ce système politique.

Il existe plusieurs façons de travailler en faveur des valeurs et des institutions démocratiques. La première est de rester très attentif au maintien impeccable des institutions démocratiques. Chaque pays a sa propre façon de construire la démocratie, avec diverses institutions, avec un premier ministre ou non, avec une ou deux chambres de représentants, avec un régime présidentiel ou non, une monarchie démocratique, etc. Ces systèmes, élaborés à travers des siècles de discussions, doivent être respectés dans toutes leurs démarches, dans le cadre de la loi. Il est important de garder à l'esprit l'effet de seuil : si une règle importante est enfreinte, cela signifie que la démocratie est attaquée. Le renvoi d'un juge, le meurtre d'un journaliste, la manipulation d'une élection générale ou d'un vote au parlement sont autant de signes d'un danger pour la démocratie. Un seuil a été franchi.

La deuxième façon de travailler pour la démocratie est la vigilance sur la moralité dans l'exercice de la politique. Toutes les traces de corruption financière, d'avantages indus, de chantage doivent être signalées à la justice sans délai. Le ministère de la Justice devrait poursuivre ces actes et les juger selon la loi. Aucune considération particulière ne doit être accordée aux puissants : tous sont égaux devant la loi. Cela est plus facile à dire qu'à faire, mais la moralité en politique et en administration publique est un indice révélateur de la bonne santé de la démocratie.

Une troisième zone de préoccupation touche à la réputation et à la crédibilité de la presse et des médias en général. La quête de la vérité devrait être la devise de toutes les institutions médiatiques. La situation est rendue très difficile par la multiplication des *fake news* et les énormes pressions et tensions en politique ; avec en plus le fait que cela soit lié à une situation financière difficile. Tous les médias doivent avoir une charte éthique forte s'ils veulent contribuer au respect de la loi et de la vérité. Leur travail permet aux citoyens d'être au courant de ce qui se passe avant de faire leur choix en temps d'élections. Mais la recherche de la vérité apporte aussi des récompenses : le New York Times n'a jamais eu une circulation aussi grande pendant toutes ces années.

Une mention spéciale doit être faite ici sur l'Union européenne. Elle fait l'objet de profondes discussions parmi les citoyens européens. Cette union doit être expliquée à tous les Européens en raison de ses valeurs et de sa charte des droits fondamentaux. Cette construction politique a établi la paix entre des pays qui avaient été en guerre pendant des siècles. Elle a créé une nouvelle souveraineté de collaboration, qui permet une nouvelle solidarité entre les nations. Lors de la période de coronavirus, on a montré davantage d'efforts de solidarité financière. Cette union a aussi une autre dimension : la capacité de rappeler à ses différents membres qu'ils doivent respecter la règle de droit. Au cours des récentes années, Bruxelles a rappelé à la Pologne et à la Hongrie leur devoir en matière de démocratie. La tentation populiste avait envahi l'Europe de l'Est et Bruxelles avait la mission de consolider la démocratie dans ces pays.

Conclusion

Si l'évolution de nos sociétés européennes pose des défis particuliers à la démocratie, nous savons que les citoyens, partout, peuvent travailler à sa consolidation. Cela doit se faire au niveau individuel, en mettant en réseau pour une solidarité de proximité. Cela constitue le moyen fondamental pour construire l'esprit de la démocratie : créer un lien entre chaque citoyen d'une manière concrète, locale et personnelle. Le niveau municipal constitue un grand défi pour la pratique de la démocratie, même si ce n'est pas si facile du fait que les gens se connaissent et peuvent se battre pour le pouvoir de la famille ou du clan et contre le bien commun. Ce niveau constitue un bon début, une excellente éducation, une grande expérience pour apprendre comment gérer le pouvoir, en coopération avec d'autres acteurs pour le bien de la communauté, dans le respect de chaque citoyen, en particulier ceux qui sont en grande difficulté sociale ou personnelle. À cause de l'évangile et de toute la tradition de l'Église, le peuple chrétien devrait en première ligne pour ce combat.

Original anglais

Traduction Christine Gautier



Démocratie au Tchad : La marche à reculons

Dieudonné Pechene, Nestor Malo et Ludovic Lado, SJ
Centre d'Etude et de Formation pour le Développement, Ndjamena, Tchad

Le Tchad est un pays enclavé situé au cœur de l'Afrique entre les 8ème et 24ème degrés de latitude Nord et les 13ème et 24ème degré de longitude Est et couvre une superficie de 1 284 000 km². Il partage ses frontières avec le Soudan à l'Est, la République Centrafricaine et le Cameroun au Sud, le Nigeria et le Niger à l'Ouest et la Libye au Nord. Cette situation particulière fait du Tchad un trait d'union entre le Maghreb et l'Afrique noire. Le Tchad est un pays multiconfessionnel et compte plus de 150 ethnies : environ 58 % des habitants sont musulmans, 18 % catholiques et 16 % protestants, tandis que les 8 % restants pratiquent des religions traditionnelles.

L'histoire sociopolitique du Tchad a longtemps été marquée par des crises, des conflits et des tensions sociales récurrentes. Le Tchad est souvent présenté comme l'un des pays les plus pauvres de la planète. Près de la moitié de la population tchadienne (46,7%) vit en dessous du seuil de pauvreté. La population tchadienne est de 11 039 873 habitants dont 50,6 % de femmes selon le dernier recensement de 2009. Comme la plupart des pays africains, le Tchad a véritablement amorcé son processus démocratique à partir des années 1990. Mais l'espoir suscité par les déclarations officielles et la mise en place progressive d'institutions démocratiques a vite cédé la place au désenchantement au regard du dépouillement de ces institutions de leurs véritables substances.

Le 4 décembre 1990, après sa prise du pouvoir, Idriss Deby annonçait aux Tchadiens : « Je ne vous apporte ni or, ni argent, mais la démocratie »¹. C'est ainsi que la démocratie et le multipartisme ont été instaurés au Tchad. Cette période a été marquée par la création de plusieurs partis politiques. Trois ans plus tard, en janvier 1993, les différents acteurs de la vie politique et publique tchadienne se réunissent en Conférence nationale souveraine (CNS) à l'issue de laquelle une charte de la transition est adoptée et un Conseil supérieur de la transition (CST) mis sur pied. Il s'agissait alors de poser les bases d'une nouvelle République pour l'édification d'un Etat de droit et des libertés.

Dans la foulée, une phase transitoire de trois ans est fixée pour l'organisation des élections présidentielles et législatives. La première Constitution, adoptée en 1996, limite le nombre de

¹ Déclaration de Mahamat-Ahmad Alhabo, Secrétaire général du Parti pour les Libertés et le Développement (PLD), 4 octobre 2016.

mandats présidentiels à deux. Quelques mois plus tard, la première élection présidentielle du pays consacre la victoire du président Idriss Déby, suivie des élections législatives organisées en début de l'année 1997. Selon les termes d'un concept de « Démocratie consensuelle et participative », l'opposition intègre une plate-forme de gouvernement pour une gestion commune des affaires, et le siège du président du parlement se voit attribué à l'opposition. En 2001, la seconde élection présidentielle aboutit à la réélection contestée du président sortant, Idriss Déby Itno.

La descente aux enfers

À l'instar d'autres pays africains, le président Idriss Déby modifie la Constitution en 2005 par référendum et fait sauter le verrou de la limitation des mandats présidentiels. « La Constitution n'est ni la Bible, ni le Coran. Elle est susceptible de modification », justifiait le Porte-parole du parti MPS, parti du président Idriss Déby Itno. La situation politique se dégrade. Des groupes rebelles se reconstituent à l'est du pays pour renverser le régime par la force.

En 2008, les 2 et 3 février, une rébellion d'anciens collaborateurs et éminences grises d'Idriss Déby Itno, soutenue par le Soudan, échoue aux portes de la présidence à N'Djaména. Des leaders de l'opposition sont enlevés ; d'autres sont portés disparus jusqu'à ce jour. Face aux menaces qui pèsent sur son régime, le président Idriss Déby Itno change de tactique et décide de faire non seulement la paix des braves avec le président soudanais, Omar El Béchir, avec qui les relations diplomatiques étaient rompues, mais également d'utiliser les ressources pétrolières pour doter son armée de moyens logistiques et d'un arsenal de combat impressionnant. La tension politique ne baisse pas pour autant à l'intérieur et aboutit au boycott, en 2011, de l'élection présidentielle par l'opposition démocratique : Idriss Déby remporte avec plus de 80 % le scrutin et s'accorde un quatrième. En 2016, à 64 ans, il rempile pour un cinquième mandat dans un climat très tendu.

Contrairement aux élections présidentielles, les élections législatives n'ont pas connu la même régularité dans leur organisation. En dehors de la première législature (1997-2002) qui a respecté le délai légal de son mandat, les suivantes ont accusé beaucoup de report dans leur renouvellement. La deuxième a mis terme à son mandat en 2011 (9 ans au lieu de 4 ans). L'actuelle législature qui devrait être renouvelée depuis 2015 continue de siéger aux termes de manœuvres juridiques qui prorogent indéfiniment son mandat. Le dernier report renvoie l'organisation des législatives en octobre 2021.

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et le Cadre National de Dialogue Politique (CNDP), deux organes censés gérer les processus électoraux sont souvent taxés de partisans du parti au pouvoir, parce qu'ils manipulent ou laissent manipuler les résultats du scrutin au mépris de leur mission de garantir la légitimité des processus. Pour preuve, chaque scrutin présidentiel est émaillé de contestations. Depuis plusieurs années, le gouvernement tchadien interdit ou réprime systématiquement toutes les manifestations pacifiques sur la voie publique. Cette limitation des libertés civiles a valu 2,65 points au Tchad dans le classement

2019 du consortium des médias en matière de libertés civiles. En outre, la manipulation des élections fait le lit de la non-alternance au pouvoir, contraire à une démocratie moderne².

La séparation des pouvoirs, principe sacro-saint sur lequel repose toute démocratie moderne et fondement essentiel d'un état de droit, a été la première victime de la réforme constitutionnelle du 4 mai : le Président de la République s'octroie les pouvoirs qui lui assurent un règne sans partage. Il est chef du gouvernement et dispose de larges pouvoirs dans le domaine législatif, tout en étant président du Conseil de la Magistrature. Cette nouvelle Constitution impose un serment confessionnel pour l'accession aux hautes fonctions de l'Etat. Il impose l'âge minimal à 45 ans pour les candidatures à l'élection présidentielle tandis que des lois liberticides sont édictées à tour de bras.

Les ratés de la démocratisation se multiplient

Les ordonnances n°45 et 46 et les décrets n°193 et 207 de 1962 pris par le pouvoir liberticide de l'époque pour dissoudre les partis et assurer le maintien de l'ordre restent toujours en vigueur : le Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration les utilise à profusion pour interdire toute manifestation publique, pourtant reconnue par l'article 28 de la Constitution du 4 mai 2018. Lorsque des manifestations publiques spontanées se produisent, elles sont réprimées par les forces de l'ordre qui se caractérisent par une brutalité sauvage, une répression aveugle, un usage disproportionné de la force causant souvent mort d'homme et des blessés. Les associations de la Société civile et les syndicats les plus engagés sont considérés comme une opposition déguisée : l'ordonnance n°23/PR 2018 du 30 juillet 2018 portant sur la réforme du régime des associations et des partis politiques au Tchad réduit encore davantage leur marge de manœuvre³.

A l'avènement de la démocratie, on a assisté à une éclosion de la presse privée qui s'est illustrée par sa liberté de ton. Elle a joué véritablement le rôle de contre-pouvoir malgré les menaces qui pèsent sur elle. Longtemps admirés pour sa contribution au renforcement de la démocratie et classés dans le peloton de tête africain, les médias indépendants tchadiens peinent aujourd'hui à préserver ces acquis. La HAMA (Haute Autorité des Médias et de l'Audio-visuel), instituée par la IVème République à la place du Haut Conseil de la Communication (HCC) et censée réguler l'exercice de la profession, s'érige parfois en tribunal d'inquisition contre les médias. Arrestations des journalistes et fermetures des organes de presse deviennent monnaie courante. Jamais, la liberté de presse n'a été aussi menacée. La coupure fréquente d'accès à Internet, les violations de la liberté d'expression, d'accès à l'information et de la vie privée, le blocage systématique de l'internet et réseaux sociaux entravent la liberté de presse et de communication.

² *Tchad et Culture*. n° 376, avril 2019, pp. 2-3.

³ Artidi, Claude. (1993). « Tchad : chronique d'une démocratie importée », *Journal des anthropologues*. Numéro, 53-55, pp. 147-153

L'Église et la démocratie

Dans sa principale charge pastorale de s'occuper du salut des âmes et de sauver les corps qui les abritent, l'Église a été, plus d'une fois, amenée à élever la voix au nom du peuple dont elle partage au quotidien les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses. L'Église catholique lors des circonstances particulières, à travers la Conférence Episcopale du Tchad, publie des Déclarations. A titre d'exemple, la déclaration du 26 avril 2006 publiée à la suite du coup de force du 13 avril 2006 sur la capitale du pays par une rébellion armée, qui a failli replonger le Tchad dans le cercle infernal de la guerre. Mgr Jean-Claude Bouchard, alors président de la Conférence épiscopale du Tchad, déclarait lors d'une visite à Rome en 2006 : « Nous avons lancé un appel au dialogue, au Gouvernement et à toutes les oppositions, sans exclusive, pour qu'ils s'attellent sérieusement à résoudre les maux qui gangrènent le pays et non pas à faire un simple replâtrage électoral ⁴».

L'engagement de l'Église de se déterminer par rapport à l'Etat s'est davantage affirmé à partir des messages de Noël rédigés par la Conférence Épiscopale du Tchad. « Chaque année, pour Noël, nous publions un « Message » sur un thème qui a trait à la situation sociale, économique, politique et religieuse du pays. Ces messages sont nourris de la Parole de Dieu, mais s'adressent à toutes les personnes de bonne volonté, et sont lus avec grand intérêt, sans doute pour des motifs différents, par les uns et les autres, toutes ethnies ou religions confondues ⁵». C'est ainsi que dans ses prises de position en tant que pouvoir spirituel, l'Église n'a cessé d'interpeller les dirigeants politiques, leur rappelant la priorité de mettre par devant le bien commun. Plusieurs hauts fonctionnaires qui ont refusé de prêter le serment confessionnel ont été relevés de leurs fonctions. Dans une déclaration de janvier 2019, l'archevêque métropolitain de N'Djaména, Mgr Edmond Djitangar Goetbé, affirme : « *La loyauté des chrétiens n'est pas garantie par un serment humain, même habillée de religiosité, mais par sa loyauté dans le service, son honnêteté et le sens du bien commun. Si on ne fait pas confiance aux chrétiens, parce que chrétiens, c'est une chose ; mais si on confie des responsabilités, c'est dans le respect de leur conscience qu'ils doivent gérer cette responsabilité.* »

L'Église du Tchad a créé une Commission « Justice et Paix » qui existe dans les paroisses, les diocèses et au niveau national. Cette commission assure la formation des chrétiens à la justice et à la paix, qui sont des valeurs évangéliques de base et correspondent à un grand besoin. Elle forme également les chrétiens pour l'observation des élections au Tchad. Mais le travail de cette Commission reste encore bien modeste, à cause du manque de compétence et d'organisation de ses membres, de la crainte des autorités, de la pression du milieu social, mais aussi à cause des graves défaillances de l'appareil judiciaire, déplore Mgr Jean Claude Bouchard⁶.

L'Église catholique joue un rôle essentiel « dans une société qui prétend aussi se construire politiquement sans prendre au sérieux dans son fonctionnement les droits les plus

⁴ Documentation catholique. (16 avril 2013). « Les défis actuels de l'Église au Tchad et en Afrique » *La Croix* n° 2370.

⁵ Idem.

⁶ Idem.

élémentaires des personnes, comme le droit à la sécurité, à la justice, à la santé et à l'éducation. Cette dégradation du sens moral de la société nous interpelle fortement, nous, évêques du Tchad, et nous apparaît dorénavant comme un défi permanent à relever. C'est ainsi que grâce à l'Évangile et à l'enseignement social de l'Église, nous nous faisons la voix des « sans voix » et de ceux qu'on appelle « la société civile », sur laquelle beaucoup comptent aujourd'hui, à commencer par les Institutions internationales (qui ne sont pourtant pas pour rien dans la floraison de la corruption), pour défendre les droits de l'homme et lutter contre la mauvaise gouvernance. »⁷

C'est aux laïcs que revient principalement la tâche de participer activement et directement à la vie politique, d'où la nécessité de bien les former à la vie spirituelle et à la doctrine sociale de l'Église, pour que les vertus chrétiennes guident leurs actions sociales et politiques. Comme l'affirme le pape Benoît XVI, « par ses membres laïcs, l'Église se rend présente et active dans la vie du monde. Les laïcs ont un grand rôle à jouer dans l'Église et la société⁸. Pour accompagner le processus électoral au Tchad où les élections ont été toujours contestées, les laïcs tchadiens ont un grand défi à relever. Les différentes commissions de « Justice et Paix », très actives dans la formation des chrétiens pour une participation éclairée à la vie publique et à l'édification du bien commun, doivent veiller à l'encadrement et à l'accompagnement des laïcs afin qu'ils soient capables de se mobiliser dans les partis politiques et la société civile. Il est crucial que les laïcs soient formés sur l'éducation civique et outillés sur les processus du bon déroulement des élections et le respect du verdict des urnes. Car « les élections constituent un lieu d'expression du choix politique d'un peuple et sont un signe de la légitimité pour l'exercice du pouvoir.⁹ »

Ce travail contribuerait efficacement à rompre avec tout régime non-démocratique qui tend à générer chez les populations l'indifférence ou la résignation politiques ou encore le non-respect généralisé du bien commun. Benoît XVI affirme par ailleurs que « face à la pauvreté chronique de ses populations, victimes d'exploitation et de malversations locales et étrangères, l'opulence de certains groupes choque la conscience humaine, l'Église doit dénoncer l'ordre injuste qui empêche les peuples africains de consolider leurs économies¹⁰ ». Cette déclaration interpelle particulièrement le laïcat tchadien. Mgr Edmond Djitangar Goetbé affirmait également que « dans les débats de société autour des grandes questions politiques et sociales, on aurait aimé voir davantage le journal du clergé « À l'écoute de la RESRAT » prendre des positions pour exprimer la voix du clergé local en complément à celle des évêques et à celle des laïcs tchadiens, comme on le voit sous d'autres cieux¹¹ »

Au regard des faits, le concept de démocratie a été vidé de ses valeurs que sont, entre autres, le respect du choix des électeurs, le respect des droits fondamentaux de l'homme, l'alternance

⁷ Idem

⁸ Ludovic, Lado. (2012). « Le rôle public de l'Église catholique en Afrique », *Études*, vol. tome 417, no. 9, pp. 163-174.

⁹ Idem

¹⁰ Idem

¹¹ *Tchad et Culture*, n° 383 janvier 2020

politique et la bonne gouvernance. Selon le classement 2019 du consortium des médias mené par *The Economist*, le Tchad détient un sinistre score parmi les régimes autoritaires.

Original français



Affaiblissement de la démocratie en Afrique : engager la jeunesse pour changer les choses

Pascal Pax Andebo

Bureau de recherches et de plaidoyer, Réseau jésuite pour la justice et l'écologie en Afrique (JENA)

Démocratie : le scénario africain actuel

L'histoire de la démocratie dans les nations africaines modernes commence avec le colonialisme, puis l'indépendance dans les années 1960 et 1970. Ensuite, les années 1990 ont été vécues comme la « deuxième libération » en Afrique en raison d'un processus rapide de démocratisation, avec une série d'élections multipartites dans de nombreux pays africains. Cela a été considéré comme un moment d'assainissement de la démocratie après les régimes militaires ou à parti unique qui avaient surgi dans les décennies après l'indépendance. Auparavant, seuls le Botswana, Maurice et le Sénégal avaient continué à tenir des élections multipartites depuis l'indépendance, et aucun dirigeant africain n'avait jamais perdu une élection ou remis le pouvoir (Dowden, 1993). Ce fut un temps d'espoir avec une « nouvelle race » de dirigeants africains comme Yoweri Museveni en Ouganda, Meles Zenawi en Éthiopie, Isias Aferworki en Érythrée et Paul Kagame au Rwanda, entre autres, prêts à briser les tabous de leurs prédécesseurs discrédités et à remodeler le discours sur la démocratie en Afrique. Aujourd'hui, il devient de plus en plus clair que ce groupe et bien autres, qu'on avait considéré comme des bastions d'espoir pour la démocratie en Afrique, commencent à ressembler de plus en plus à des rejetons de l'ancienne race (Oloka-Onyango, 2004).

L'état de la démocratie en Afrique peut être défini comme un scénario mélangé, avec des progrès au rythme d'escargot au milieu des scènes d'augmentation des dictatures élues et de la montée de l'autoritarisme. Des problématiques récurrentes de dirigeants cherchant à contourner le terme de leur mandat, des conflits armés pour le pouvoir et l'augmentation des efforts manifestes de la part d'acteurs extérieurs pour déterminer les résultats (Siegle & Cook, 2020), continuent de dominer le paysage politique africain. Sur l'ensemble des 54 pays africains, seulement trois sont actuellement considérés comme des démocraties libérales, 18 sont classés comme des démocraties libérales, 26 comme des autocraties électorales et 7 sont des autocraties fermées (Luhmann & Lindberg, 2019). Bien que cela puisse suggérer des difficultés pour la démocratie plutôt qu'un effondrement, il est toutefois frappant de constater que chacun des critères de la démocratie en termes « d'intégration politique et sociale » a enregistré un déclin. On remarque une augmentation de la censure des médias, l'intimidation des groupes de la société civile, l'absence de commissions électorales impartiales et l'utilisation de forces de sécurité à des fins politiques. Cela a miné le potentiel des nouvelles formes de responsabilité (Cheeseman & Klaas, 2018).

Fait intéressant, presque tous les états africains organisent désormais des élections multipartites « démocratiques », mais les constitutions confèrent un pouvoir disproportionné au président et au parti au pouvoir ou à l'élite. Certains gouvernements « démocratiques », tels ceux du Burundi et de l'Ouganda, ont eu recours à la répression pour faire face aux défis de la dissidence issue des médias sociaux, et à l'émergence de groupes de la société civile et de partis de l'opposition de plus en plus affirmés (Cheeseman N., 2019). Il y a aussi un éventail restreint de libertés civiles et de faibles niveaux d'implication populaire (sauf en période électorale). La tenue d'élection est une étape importante, mais ce n'est pas la clé de la légitimité démocratique en Afrique, car de nombreuses élections en Afrique ne sont pas au niveau des normes internationalement acceptées pour des élections libres et équitables (Teshome, 2008).

Akhaine (2015), comme bien d'autres, considère qu'une ingérence extérieure contrecarre la démocratie en Afrique, sous la forme de pressions économiques et d'une action militaire pure et simple, afin d'installer et de protéger les intérêts économiques et stratégiques de pays étrangers et d'organisations multilatérales. Même les porte-drapeaux de la démocratie comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, qui conditionnent leur aide à l'avancée des principes démocratiques, ne sont pas intéressées par ses avantages pour les citoyens d'Afrique. Une situation de dictature des organisations internationales s'installe, quand elles travaillent avec les élites locales qui ont usurpé le leadership de leurs pays comme une bourgeoisie du système de patronage. Elles utilisent cette alliance, en ajoutant une base tribale pour se légitimer, tout en s'appuyant sur la désinformation des masses et la militarisation pour s'accrocher au pouvoir.

L'exclusion politique affaiblit la pertinence des droits et des libertés démocratiques. Il y a de la concurrence politique, sociale et économique, conduisant à des inégalités avec des avantages pour des minorités au détriment des majorités de la société. Là-dedans, un élément clé est la question de l'inclusion politique et de l'égal accès au pouvoir pour les femmes et les jeunes (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 2017), ce que de nombreuses démocraties (et autocraties) en Afrique ne parviennent pas à réaliser. Le Rwanda et la Tanzanie se distinguent comme sur-performants en matière d'inclusion des sexes en Afrique, un bon point quant à leurs progrès démocratiques qui autrement laissent à désirer (Luhmann & Lindberg, 2018). L'inclusion significative de la jeunesse dans le processus de démocratisation demeure toutefois un rêve farfelu.

Il existe également des preuves qui montrent qu'en-dehors de la pauvreté et des conflits, des millions de réfugiés ou de migrants forcés hors de l'Afrique fuient les régimes autoritaires, marqués par la répression politique et le manque de libertés démocratiques. L'Érythrée et la Gambie, entre autres, produisent des migrants irréguliers qui atteignent les côtes de l'Europe à cause des régimes imprévisibles et autocratiques dans leur pays d'origine. Les choix des pays de destination confirment en outre que la démocratie est un facteur qui joue dans la migration forcée ou irrégulière (Roynance, 2015). Il est donc satisfaisant de constater que la migration est une réponse aux conditions politiques tant des pays d'origine que des pays de destination, les premiers exerçant un effet de repoussoir et les derniers exerçant un pouvoir d'attraction à cause de leur démocratie. Le régime politique d'un pays, qu'il soit autoritaire ou démocratique, exerce sans contredit un impact sur le bien-être de ses citoyens, en raison

de la réponse appropriée du gouvernement, ou de son absence qui renforcera le désir d'immigrer (Adser, Boix, Guzi & Pytlikova, 2016).

L'observation précédente soulève une question importante : comment se porte actuellement la démocratie en Afrique ? Un survol et une évaluation plus critique révèlent que l'Afrique ne s'en sort pas bien en matière de démocratie. La morosité du constat n'est rachetée que par quelques progrès limités : il y a aujourd'hui en 2020 cinquante-cinq chefs d'État démocratiquement mis à la retraite, dans dix-sept pays, comparé à onze en 2001 - ce qui représente environ 60% de la population africaine (Stith, 2020). D'un autre côté, la majorité des pays africains n'en bénéficient pas. Comparativement, l'Afrique occidentale et l'Afrique australe obtiennent toujours de meilleurs résultats que l'Afrique orientale, l'Afrique centrale et l'Afrique septentrionale en termes d'indicateurs démocratiques. Entre 2015 et 2017, l'Afrique a connu une détérioration globale de la qualité de la transformation et de la gouvernance politiques (Cheesemann N., 2019). Même au Ghana, en Tanzanie et dans d'autres pays considérés comme étant sur la voie d'une démocratie stable, le processus de consolidation est encore long (Siegle & Cook, 2020). Toutefois, on peut soutenir que les pays africains avancent peu à peu vers la démocratie et que les manifestations actuelles font partie de ce processus.

Démocratie : qu'est-ce que c'est ?

On pense que le mot « démocratie » vient des mots grecs *demos* (peuple) et *kratos* (pouvoir, gouvernement) pour former le grec *demokratia* (le gouvernement du peuple) (Lindell & Scott, 1999). Le dictionnaire Merriam Webster définit la démocratie comme un gouvernement dans lequel le pouvoir suprême est conféré au peuple et exercé par lui à travers un système de représentation, et qui tient périodiquement des élections libres.¹ Le consensus sur la définition de la démocratie devient difficile, car elle est interprétée différemment selon le parti ; cf. (Baviskar & Malone, 2004), (Ottemoeller, Marcus, & Mease, 2001), (Luhmann & Lindberg, 2018). Ces différentes perspectives influencent la qualité et la façon dont la démocratie est mise en pratique.

Malgré l'absence de consensus, voire un dégoût pur et simple envers la démocratie, elle reste la forme de gouvernement la plus favorable. La démocratie garde une connotation positive pour la majeure partie du monde, au point où même les systèmes politiques, qui sont peu ou pas décidés par le peuple, se désignent démocratiques. Principalement, la démocratie offre à tous ses citoyens des droits politiques, économiques et sociaux sous forme de droits, d'égalité, de reconnaissance et de primauté, dans le contexte de la règle de la majorité. Elle offre aux citoyens un niveau de vie équitable, une égalité des chances fondées sur la compétence, tout en assurant une utilisation appropriée des ressources publiques pour le bien commun, et non pas pour les intérêts privés. L'égalité de traitement en démocratie va au-delà des frontières de classes, castes, croyances, naissance, religions, langues ou richesses. Elle fait la promotion d'une justice sociale et de la dignité de la personne humaine (Bawa, n.d) et met l'accent sur l'implication des citoyens. La démocratie engage aussi l'existence d'un contrat social entre

¹ <https://www.merriam-webster.com/dictionary/democracy>

ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, ce qui donne lieu à un consensus qui réponde aux intérêts de la majorité des citoyens.

La jeunesse : L'espoir de l'Afrique pour une meilleure démocratie ?

L'Afrique a la population la plus jeune du monde et elle croît rapidement (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 2017). La tranche 0-14 ans compte pour 41% (environ 473,7 millions) et les 15-24 ans constituent 19% (226 millions) de la population africaine, estimée à 1,203 milliards de personnes en 2016 (African Union, 2017). Avec le gonflement de cette jeunesse, qui devrait se traduire en dividendes démographiques, l'Afrique a également le potentiel d'un dividende démocratique : que les jeunes forment une force politique, une force de travail et de votes (Gavin, 2007). Leur participation en politique est aussi l'occasion d'une « navigation sociale » (Vigh, 2006), qui leur permet de construire des perspectives significatives pour la démocratie dans un terrain sociopolitique imprévisible et en constante évolution. Le Printemps arabe et d'autres manifestations de contestation politique menées ou rejointes par des jeunes au Burkina Faso, au Sénégal, au Niger, au Togo et en Afrique du Sud démontrent le potentiel démocratique des jeunes Africains. L'implication des jeunes dans l'activité politique et le processus de démocratisation en Afrique remonte aux luttes pour l'indépendance (Gyampo & Anyidoho, 2019). Des jeunes nationalistes comme le Nigérian Nnamdi Azikiwe, le Guinéen Sékou Touré, le Malien Modibo Keita et le Ghanéen Kwame Nkrumah, entre autres, ont conduit leurs compatriotes à résister au régime colonial, préférant souvent des stratégies différentes de celles des nationalistes plus âgés (Awoonor, 1990).

Plus récemment, l'Afrique voit une génération de jeunes politiciens émerger de divers pays et prêts à contester l'anarchie qui a affligé leurs pays. Toutefois, la capacité et la volonté des jeunes à s'engager en politique et l'impact de leur engagement sont influencés par l'âge, l'éducation, le revenu et l'emplacement. Les jeunes qui ont de faibles revenus, qui n'ont pas de travail décent ou à temps plein, qui ont peu d'éducation et qui vivent en milieu rural ont tendance à être davantage marginalisés par rapport aux processus politiques formels (Peters, Richard & Vlassenroot, 2003), réduisant ainsi leur contribution à la démocratisation.

Tout comme l'image de la démocratie africaine, l'impact des jeunes agissant comme agents du changement démocratique et d'espoir pour les pays africains est affecté par le désintérêt, le désenchantement et la déresponsabilisation (Anyidoho et coll., 2012), ce qui accroît encore leur exclusion et leur vulnérabilité (Abbing, 2005). Pire encore, l'activité politique des jeunes a souvent été à la fois circonscrite et cooptée par d'autres, comme durant le Printemps arabe en Afrique du Nord. Par contre, les jeunes sont recrutés pour « se battre dans de dangereuses guerres politiques » (Ahwoi, 2008), souvent en tant que « fantassins » des partis politiques (Bob-Millar, 2014). Beaucoup d'entre eux y voient des accès à l'emploi, à l'argent et au capital social (Honwana, 2012), ce qui les fait apparaître comme des « entrepreneurs politiques » (Jeffrey, 2012). La pauvreté endémique et le chômage chronique, conséquences de l'échec des politiques économiques néolibérales, de la mauvaise gouvernance et des crises politiques, font que les jeunes cherchent des moyens rapides de survie alors qu'ils « attendent » leur tour (Honwana, 2012). La participation des jeunes femmes a été empêchée davantage encore par la spécialisation sexuée des rôles sociaux et la domination masculine sur les ressources et les

espaces publics (Coffe & Bolzendahl, 2011), une situation qui commence à peine à s'améliorer (Tripp & Badri, 2017).

Il est également possible que ces réalités de pauvreté et de chômage deviennent un catalyseur de la participation politique des jeunes (Masquelier, 2013) et de leur contribution à la démocratie. Les dynamiques culturelles et religieuses influencent aussi l'engagement des jeunes dans l'action politique et le processus de démocratisation (Gyampo & Anyodoho, 2019). Par conséquent, il y a un désir ardent, de la part d'individus et d'organismes, d'un engagement significatif des jeunes à titre de partenaires en politique et en développement (Delgado, 2002). Un tel appel s'étend également à des partenaires comme l'Église, afin qu'ils offrent des conseils et de l'accompagnement à ces dirigeants et acteurs en herbe qui cherchent à influencer sur les changements dans le processus de démocratisation de l'Afrique.

L'éducation, une ancre pour la démocratie

L'éducation est un chaînon fondamental dans le développement de la démocratie. Dans une démocratie, l'éducation est une priorité, parce qu'elle est une condition préalable à sa survie et son succès, nourrissant un esprit démocratique chez les citoyens. La démocratie doit être présentée très tôt dans le processus éducatif et ses valeurs doivent être mises en pratique dans les institutions éducatives, si l'on veut qu'elle devienne une réalité et un mode de vie. L'éducation doit être orientée démocratiquement afin de développer les qualités fondamentales du caractère, essentielles pour le fonctionnement de la vie démocratique. Ces qualités de passion pour la justice sociale, de stimulation d'une conscience sociale et de tolérance envers les différences intellectuelles et culturelles chez les autres, contribueront à développer l'esprit critique chez les élèves, à cultiver leur amour du travail et à instiller un sens profond de patriotisme. Cela fait de l'éducation le grand instrument d'émancipation sociale, par lequel la démocratie établit, maintient et protège l'esprit d'égalité entre ses membres (Bawa, n.d).

Des penseurs comme John Locke, Jean Jacques Rousseau, John Stuart Mill et John Dewey ont souligné, de différentes manières, le rôle de l'éducation dans la démocratie. John Dewey déclare brièvement : « Le dévouement de la démocratie envers l'éducation est un lieu commun. Un gouvernement qui s'appuie sur le suffrage populaire ne peut réussir que si ceux qui gouvernent et ceux qui obéissent à leurs gouverneurs sont éduqués. Étant donné qu'une société démocratique répudie le principe d'autorité extérieure, elle doit trouver un substitut dans une inclination et un intérêt volontaires, qui ne peuvent être créés que par l'éducation. » (Dewey, 2005, p.1198)

L'éducation a une autre valeur pour aider les individus à examiner leur vie, leurs décisions et leurs pratiques afin de développer des convictions à respecter. Cette approche de l'éducation aide à poser une fondation pour apprendre aux jeunes à examiner et à réfléchir de manière critique. Cela les aide à développer la connaissance de soi et la discipline, l'attention envers leurs propres expériences et celles des autres, la confiance en la direction divine dans la vie, le respect envers l'intellect et la raison comme outils de découverte de la vérité, l'habileté à discerner la bonne voie à suivre, l'usage de leurs talents et de leurs savoirs pour aider les autres, la flexibilité et le pragmatisme dans la résolution de problème, une ambition au grand

cœur et un désir de trouver Dieu en toutes choses. En résumé, ces qualités peuvent aider les jeunes apprenants à être attentifs, réfléchis et aimants (Appleyard, n.d). L'adoption de cette pédagogie fondée sur des valeurs pour l'éducation des jeunes contribuera à affiner leurs visions politique, économique et sociale qui deviendront le fondement de principes démocratiques significatifs.

Le rôle de l'école

Le rôle de l'école dans l'autonomisation des jeunes pour la démocratie commence par la pratique des principes démocratiques en son sein. Elle doit créer un environnement démocratique qui soit convivial et favorise l'épanouissement de la personnalité humaine (Bawa, n.d). Dewey, en soulignant le rôle de l'environnement pour l'éducation et par extension, pour la démocratie, observe que parfois l'éducation se fait indirectement à travers l'environnement ; il insiste donc sur la nécessité de concevoir l'environnement et de le réglementer délibérément pour qu'il obtienne l'effet éducatif désiré. Les écoles occupent donc une position particulière en tant qu'environnements conçus spécifiquement pour influencer l'état mental et moral de leurs membres (Dewey, 2005).

L'école doit également servir de réplique de la communauté où les idéaux démocratiques ne sont pas seulement enseignés en théorie, mais doivent être mis en pratique à travers des activités diverses. Citant Ross, Bhawna écrit : « Les écoles doivent insister sur les devoirs et les responsabilités des citoyens. Elles doivent former les élèves dans un esprit de bonne volonté et de service efficace. Elles doivent enseigner directement la citoyenneté. Partout, il doit régner un esprit d'équipe. L'école est un environnement préparé dans lequel l'enfant peut le mieux s'épanouir ». Les enseignants et les écoles ont la responsabilité de nourrir le caractère tout autant que d'enseigner les connaissances et les compétences (Bawa, n.d).

Le rôle de l'Église

Pour l'Église, la démocratie émane de l'Évangile avec ses valeurs de liberté et d'égalité, que l'Église a contribué à promouvoir, et qui sont fondées sur ce que nous avons en commun : l'origine, la dignité et la destinée (DeTorre, 1997). Guidée par cela, l'Église s'est également placée au premier rang pour défendre les droits humains et, ainsi que le Pape Jean XXIII l'a souligné dans son encyclique *Pacem in Terris* de 1963 :

« Toute société humaine, si elle veut être bien ordonnée et productive, doit avoir comme principe fondateur le fait que chaque être humain est une personne, c'est-à-dire que sa nature est pourvue d'intelligence et de libre arbitre (...) En vertu de cela, il a des droits et des devoirs qui lui sont propres, découlant directement et simultanément de cette même nature, qui sont alors universels, inviolables et inaliénables. »

Cela devient un nouvel appel à l'Église et ses agents pour qu'ils s'engagent à défendre la démocratie avec une ferveur renouvelée, surtout en ces temps où la démocratie est remplacée par l'autocratie. La vieille tradition ecclésiale d'une éducation chargée de valeurs et de l'apostolat de la jeunesse devrait être ravivée pour sauver la démocratie et, par conséquent, les personnes humaines.

Conclusion

D'après ce qui a été décrit précédemment, la trajectoire actuelle de la démocratie en Afrique peut être définie au mieux comme limitée. L'espoir semble disparaître dans le labyrinthe d'une répression non désirée et de l'autoritarisme. Pour la démocratie, la participation des jeunes est cruciale. Cependant, leur marginalisation systématique limite leur participation aux rôles d'agents et de fournisseurs de conflits politiques et de violence. Cela est mauvais pour le développement d'une plus grande démocratie en Afrique. Des facteurs culturels et la cupidité ont créé une situation dans laquelle les jeunes sont blâmés pour leur exclusion politique, attribuée à leur manque d'intérêt. Des enclaves d'activisme politique mené par des jeunes, ainsi que leur sens croissant de la démocratie, indiquent leur aversion pour les vices politiques comme la corruption et la répression. Le potentiel des jeunes Africains pour améliorer la qualité de la démocratie et pour accélérer le pas de la démocratisation, est grand. Ils ont le nombre et la motivation. Mais leur capacité doit être développée par une éducation de qualité, pour éviter qu'ils ne suivent le chemin déjà foulé par les dirigeants anciens et actuels. L'Église et d'autres partenaires doivent accroître leurs efforts pour y contribuer, car les dirigeants actuels en Afrique sont plus enclins à perpétuer leurs règnes qu'à forger une meilleure démocratie pour leurs pays.

Original français

Références

- Abbink, J. (2005). Being Young in Africa: Politics of Despair and Renewal. In *J Abbink; I van Kessel* (pp. 1-34). Leiden-Boston: Brill.
- Adsera, A., Boix, C., Guzi, M., & Pytlikova, M. (2016, February). *Political Factors as Drivers of International Migration*. Retrieved September 30, 2020, dans Editorial Express: https://editorialexpress.com/cgi-bin/conference/download.cgi?db_name=EEAESEM2016&paper_id=2813
- African Union. (2017). *State of African Population Report 2017*. https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/32187-wd-state_of_africas_population_-_sa19093_-e.pdf
- Ahwoi, K. (2008). *Designing a Youth Development Manual*. Mimeo.
- Akhaine, S. (2015, February 8). SSRN. Retiré le 30 septembre 2020, de SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2561967>
- Anyidoho, N. A., Kayuni, H., Ndugu, J., Leavy, J., Sall, M., Tadele, G., et al. (2012). *Young People and Policy Narratives in Sub-Saharan Africa*. Future Agricultures Consortium. Brighton: FAC Working Paper 32.
- Appleyard, J. A. (n.d.). "A Pocket Guide to Jesuit Education". <https://www.loyola.edu>. Visité le 30 septembre 2020

- Awoonor, K. (1990). *Ghana: A Political History from Pre-European to Modern Times*. Accra: Sedco Publishing Ltd.
- Baviskar, S., & Malone, M. F. (2004). What Democracy Means to Citizens - and Why It Matters. *European Review of Latin American and Caribbean Studies* (76), 3-23.
- Bawa B. (n.d.). "Relationship between Democracy and Education". <https://www.yourarticlelibrary.com/democracy/relationship-between-democracy-and-education/76841>. Visité le 30 septembre, 2020.
- Bob-Milliar, G. M. (2014). Party Youth Activists and Low Intensity Electoral Violence in Ghana: A Qualitative Study of Party Foot Soldiers Activism. *African Studies Quarterly*, 15 (1), 125-152.
- Cheeseman, N. (2019). *A Divided Continent - BTI 2018 Regional Report Africa*. Gutersloh: Bertelsmann Stiftung.
- Cheeseman, N., & Klaas, B. (2018). *How to Rig an Election*. London: Yale University Press.
- Coffe, H., & Bolzendahl, C. (2011). Gender Gaps in Political Participation across Sub-Saharan African Nations. *Social Indicators Research*, 102 (2), 245-264.
- Dewey, J. (2005). *Democracy and Education: An Introduction to the Philosophy of Education* (Kindle ed.). New York: Cosimo Inc.
- Delgado, M. (2002). *New Frontiers for Youth Development in the Twenty-first Century: Revitalising and Broadening Youth Development*. New York: Columbia University Press.
- DeTorre, Joseph M. (1997). "The Influence of Christianity on Modern Democracy, Equality and Freedom". Catholic Education Resource Centre. <https://www.catholiceducation.org/en/culture/catholic-contributions/the-influence-of-christianity-on-modern-democracy-equality-and-freedom.html>. Visité le 30 septembre 2020
- Dowden, R. (1993). Review Article: Reflections on the Democracy in Africa. *African Affairs*, 92 (369), 607-613.
- Gyampo, R. E., & Anyidoho, N. A. (2019, June). *Oxford Research Encyclopedias: Politics*. Retrieved September 30, 2020, from Oxford University Press: <https://oxfordre.com/politics/view/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore/9780190228637-e-716>
- Gavin, M. D. (2007). Africa's Restless Youth. In P. Lyman, & P. Dorff, *Beyond Humanitarianism* (pp. 69-85). New York: Brookings Institute Press.
- Honwana, A. (2012). *The Time of Youth: Work, Social Change and Politics in Africa*. Boulder: Kumarian Press.
- Jeffrey, C. (2010). Timepass: Youth, Class, and Time among Unemployed Youngmen in India. *American Ethnologist*, 37 (3), 465-481.
- Lindell, G., et Scott, R. (1999). "A Greek - English Lexicon" at Perseus. www.perseus.tufts.edu/.../text?...perseus
- Luhrmann, A., & Lindberg, S. I. (2018). *Democracy for All? V-Dem Annual Democracy Report*. Department of Political Science, University of Gothenberg. Gothenberg, Sweden: V-Dem Institute.
- Masquelier, A. (2013). Teatime: Boredom and the Temporalities of Young Men in Niger. *Africa*, 83 (3), 385-402.

- Oloka-Onyango, J. (2004, Spring). "New-Breed" Leadership, Conflict and Reconstruction in the Great Lakes Region of Africa: A Sociopolitical Biography of Uganda's Yoweri Kaguta Museveni. *Africa Today*, 29-52.
- Ottomoeller, D., Marcus, R., & Mease, K. (2001). Popular Definitions of Democracy from Uganda, Madagascar and Florida, USA. *Journal of Asian and African Studies*, 36 (1), 113-132.
- Peters, K., Richards, P., & Vlassenroot, K. (2003). *What Happens to Youth During and After Wars? A Preliminary Review of Literature on Africa and Assessment on the Debate*. RAWOO document de travail (octobre).
- Roylance, T. (30 juillet 2015). *Freedom House*. Retiré le 30 septembre 2020, de site internet Freedom House: <https://migrant-crisis-effects-repression-reach-democratic-shores>
- Siegle, Joseph et Cook, Candace. (2020). "Assessing Africa's 2020 Elections". <https://africacenter.org/spotlight/highlights-africa-2020-elections/> publié ; visité le 29 septembre 2020.
- Stith, Charles. (2020). Democracy in Africa Fact Sheet. <https://www.youtube.com/watch?v=0xYRf-y8JBI>. Visité le 24 septembre 2020
- Teshome, W. B. (2008). Democracy and Elections in Africa: Critical Analysis. *International Journal of Human Sciences*, 5 (2), 1-13.
- Tripp, A., & Badri, B. (Eds.). (2017). *Women's Activism in Africa: Struggles over rights and Representation*. Oxford: Zed Books.
- United Nations Economic Commission for Africa. (2017). *Africa's Youth and Prospects for Inclusive Development: Regional Situational Analysis Report*. Bureau du haut-commissariat des Nations Unies pour les droits humains.HCDH.
- Vigh, H. E. (2006). *Navigating Terrains of War: Youth and Soldiering in Guinea-Bissau*. New York: Berghan Books.



La démocratie est-elle en crise ? Vers une démocratie substantielle

Arsène Brice Bado, SJ

Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP)

Introduction

Le contexte sociopolitique des sociétés postindustrielles semble rimer avec une anti-démocratie. En effet, pour nombre d'auteurs tels que Ronald Inglehart (1977), (Chagnollaud, 2010, pp. 203-205) Martine Barthélémy (2000), Samuel Barnes et Max Kaase (1979), le désintérêt des citoyens pour les pratiques démocratiques (vote, militantisme partisan, etc.), s'explique par le changement de valeurs qui s'opère dans les sociétés postindustrielles, passant ainsi des valeurs matérialistes liées aux aspects matériels du bien-être et de la sécurité de la vie, à des valeurs post-matérialistes privilégiant plutôt l'individu, son identité, son bien-être personnel, bref, sa qualité de vie.

Ce changement a été rendu possible, entre autres, non seulement grâce au développement de l'éducation, à l'innovation technologique, à la croissance économique favorisant une amélioration des conditions de vie, mais aussi par la reconnaissance et la promotion des droits individuels. Pierre de Lauzan qualifie ces changements d'émergence d'une « anthropologie nouvelle » se caractérisant par « une reconnaissance de la dignité de l'homme, une confiance dans sa liberté et son autonomie de choix, une tolérance plus grande, des chances plus égales, etc. » (2011, p. 95).

Ces changements socioculturels ne sont pas sans conséquence pour la politique, en général, et pour la démocratie, en particulier. Car la valorisation des valeurs individuelles s'est faite en opposition aux sources traditionnelles d'autorité (1999, p. 226). Anthony Giddens caractérise cette situation d'institutionnalisation du doute radical, de sorte que désormais toutes les sources d'autorité sont contestées (1991, p. 3). Dans ce contexte, l'État, les partis politiques et autres institutions représentatives assurant la médiation de l'autorité sont également contestés sinon désaffectés. Ce qui est valorisé aujourd'hui, semble être les formes politiques de participation directe tels que les nouveaux mouvements sociaux, les groupes d'intérêt, etc., autant de nouveaux acteurs dont l'identité ainsi que les actions ne semblent guère rassurer ni le fonctionnement du jeu et des institutions démocratiques « traditionnelles », ni les penseurs de la démocratie.

Dès lors, on peut s'interroger si la démocratie survivra au contexte des sociétés post-matérialistes. Si la question est légitime, ses réponses sont loin de faire l'unanimité parmi les analystes politiques. Dans une approche dialectique, nous montrerons que pour les uns, la

démocratie est menacée (1), pour d'autres, au contraire, elle manifeste des signes de vitalité (2). Nous concluons en montrant que la démocratie est plutôt en transformation tant dans sa conception que dans ses pratiques et, par conséquent, son évaluation devrait désormais intégrer de nouveaux éléments (3).

La désaffection des institutions et des pratiques démocratiques par de citoyens de plus en plus critiques

La démocratie se trouve mise en difficulté dans les sociétés contemporaines par le cynisme grandissant à l'endroit des institutions, des gouvernements et des élites politiques. Ce cynisme est l'œuvre de ce que Pippa Norris a appelé « citoyens critiques » (*Critical Citizens*) (1999) ou ce que Pierre Rosanvallon a appelé « le peuple juge » (2006, pp. 22, 199-255). Il s'agit d'un type de citoyen avec une plus grande exigence de transparence. Ceci explique, en partie, le déclin du soutien aux élites politiques qui passent difficilement les « tests de transparence » en matière de gestion. En effet, au cours de ces deux dernières décennies, plusieurs « hommes d'État [ont été] éliminés par une succession ininterrompue de scandales » (Castells, 1999, pp. 401-412). Le scandale est devenu une puissante arme que des citoyens, des groupes d'intérêts et surtout des médias utilisent contre les élites politiques, ce qui a fini par les discréditer (Castells, 1999, p. 401), (Norris P. , 2011, pp. 169-187). Les études empiriques et statistiques (Dalton R. , pp. 62-66) confirment la baisse drastique de la confiance des citoyens envers les élites politiques qu'ils considèrent ne pas être en mesure de les représenter adéquatement. De fait, outre les scandales, les élites politiques n'échappent guère à la loi d'airain de l'oligarchie (Larry & Gunther, 2001, p. xii). Dans ce contexte, la démocratie représentative semble à beaucoup ne plus être tant le régime fondé sur la souveraineté du peuple qu'un type d'organisation consacrant le pouvoir des élites.

Les gouvernements démocratiques ne jouissent pas d'un meilleur soutien que les élites politiques. M. Crozier, S. Huntington et J. Watanuki évoquaient déjà en 1975 une « crise des démocraties » occidentales qui s'exprimait essentiellement par l'incapacité des États et des gouvernements à faire face à l'ensemble des demandes sociales qui leur étaient transmises, ce qui engendrait une remise en question de leur légitimité fonctionnelle (Crozier, Huntington, & Watanuki, 1975). Russells Dalton (2005), Pippa Norris (1999, pp. 66-69), (2011, pp. 104-107), Susan Pharr et Robert Putnam (2000, pp. 52-73) ont montré par des études empiriques et quantitatives comment le soutien aux institutions démocratiques est en déclin dans tous les pays industrialisés et cela, au moins, depuis les années 1980.

Parmi les institutions démocratiques, les partis politiques semblent être les plus menacés. Ils s'adaptent difficilement sinon très lentement aux changements sociaux culturels intervenus dans les sociétés contemporaines. Les partis politiques voient leur rôle de médiation s'amenuiser auprès des citoyens. Les fonctions d'information et d'éducation politiques des citoyens leur échappent de plus en plus au profit des mass médias. Car, la majorité des citoyens dans les sociétés contemporaines jouissent d'un niveau de scolarisation suffisamment élevé pour leur permettre de s'informer par eux-mêmes en choisissant leurs sources d'information politique. Dès lors, les citoyens recourent souvent aux mass-médias dont l'internet pour s'informer et se former une opinion sur les questions et enjeux politiques. Cela ne signifie pas nécessairement que les citoyens sont mieux informés politiquement

qu'avant (Norris P. , 2011, pp. 142-168)¹. Car, comme Pascal Perrineau le note à juste titre, « multiplier les sources d'information n'accroît pas les capacités cognitives des individus » (2003, p. 260).

Quoiqu'il en soit, les partis perdent une partie de leur influence sur les citoyens, ce qui est dommageable pour la participation démocratique (Dalton, Wattenberg, & (eds), 2000, p. 10). De même, d'autres fonctions (Larry & Gunther, 2001, p. xiv), (Dalton, Wattenberg, & (eds), 2000, pp. 5-10) « traditionnellement » dévolues aux partis politiques telles que la mobilisation des électeurs, la structuration des choix des candidats en rapport aux enjeux politiques, la représentation de différents groupes sociaux, l'agrégation d'intérêts particuliers en programme politique de gouvernement, etc., sont désormais partagées par d'autres acteurs et notamment par les mouvements sociaux, des organisations de mouvements sociaux, et surtout par des groupes d'intérêt. Ceci conduit à une remise en cause, d'une part, de la primauté des partis politiques en tant qu'instance agrégeant les préférences des citoyens et, d'autre part, des fidélités électorales. Ils deviennent désormais des « partis sans partisans » le titre de l'ouvrage de R. J. Dalton et M. P. Wattenberg. Une grande proportion des rares citoyens qui sont encore affiliés officiellement aux partis se contente de ce que Putnam a qualifié de « participation basée sur le chéquier » (2000, p. 40).

Finalement, c'est le fonctionnement du système démocratique classique qui est remise en cause par l'émergence d'une politique contestataire (*contentious politics*) qui est de nature « épisodique plutôt que continue, se déroule en public, suppose une interaction entre des requérants et d'autres, est reconnue par ces autres comme pesant sur leurs intérêts, et engage le gouvernement comme médiateur, une cible ou un requérant » (McAdam, McCarthy, & Zald, 1996, p. 5). La politique contestataire dont les principaux agents sont les mouvements sociaux² projette dans l'espace public des revendications à caractère radical, utopiste, identitaire, remettant en cause le statut et les fondements hiérarchiques à la base du fonctionnement du système démocratique classique.

¹ Une enquête menée dans plusieurs sociétés postindustrielles afin d'évaluer les connaissances des citoyens sur la démocratie a révélé que le niveau de connaissance de la démocratie était moyen et pas nécessairement satisfaisant.

² Un mouvement social est une action collective concertée dont la dynamique repose sur une vision (interprétation) de la société ou d'une réalité particulière avec une volonté de poser un type d'action en vue de défendre une cause. En ce sens, il est une entreprise de contestation. Ontologiquement, un mouvement social n'est pas réductible à un acteur ni à une organisation. Il est un réseau d'interactions entre plusieurs types d'acteurs tels que des citoyens, des groupes d'intérêts, des institutions, des entreprises, des partis politiques, etc. A la différence des autres organisations qui défendent des causes, ils ont un faible niveau d'institutionnalisation. Voir Sommier, Isabelle, *Le renouveau des mouvements sociaux contestataires*. Paris : Flammarion, 2000 ; Neveu, E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte, 2005 ; McAdam, D., J. D. McCarthy et M. N. Zald (éds.), *Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge : Cambridge University Press, 1996 ; Della Porta, D. et S. Tarrow (éds.), *Transnational Protest & Global Activism*. Oxford : Rowman & Littlefield Publishers, 2005.

L'attachement des citoyens aux principes démocratiques et aux communautés démocratiques n'a pas faibli

Les thèses optimistes sur la vigueur de la démocratie et de son avenir dans les sociétés contemporaines reposent essentiellement sur une reconceptualisation du soutien politique. L'ouvrage, *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government*, de Pippa Norris et ses co-auteurs en est la meilleure illustration. Leur effort de reconceptualisation prend appui sur les travaux de David Easton qui distingue trois dimensions du concept de "soutien politique" (Easton, 1965), (Norris P. (., 1999, p. 9) à savoir le soutien pour la communauté politique (fierté nationale, patriotisme), le soutien pour le type de régime (démocratique, dictatorial, etc.), et le soutien pour les autorités politiques (élites politiques). Norris *et al.*, reprennent les idées d'Easton tout en les élaborant davantage et distinguent cinq dimensions du concept de soutien politique : 1) pour la communauté politique, 2) pour les principes du régime, 3) pour la performance du régime, 4) pour les institutions du régime, et 5) pour les autorités politiques. La décomposition du concept de « soutien politique » en cinq dimensions permet un meilleur diagnostic du malaise démocratique. Norris et ses co-auteurs ont montré par des analyses quantitatives comparatives que la démocratie comme type de régime politique jouit d'un important soutien des populations qui la préfèrent à toute autre forme de régime (1999, p. 43). En outre, dans la totalité des pays démocratiques, les populations affichent leur satisfaction d'appartenir à une communauté politique nationale démocratique (1999, pp. 41-42). Pour Norris et ces co-auteurs, ce qui est source d'insatisfaction, ce sont plutôt les institutions politiques (partis, gouvernements, assemblées nationales, etc.), les autorités politiques (gouvernants, leaders de partis politiques, etc.) ainsi que le fonctionnement et la performance des gouvernements démocratiques contemporains. Mais cette insatisfaction est plutôt signe d'une vitalité et d'un intérêt renouvelé pour les principes démocratiques. Les citoyens désapprouvent le fait que l'idéal démocratique n'est pas vécu. Ainsi, les « citoyens critiques » ne seraient pas des « antidémocrates », mais des « démocrates insatisfaits ».

Quant au contexte socioculturel des sociétés contemporaines qui serait défavorable à la démocratie, Ronald Inglehart conteste que les valeurs post-matérialistes soient anti-démocratiques. Pour lui, la post-modernisation érode l'autorité, mais accroît le soutien pour la démocratie en tant que type de régime (1999, p. 236). Nous convenons avec lui que les politiques contestataires des mouvements sociaux ont convergé, malgré tout, à plus d'un titre avec celui de la démocratie participative et substantielle. On peut penser aux demandes relatives à l'introduction de nouvelles valeurs et de nouveaux thèmes dans l'espace public en référence au genre, au corps, à la santé, à l'environnement, à la reconnaissance des diversités ethniques et culturelles, portées par les nouveaux mouvements sociaux.

« La politique à l'âge de la défiance » des sources d'autorités telles que l'État et les partis politiques, n'est pas anti-démocratique. Car, les « individus » sont disposés plus que jamais à faire irruption dans l'espace public même si c'est au nom de leurs intérêts personnels. La présence accrue des acteurs sociaux dans l'espace public a permis, à plusieurs égards, d'attirer l'attention de l'opinion publique sur des injustices sociales qui étaient auparavant ignorées ou négligées. De ce fait, on a pu prendre la mesure de l'importance accrue de la diversité et du pluralisme social et culturel, autant de choses qui participent à l'idée de démocratie.

Conclusion : Nous assistons à une transformation de la démocratie et de ses pratiques

Les auteurs qui défendent les thèses de la vitalité de la démocratie ont bien montré que les sociétés contemporaines sont encore fortement attachées à l'idéal démocratique et préfèrent de loin le régime démocratique par rapport à tout autre type de régime politique. Elles exhibent également leur fierté d'appartenir à une communauté démocratique. Cependant, dans quelle mesure la crise des institutions politiques, la perte de confiance envers les responsables politiques ainsi que les dysfonctionnements des gouvernements démocratiques épargneraient l'idéal et les principes démocratiques ?

Renvoyant dos à dos les thèses du déclin et de la vitalité de la démocratie dans les sociétés contemporaines, nous posons l'hypothèse qu'il existe un malaise dans la démocratie, voire un besoin de transformation et d'adaptation de la démocratie aux changements socioculturels intervenus dans la postmodernité. Concrètement, il convient de repenser d'un côté la démocratie à travers son système de représentation et de participation, et de l'autre, les actions des nouveaux acteurs telles les organisations de la société civile organisée à travers un processus d'institutionnalisation et de constitutionnalisation afin de faciliter leurs interactions dans le système politique et démocratique.

Comme nous l'avons montré, les groupes d'intérêt assurent ou prétendent assurer une forme de représentation des intérêts de leurs membres. Il est donc important que la représentation politique soit désormais élargie au-delà de la représentation partisane pour inclure la représentation associative.

Il en est de même de la participation démocratique qui ne devrait plus être limitée aux partis politiques et qui devrait intégrer désormais la participation associative qui est quasi-quotidienne. En fait, la participation des organisations de la société civile au politique conteste l'idée que la participation politique se limiterait à la participation électorale partisane de sorte que, une fois élus, les gouvernants avaient les mains libres pour initier les politiques de leur choix sans l'interférence des citoyens (Schumpeter, 1990), (Huntington, 1968). L'implication des citoyens dans la vie politique à travers les associations oriente plutôt vers une démocratie substantielle avec une participation citoyenne plus grande et plus régulière. Cette forme de participation démocratique « se pratique sur une base quotidienne et de nombreuses manières : lobbying pour ou contre les décisions des organismes publics, par le biais de toute une gamme d'organisations, par la tenue de référendums et même en assumant des fonctions et des rôles qu'on pensait naguère être de la responsabilité exclusive d'un gouvernement central » (Suleiman, 2003, p. 380).

Mais cet élargissement de la démocratie substantielle n'aurait de sens que si parallèlement les nouveaux acteurs de l'espace public s'engagent dans un processus d'institutionnalisation sur le plan organisationnel, et de constitutionnalisation sur le plan réglementaire. Car, si la politique et notamment la démocratie consistent en une reconnaissance de la diversité des acteurs et à l'intégration de leurs différences sur la base de compromis provisoires, il importe

alors que ces nouveaux acteurs obéissent à un certain encadrement. Les syndicats, par exemple, qui sont des groupes d'intérêt anciens sont mieux institutionnalisés, ce qui les rend plus responsables dans l'encadrement de leurs membres, mais aussi dans le respect des règles démocratiques. Les nouveaux groupes devraient alors inscrire leurs actions dans un cadre légal, ou tout au moins légitime, afin d'assurer une certaine transparence à leurs actions dans l'espace public. La démocratie étant aussi un état de droit, ce ne serait pas contraire à la pratique démocratique que de produire des lois et réglementations afin de gérer au mieux l'incertitude des interventions des groupes dans l'espace public.

Plus fondamentalement, c'est la politique elle-même qu'il faut repenser. Le « citoyen critique » de Norris ou le « peuple-juge » de P. Rosanvallon (2006) sont peut-être à la quête d'un autre idéal politique. Car, en dernière analyse, c'est un type d'organisation du politique historiquement daté qui est en cause. Il a été longtemps inconcevable de penser le politique en dehors de l'État, de ses institutions et de son territoire contrôlé par le biais d'un ensemble de frontières et d'instruments normatifs. Il est temps de redécouvrir le politique autrement.

Somme toute, si à la faveur de l'expansion des droits politiques l'émergence d'une démocratie substantive semble bousculer le fonctionnement de la démocratie procédurale, il n'y a pas lieu de craindre pour la survie de la démocratie. Les nouveaux mouvements sociaux, les groupes d'intérêt et, plus largement, la société civile organisée, offrent des signes indéniables de renouvellement des forces politiques au sein des régimes démocratiques.

Original français

Bibliographie

- Barnes, Samuel et Max Kaase (éds.). (1979). *Political Action. Mass Participation in Five Western Democracies*. Berkeley Hills : Sage.
- Barthélémy, Martine. (2000). *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Paris : Presses de Sciences Po.
- Bentley, Arthur F. (1995). *The process of Government. A Study of Social Pressures*, New Brunswick (NJ) : Transaction Publishers (1908).
- Berry, J. (1999). *The New Liberalism, The Rising Power of Citizen Groups*. Washington : The Brookings Institution.
- Bréchon, Pierre. (2002). « Les individualismes en Europe », *Projet*, vol. 3, no 271, p. 54
- Castells, Manuel. (1999). *Le pouvoir de l'Identité*, Paris : Fayard.
- Chagnollaude, Dominique. (2010). *Science politique. Éléments de sociologie politique*. Paris : Dalloz, 7^{ème} éd., p.203-205.
- Crozier M., Huntington S. P. et Watanuki J. (1975). *The Crisis of Democracy*. New York : New York University Press.
- Dalton, R., « Political Support in Advanced Industrial Democracies », dans Norris, Pippa (éd.). *Critical Citizens*, pp. 62-66.
- Dalton, Russell. (2005). *Democratic Challenges, Democratic Choices : The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*. Oxford : Oxford University Press.

- Dalton, R. J. et M. P. Wattenberg (éds.), (2000). *Parties without Partisans. Political Change in Advanced Industrial Democracies*. New York : Oxford University Press.
- Easton, David. (1965). *A Framework for Political Analysis*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.
- Giddens, Anthony. (1991). *Modernity and Self-Identity. Self and Society in the Late Modern Age*. Stanford (CA) : Stanford University Press.
- Inglehart, Ronald. (1977). *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Politics*. Princeton (NJ) : Princeton University Press.
- Huntington, Samuel. (1968). *Political Order in Changing Societies*, New Haven : Yale University Press.
- Larry, Diamond et Richard Gunther. (éds.). (2001). *Political Parties and Democracy*, Baltimore (MD) : The Johns Hopkins University Press.
- Lauzun, Pierre de. (2011). *L'avenir de la démocratie. Tome 1, Politique*, Paris : François-Xavier de Guibert.
- McAdam, Doug, Sidney Tarrow et Charles Tilly. (2001). *Dynamics of Contention*, Cambridge : Cambridge University Press.
- McAdam, D., J. D. McCarthy et M. N. Zald (éds.). (1996). *Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Neveu, E. (2005). *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte.
- Norris, Pippa. (2011). *Democratic Deficit. Critical Citizens Revisited*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Norris, Pippa (éd.). (1999). *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government*. Oxford: Oxford University Press.
- Perrineau, Pascal. (2003). *Le désenchantement démocratique*, Éditions de l'aube.
- Pharr S. J. et Putnam R. D. (éds.). (2000). *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries?* Princeton (N.J.) : Princeton University Press.
- Putnam, R. D. et Bowling. (2000). *Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York : Simon & Schuster.
- Rosanvallon, Pierre. (2006). *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Éditions du Seuil.
- Schumpeter, Joseph. (1990). *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris : Payot.
- Sommier, Isabelle. (2000). *Le nouveau des mouvements sociaux contestataires*. Paris : Flammarion.
- Sue, Roger. (2003). « Le lien d'association : un nouvel horizon pour la démocratie », dans Édith Heurgon et Josée Landrieu (dir.), *Des « nous » et des « je » qui inventent la cité*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, pp. 79-93.
- Suleiman, Ezra. (2003). *Le démantèlement de l'État démocratique*, Paris : Éditions du Seuil.
- Tilly, Charles. (2004). *Contention and Democracy in Europe, 1650-2000*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Vidjinnagni Adjovi, Emmanuel. (2006). « Mobilisations citoyennes et démonopolisation du travail politique au Bénin », *Perspectives Afrique*, Vol.1, No.3, pp. 187-223.



Défendre la démocratie et dénoncer l'autoritarisme - l'épreuve indienne

Prakash Louis

Écrivain, ancien directeur de l'Institut social indien, New Delhi

Constitution indienne et centralité de la démocratie

Le Dr B.R. Ambedkar, architecte de la Constitution indienne, a brièvement souligné les principales caractéristiques de la démocratie. « La démocratie politique repose sur quatre principes fondamentaux qu'on peut énoncer ainsi :

- i) La personne est une fin en soi ;
- ii) La personne possède certains droits inaliénables qui doivent être protégés par la Constitution ;
- iii) la personne ne doit pas être tenue de renoncer à un de ses droits constitutionnels en tant que condition préalable à la réception d'un privilège ;
- iv) l'État ne doit pas déléguer de pouvoirs à des personnes privées pour qu'elles gouvernent autrui.

Malgré tous ceux qui se sont opposés à lui lors de la rédaction de la Constitution de l'Inde, il s'en est tenu à ces principes démocratiques et a veillé à ce qu'ils fassent partie intégrante de la Constitution.

Mais aujourd'hui, les citoyens de l'Inde sont profondément affectés par la destruction de la démocratie et de la laïcité de ce pays. Morosité et dépression totales envahissent la masse des citoyens ordinaires. Inquiets, ils voient leurs dirigeants s'enfoncer dans le mensonge et la mythification du progrès tandis que la vaste majorité de la population est confrontée à la famine et à la mort, s'engager dans une poursuite agressive et non démocratique de la politique sur la base de la majorité religieuse et diviser la populace au nom de la caste, de la classe, de la région, de la religion, de la langue et de l'affiliation politique.

D'un côté, le pays semble s'éloigner d'une pratique ancienne de la non-violence, de l'harmonie communautaire, de la coexistence pacifique, du respect envers les différentes pratiques culturelles, de la prospérité économique pour tous, de l'appropriation d'une destinée commune pour tous les Indiens, de l'adhésion aux principes constitutionnels de la démocratie, de la laïcité, du socialisme, etc. D'un l'autre côté, on constate une violence planifiée et programmée contre les Dalits, les autochtones, la plupart des castes arriérées, les minorités, les enfants et les femmes de ces communautés. Les détenteurs du pouvoir ou ceux qui gravitent autour d'eux se font justice eux-mêmes, créant ainsi une culture de violence comme norme acceptée par l'administration politique. Non seulement on impose une régulation

culturelle, mais même les habitudes alimentaires des Indiens doivent être décidées et déterminées par quelques mécréants. Au lieu de dénoncer le crime, on se glorifie via des *selfies* et des célébrations ; même les matchs de cricket sont utilisées pour projeter un scénario de guerre et entretenir chez les jeunes un sens malsain du nationalisme en projetant une image de « l'ennemi, cet autre », etc. À travers tout cela, grands perdants sont la démocratie et la très grande majorité de la population qui a grand besoin d'une forme démocratique de gouvernement.

Les régimes autoritaires qui dénigrent la démocratie

Selon les mots de Tom Hollo : « Soudain cette réalité devient terriblement évidente pour de plus en plus de gens. À l'heure actuelle, la démocratie est attaquée et l'autoritarisme s'intensifie, dans un processus inextricablement lié à la crise écologique, à l'augmentation des inégalités et à la montée de la haine. La répression et la criminalisation des manifestations et de la défense des droits, la mise en accusation des lanceurs d'alerte et les perquisitions dans les médias, ainsi que la mainmise sur les partis politiques et les mécanismes régulatoires par des entreprises, ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Ceux d'entre nous qui travaillons pour une transformation sociale de quelque manière que ce soit constatent que nos efforts, qui se sont toujours heurtés à la résistance des détenteurs du pouvoir, sont de plus en plus ignorés par les décideurs intégrés dans des systèmes qui sont de plus en plus difficiles à qualifier de démocratiques. »

La compréhension de Tim Hollo de la dévaluation et de la destruction de la démocratie est tout à fait appropriée pour l'Inde. Même s'il y a eu de nombreuses difficultés à mettre en pratique les principes démocratiques en Inde au cours des 60 dernières années, il y a tout de même eu des tentatives pour les pratiquer. Mais au cours des 10 dernières années, il y a eu un complet mépris des principes et pratiques démocratiques. Il y a eu des efforts systématiques pour renforcer l'ancien système oppressif des castes, pour ramener le système d'exploitation féodal, pour reléguer les femmes au foyer et à la maison en rétablissant le patriarcat, pour s'engager dans des discours de haine et ainsi susciter la peur et la terreur au sein des minorités, pour offrir des opportunités économiques aux corporations et dans le même temps nier un salaire journalier pour la classe ouvrière, pour éliminer toutes les institutions nationales qui sont censées défendre les valeurs constitutionnelles et en faire les laquais du régime politique, pour se dispenser de remplir les obligations gouvernementales et utiliser encore moins les principes de bonne gouvernance, pour propager des mensonges et des mythes comme s'ils étaient vrais et ainsi réussir à bernier la classe moyenne, pour utiliser le pouvoir de l'argent, la force musculaire et la puissance de l'esprit afin de gagner des élections et former des gouvernements, pour prétendre être une puissance mondiale tout en n'offrant ni leadership ni bonne gouvernance en temps de crise.

La note d'information 178 qu'Oxfam a publié en 2014 dans son document *Working for the Few: Political capture and economic inequality* (« En finir avec les inégalités extrêmes : confiscation politique et inégalités économiques ») saisit très bien le lien entre le pouvoir politique autocratique et la forte croissance économique de quelques-uns. Ce document souligne le fait troublant que lorsque la richesse capte l'élaboration des politiques gouvernementales, les règles penchent du côté des riches, souvent au détriment de tous les autres. Les conséquences

incluent l'érosion de la gouvernance démocratique, l'écroulement de la cohésion sociale et la disparition de l'égalité des chances pour tous, l'élargissement du fossé entre les riches et les pauvres, entre les hommes et les femmes.

Économie politique de l'autoritarisme et du populisme en Inde

Plus haut on a décrit la compréhension du lien entre le pouvoir politique autocratique et la forte croissance de la croissance économique de quelques-uns et le fait que cela s'applique totalement à la situation actuelle en Inde. Mukesh Ambani, un des ploutocrates de l'Inde, est devenu de plus en plus puissant économiquement, non seulement en Inde, mais aussi au plan international. Il est aujourd'hui le 8^{ème} homme le plus riche au monde. *Economic Times* a rapporté que *Reliance Industries Limited* a accumulé 2.000 milliards de roupies (27 milliards US\$) au cours des derniers mois grâce à des investissements stratégiques. De même, Gautam Adani qui était un petit entrepreneur est maintenant devenu l'une des personnes les plus riches de l'Inde. NDTV a rapporté qu'Adani Green investira 450 milliards de roupies (6 milliards US\$) pour construire un méga projet solaire en Inde.

Alors que des magnats d'entreprise comme Ambani et Adani récoltent une richesse sans précédent en cette période de pandémie, plus des deux tiers des Indiens sont acculés à la famine et à la mort. Avant la Covid-19, on rapportait que deux tiers de la population en Inde vivait dans la pauvreté absolue, c'est-à-dire que 68,8 % de la population vivait avec moins de 2 \$ par jour, soit environ 130 roupies. Plus de 30 % avaient moins de 1,25 \$ par jour, soit 100 roupies.

Janashakti, une organisation de la société civile située à Karnataka, dans son rapport rédigé suite à un sondage entrepris auprès de 1387 travailleurs de différents secteurs et membres de groupes marginalisés dans l'État, a constaté qu'un accablant 82 % d'entre eux n'avait pas d'argent pour acheter les denrées alimentaires essentielles et gérer leurs maisons. Près des trois quarts des agriculteurs parmi les participants ont déclaré qu'ils n'arrivaient pas à vendre leurs produits, et parmi ceux qui arrivaient à les vendre, près des quatre cinquièmes ont subi de lourdes pertes. Plus de la moitié des participants ont déclaré n'avoir pas eu accès à une quelconque aide gouvernementale pendant la période de confinement. Alors que les maisons d'affaires de l'Inde ont emprunté d'immenses sommes auprès des banques et ont quitté le pays avec l'appui des politiciens et de la police, l'immense majorité des Indiens ne peut même pas emprunter sans garantie à des fins agricoles. Et ils ne reçoivent aucun crédit de la part du gouvernement non plus. Ainsi, ils sont forcés de rester dans une pauvreté extrême.

Au fil des ans, les politiciens indiens, pendant la Journée de l'indépendance et les célébrations du jour de la République, sont toujours prompts à souligner qu'ils soutiennent les valeurs constitutionnelles. Mais les minorités et les communautés plus vulnérables existent pour être opprimées et exploitées. Le lynchage des musulmans au nom de la protection des vaches est directement en contravention des valeurs de la constitution, mais cela se fait sans répercussions. D'après un rapport, au cours des 18 derniers mois, il y a eu 24 lynchages en lien avec cette question d'abattage d'une vache ou de la contrebande présumée de bovins. Asgar Qadri a écrit : « La question la plus pressante est de savoir comment des membres ordinaires d'une nation en viennent à acquérir un cadre cognitif qui les motive à lyncher un

autre être humain ? Pour que les lynchages deviennent routiniers comme c'est le cas en Inde, un nombre considérable de membres de la nation doivent en être venus à abriter secrètement un potentiel de tueur. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'un régime peut faire appel à cette volonté et offrir un environnement institutionnel dans lequel le libre arbitre se traduit dans la pratique. Les scènes de foules flagellant des musulmans ont marqué un nouveau creux pour la démocratie de l'Inde ».

Prenant conscience de la situation, la Cour suprême de l'Inde a suggéré qu'une loi soit promulguée pour lutter contre le lynchage. Elle les a qualifiés « d'actes épouvantables de *mobocracy* (pouvoir abusif d'une foule) », et a demandé au président de légiférer pour faire du lynchage une infraction distincte, entraînant une sanction. Elle a déclaré que l'engourdissement croissant de l'Indien ordinaire face aux fréquents incidents de lynchage qui se déroulent sous ses yeux, dans une société fondée sur la règle de droit, est choquant. Elle a donné une prescription de 11 points pour mettre fin à cette malveillance sociale, politique et culturelle. L'une des prescriptions était que « les gouvernements fédéral et des états devraient diffuser à la radio et à la télévision et dans d'autres plateformes médiatiques, dont les sites web officiels, que le lynchage et la violence de foule entraîneront de sérieuses conséquences ». Mais ni le gouvernement fédéral ni les gouvernements des états n'ont fait quoique ce soit pour faire face à ce crime épouvantable.

Un gouvernement non démocratique est une plus grande pandémie

C'est un fait sociologique que durant une crise un pays révèle ses principes fondamentaux. Cela est encore plus vrai en ce qui concerne l'Inde durant ce temps de pandémie. La covid-19 a affecté tous les pays et gouvernements. Mais il est extrêmement regrettable que les dirigeants de l'Inde, non seulement n'ont pas planifié en temps opportun et de manière appropriée leur réponse, mais n'ont pas non plus planifié correctement le confinement. Le confinement en Inde en est à sa cinquième phase. Qu'il s'agisse de la première, de la deuxième, troisième ou quatrième phase, le gouvernement de l'Inde n'a pratiquement pas montré sa compréhension des effets du virus qui a affecté le monde entier ; il n'avait pratiquement aucun plan d'urgence pour répondre à ce virus mortel ; il n'a pratiquement montré aucune volonté politique de répondre aux problématiques émergeant à cause du virus et du confinement. Par-dessus tout, il a fait peu de cas des femmes responsables de maisonnées, des personnes à haut risque et particulièrement des travailleurs migrants. Il a montré peu d'ouverture pour consulter ceux qui pouvaient contribuer à protéger et à promouvoir une population de plus de 1.320 millions ; il n'a fait preuve d'aucune sincérité pour mettre en place ses propres plans. À l'exception de sa revendication d'être « un leader mondial » dans la réponse à la crise provoquée par le virus, il a pratiquement sacrifié les vies des citoyens.

Ainsi que beaucoup l'ont mentionné avec souffrance et colère, le gouvernement de l'Inde a été et est engagé dans des réponses-réflexes, dans des pratiques obscures et obscurantistes, dans des actions extrêmement mal planifiées et mal ficelées. Il a fait de grandes promesses, mais n'a pas mis en place les systèmes et mécanismes pour les réaliser ; il a cyniquement pointé du doigt les pays où le nombre de cas positifs au virus augmentait ; il s'est vanté d'avoir imposé le confinement sans avoir mis en place d'autres mesures nécessaires. Nonobstant le fait qu'il est un gouvernement au niveau fédéral, il n'a pas tenu compte des points de vue ni

des efforts des gouvernements des états et maintenant, ne sachant plus quoi faire, il rejette la responsabilité sur les gouvernements des états ; il ne prend pas note du bon travail de plusieurs gouvernements d'état, d'organisations de la société civile, d'organisations religieuses, et même d'individus, etc.

Un des segments de la population indienne qui a été complètement et fondamentalement trompé et dévasté tant par les omissions que par les actions de la part du gouvernement de l'Inde, est la catégorie des travailleurs migrants. Depuis le 25 mars 2020, l'épouvantable sort des travailleurs migrants a fait les manchettes tant des médias nationaux qu'internationaux. Ce segment de la population qui vient des castes et classes les plus basses sont la colonne l'épine dorsale de l'économie indienne. Mais ils sont les grands absents dans les annonces et déclarations, programmes et plans, soulagements et aides gouvernementales.

En dépit du fait que les travailleurs migrants étaient sur la route, marchant des centaines et des milliers de kilomètres depuis le mois de mars, il n'y a eu aucun plan pour les aider à rentrer chez eux, leur offrir de l'aide ou des arrangements de transport. Quoique beaucoup soient morts en route, aient été tués, écrasés par des trains, etc. aucune attention ne leur a été accordée pour résoudre leurs problèmes. Il est de plus en plus évident que cela n'était pas dû à une carence de volonté politique de l'élite gouvernante pour leur venir en aide durant le confinement, il semble bien qu'au contraire ils voulaient que ceux-ci soient tout simplement effacés de la surface de la terre.

Quand le Premier Ministre s'est adressé à la nation le 12 mai 2020, il n'y a rien eu de substantiel dans son discours qui puisse être noté comme étant bénéfique pour les citoyens de ce pays. Dès le premier jour où le confinement a été imposé de force, il y a eu des histoires d'agonie et d'angoisse provenant des millions de travailleurs migrants devant retourner chez eux. Mais le Premier Ministre, qui se vante d'être le «sauveur» des pauvres et de la classe ouvrière, n'a même pas dit un mot à leur sujet. Sans même parler des travailleurs migrants, il n'y a rien eu pour les citoyens indiens. Tout en disant que son gouvernement offrait 20 millions de roupies (*lakh crores*) pour des projets, il a joué une politique non démocratique.

Dans son discours à la nation, le premier ministre n'a parlé d'économie que du bout des lèvres. De plus, il a caché certains faits et chiffres et présenté des mensonges comme étant des faits. Les économistes sont d'avis qu'en l'absence d'une impulsion pour le crédit de la part des banques, une reprise rapide du crédit à l'industrie, aux services et à l'agriculture semble difficile. Et un assouplissement supplémentaire des taux pourrait pousser l'inflation à la hausse. Ainsi, d'un côté, il ne semble pas y avoir de possibilités de relance économique pour l'amélioration du sort du citoyen ordinaire de ce pays. D'un autre côté, il y a la possibilité d'une inflation qui ne fera qu'empirer les misères de ceux et celles qui vivent aux frontières de la société.

Avec l'obligation non planifiée et sans scrupules du confinement, le blé, les graines oléagineuses et les légumineuses n'ont pas pu être récoltés. Cela a mis les agriculteurs dans une situation désastreuse. Et cela a ajouté aux difficultés et à l'inquiétude des travailleurs agricoles qui auraient gagné une partie de ces produits pour leur consommation. Certains parviennent à gagner assez de grains pour au moins six mois de l'année. Maintenant, ils sont

de nouveau acculés à la famine. De plus, à cause des pluies maintenant, les cultures comme celles de la pomme de terre, des mangues, des litchis, etc. ont été sévèrement affectées. Non seulement il n'y a pas de compensation pour ces agriculteurs, mais des législations anti-agriculteurs sont promulguées.

Le premier ministre a insisté sur les systèmes axés sur la technologie où tout sera à l'usage des citoyens. Si cela est vrai, pourquoi cela n'a-t-il pas été utilisé quand des millions de migrants ont dû marcher pendant des jours, des semaines et des mois pour retourner chez eux ? Pourquoi une mère devrait-elle attacher son enfant sur un charriot et le tirer pendant des kilomètres ? Où était et où est cette technologie qui est censée conduire le pays ? Est-elle seulement pour une élite qui pille et détruit ce pays ? Pourquoi cette technologie n'a-t-elle pas été utilisée pour le transport des travailleurs migrants qui sont l'épine dorsale de l'économie de ce pays ? Ne trouvant aucune réponse à ces questions, les citoyens ordinaires et conscients se sentent complètement trompés, vaincus et anéantis.

Il est vraiment amusant d'entendre le premier ministre parler d'une économie dynamique à ce stade. Depuis qu'il est entré en poste, lui et sa coterie ont réussi une chose, à savoir la destruction de chaque institution démocratique, l'une après l'autre. Qu'il s'agisse de la Cour suprême et du système judiciaire, du Bureau central d'enquêtes (CBI), de la Banque centrale de l'Inde (RBI), de la Commission nationale des droits humains, de la Commission nationale des minorités, de la Commission sur les tribus et castes à reconnaître, de la Commission de planification, etc., toutes ont été détruites et anéanties sans espoir de restauration.

La Constitution de l'Inde est l'autorité ultime et facteur décisif. Mais maintenant, il y a une tentative de contourner et de tordre la constitution elle-même pour l'accommoder à la philosophie « d'une nation, une culture, un peuple, un chef ». Au lieu de l'état de droit, ce qui se pratique en Inde est la *jungle raj*, c'est-à-dire un gouvernement par un parti et un leader antidémocratiques, autoritaires et autocratiques. Lorsqu'un membre élu du parti au pouvoir peut se promener avec une batte de cricket à la main pour battre les fonctionnaires du gouvernement, alors nous avons même franchi la limite de la barbarie. Ce qui est déprimant, c'est que ce genre de violations flagrantes de la loi va enhardir d'autres à commettre des actions similaires. Cela leur confère aussi une légitimité.

Action collective pour une destinée commune pour l'Inde

Le 18 septembre 2020, le juge A.P. Shah a prononcé l'allocution commémorative pour feu le juge Hosbet Suresh, intitulée *The Supreme Court in Decline: Forgotten Freedoms and Eroded Rights* (La Cour suprême en déclin : libertés oubliées et droits érodés), et citant le livre de Steven Levitsky et Daniel Ziblatt *How Democracies Die* (Comment meurent les démocraties), il déclarait : « La plupart des effondrements démocratiques ont été causés non par des généraux et des soldats, mais par des gouvernements élus ». Ce livre documente plusieurs exemples sur la façon dont les dirigeants élus ont subverti les institutions démocratiques dans le monde. Cette subversion s'effectue avec la sanction constitutionnelle des urnes, et même avec l'approbation du législateur et du pouvoir judiciaire. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui en Inde.

Cette Inde émergente offre à l'Église et aux jésuites l'occasion de comprendre les sphères socio-économique, politique, de gouvernance, culturelle, religieuse et spirituelle de l'Inde. Les jésuites en tant que force progressiste et puissante peuvent utiliser les tendances émergentes et jouer un rôle majeur pour mettre en l'avant les valeurs constitutionnelles de justice, de liberté, d'égalité et de fraternité. Les jésuites ont également le devoir de travailler en alliance avec les masses de gens ordinaires, les citoyens conscientisés, les intellectuels et les militants préoccupés afin de renforcer et ré-établir à nouveau une république indienne souveraine, socialiste, laïque et démocratique.

Dans ce contexte, il est avantageux de mettre en l'avant les préférences apostoliques universelles (PAU) et de voir comment nous pouvons les mettre en pratique. En ce qui a trait à la première préférence (« Montrer le chemin vers Dieu à l'aide des Exercices spirituels et du discernement ») on peut dire qu'il s'agit, tant dans notre vie que dans notre mission, de voir, de toucher, d'entendre, de parler, de contempler et de faire confiance à Dieu en tout et toujours. Allant au-delà d'une spiritualité individualiste, nous pouvons – dans l'examen de conscience personnel, communautaire, apostolique, à travers la conversation spirituelle, des célébrations eucharistiques et des pratiques spirituelles significatives, le discernement personnel et apostolique – nous évangéliser de nouveau en mettant cette préférence en pratique. Au-delà encore, des commissions pastorales, de renouveau, éducatives, sociales, de jeunesse, de communication et de formation doivent se réunir afin de discerner et de développer un programme d'actions qui soit significatif, spirituel et durable ainsi qu'une spiritualité pour une action collective dans un pays pluraliste.

La deuxième préférence (« Faire route avec les pauvres... en promouvant une mission de réconciliation et de justice ») est fondamentale pour les jésuites. Au fil des ans, cette « option préférentielle pour les pauvres » est devenue un mandat missionnaire intégré pour les jésuites. La CG 32, d. 4, §42, appelle dans des termes clairs et catégoriques à des changements personnels, institutionnels et structurels. « L'engagement pour la promotion de la justice et pour la solidarité avec les sans-voix et les sans-pouvoirs, exigé par notre foi en Jésus-Christ et par notre mission d'annoncer l'Évangile, nous amènera à nous informer sérieusement des difficiles problèmes de leur vie, puis à reconnaître et à assumer les responsabilités qui sont les nôtres dans l'ordre social. » Les jésuites sont les mieux placés pour marcher avec les pauvres et les exclus, pour s'exposer afin de protéger et promouvoir leurs droits et pour s'engager dans un processus de réconciliation entre les différentes forces par la justice, la paix, la démocratie et la laïcité. Cela n'est pas du travail social comme cela est parfois faussement interprété, mais un travail en vue de la réconciliation et le salut de tous, en particulier des personnes marginalisées.

« Accompagner les jeunes » : la troisième préférence, constitue un mandat ecclésial et existentiel. L'Église a toujours accordé une importance particulière à la jeunesse. Le Pape François a confié un mandat missionnaire aux jeunes qui comporte trois impératifs : (1) Va (2) sans peur (3) pour servir. Ce mandat missionnaire découle de la force de l'amour de Jésus. Par conséquent, le mandat missionnaire de partager cette bonne nouvelle avec et par les jeunes de toutes les castes, classes, genres, religions, régions, langues ou orientations peut faire de nous de véritables chrétiens indiens. Un gouvernement autoritaire et populiste tente d'attirer les

jeunes avec d'innombrables mythes, mensonges et tromperies. Nous devons accompagner les jeunes pour qu'ils connaissent la vérité, soient libérés par la vérité et qu'ils soient au service de la vérité.

« Pour collaborer au soin de notre maison commune » : c'est la quatrième préférence. L'enseignement de l'Église sur la responsabilité environnementale et l'intendance des ressources naturelles est enraciné dans le message de la Genèse : les biens de la terre sont des dons de Dieu. La relation de l'être humain avec le monde fait partie constitutive de son identité humaine. Cette relation est à son tour le résultat d'une autre relation encore plus profonde entre l'homme et Dieu. Le Seigneur a fait l'être humain co-créateur. Mais lorsqu'il existe un régime politique antidémocratique qui favorise le profit individuel et l'accumulation des richesses en détruisant la création de Dieu, on doit lui résister, conjointement avec les forces démocratiques et laïques.

Chaque effort pour mettre en œuvre les PAU dans ce contexte doit considérer à la fois les facteurs facilitants et les conditions contraignantes. De plus, les jésuites sont appelés à renforcer les facteurs facilitants et à réduire les contraintes afin que ces préférences puissent s'incarner. Cela doit aussi être tenté au sein des structures administratives et, si elles constituent un obstacle, d'autres structures doivent être développées. Avec nos collaborateurs, nos collègues, nos anciens élèves, les personnes de bonne volonté, les organisations laïques et de la société civile, nous devons apporter une réponse personnelle, corporative, collaborative, créative et déterminée.

Original anglais
Traduction Christine Gautier



Peut-on sauver la démocratie indienne du programme nationaliste hindou du BJP ?

Virginia Saldanha

Théologienne, écrivaine et militante des droits de la femme, Mumbai

Soixante-treize ans après la libération de l'Inde de la domination britannique, notre pays se trouve empêtré dans un entrelacs de communautarisme et d'actes politiques hostiles au peuple, avec des institutions étatiques de préservation de la démocratie sévèrement affaiblies.

Pendant les 25 premières années, les gens ont été complaisants avec le Congrès national indien (INC), jusqu'à la déclaration d'urgence par Indira Gandhi en 1974-77 et l'élimination de la dissidence. Mais, les institutions démocratiques, telles le système judiciaire, ont continué à fonctionner indépendamment du pouvoir exécutif et Indira a été jugée et emprisonnée pour les excès commis durant l'état d'urgence. Un parti alternatif mis sur pied à la hâte a gouverné pendant une courte période de 3 ans. Cependant, avec le temps, la cupidité pour la richesse et le pouvoir est devenue le but prioritaire.

Cette alternative au parti INC a lentement évolué en un parti nationaliste hindou de droite appelé le parti Bharatiya Janata (BJP)¹. Au fil des ans, le pays a oscillé entre les deux partis et la démocratie indienne a été saluée comme un pays vivant et parvenu à maturité.

Le BJP s'est aligné sur les fondamentalistes hindous *Rashtriya Swayamsevak Sangh* (RSS)² qui travaillent activement sur le terrain avec un zèle missionnaire. Le nationalisme hindou a commencé à s'établir, attirant de plus en plus de gens dans son giron. L'hindouisme a revendiqué alors davantage d'adhérents que cela n'est historiquement vrai. Ils sont habiles à imaginer de nouvelles narrations qui accommodent leur vision de l'Inde moderne. Des récits ont été créés pour dépeindre les musulmans et les chrétiens comme des menaces potentielles pour la majorité hindoue. Plusieurs incidents violents ont ciblé les communautés minoritaires.

Lors des élections générales de 2014, le BJP est parvenu au pouvoir avec 282 sièges sur 545. En 2019, il est revenu avec une écrasante majorité, remportant 303 sièges sur 543 au parlement,

¹ *Bharathaya Janata Party* signifie « Parti populaire indien ». C'est le parti au gouvernement actuellement en Inde. Il prend naissance dans le *Bharatiya Jana Sangh*, qui constitue l'aile politique du groupe fondamentaliste hindou *Rashtriya Swa yamsevak Sangh*. Le *Janata Sangh* s'est associé avec d'autres pour former le parti *Janata* en 1977 après la déclaration d'état d'urgence par Indira Gandhi.

² *Rashtriya Swayamsevak Sangh* (RSS) se traduit littéralement par « Organisation nationale bénévole » et a été formé en septembre 1925 en réponse à l'oppression des hindous par le gouvernement britannique en Inde. C'est un parti de droite, nationaliste hindou, entièrement masculin et paramilitaire volontaire.

soutenu par une équipe technologique compétente pour gérer la machine de propagande. Ils ont dit qu'ils voulaient redonner à l'Inde la gloire hindoue d'antan. Le renouveau des rites hindous, des festivals et du sentiment religieux a été utilisé pour édifier une base nationaliste hindoue pour le BJP. La politique fondée sur le nationalisme religieux a divisé le pays, annonçant la mort de la laïcité. Renforcés par des discours haineux sur les communautés minoritaires, des actes de violence ont éclaté dans des quartiers où on avait jusqu'ici habité ensemble dans l'harmonie et la paix.

Au plan économique, l'Inde est passée d'une économie mixte à une économie de marché capitaliste et mondiale où les droits des travailleurs sont affaiblis. On a encouragé l'investissement privé pour créer et accumuler de la richesse par un petit nombre de personnes au prix de l'appauvrissement d'un très grand nombre de citoyens sur le marché du travail. Les capitalistes de différentes parties du monde ont trouvé profitable d'investir en Inde. En retour, de nombreux capitalistes indiens (résidents et non-résidents) ont patronné les partis politiques.

En août 2019, dans un geste scandaleux encouragé par sa deuxième victoire consécutive, le gouvernement a unilatéralement révoqué l'article 370 de la Constitution indienne, qui garantissait une autonomie spéciale au Jammu-et-Cachemire, habité majoritairement par les musulmans, et a divisé l'État en deux unités territoriales séparées, assujettissant ainsi la région au contrôle direct du gouvernement central. Une répression totale des communications, des restrictions de mouvements et des détentions massives ont rendu possible ce changement dans la région. En violation des obligations internationales de l'Inde, l'ensemble de la population du Cachemire a été privée de son droit à la liberté d'expression. On a censuré les médias et incarcéré les dirigeants politiques, avec peu de possibilités de recours ou même aucune. Le confinement pendant la pandémie Covid-19 a marginalisé encore plus la population du Jammu-et-Cachemire (J&K) et a gravement affecté leur accès à la justice.

L'opposition croissante aux modifications apportées aux lois sur la citoyenneté a vu le gouvernement utiliser une panoplie de lois restrictives, y compris une législation sur la sécurité nationale et le contre-terrorisme, afin de pouvoir arrêter et emprisonner les défenseurs des droits humains, les manifestants et critiques pacifiques. De nombreuses arrestations ont été faites sur la base d'accusations fictives. L'alliance pour la société civile mondiale CIVICUS³ déclare dans un rapport du 22 septembre 2020, qu'à peine un an après le début du deuxième mandat du premier ministre Narendra Modi, il existe un environnement de plus en plus répressif pour la liberté d'expression, d'association et d'assemblée. Le pouvoir incontrôlé donné aux forces policières est utilisé contre des citoyens ordinaires, pour faire taire les dissidents ; contre les *Adivasis* et les habitants de forêts pour s'emparer de leurs terres ; ou pour organiser des « affrontements policiers » qui ciblent les groupes minoritaires.

À l'occasion du 70^e anniversaire de la naissance de la Constitution, l'Inde a été rétrogradée de 10 places dans l'indice mondial de démocratie de l'*Economist Intelligence Unit*.

³ CIVICUS est une alliance internationale des organisations de la société civile et de militants voués au renforcement de l'action citoyenne et de la société civile à travers le monde.
<https://www.civicus.org/index.php/who-we-are/about-civicus> visité le 25 sept.2020

Depuis 2014, le gouvernement NDA a fait reculer les droits des citoyens par des « amendements » aux lois, habilement conçus pour freiner toute menace perceptible pour le gouvernement, ou pour paver la route à la prospérité des entreprises. Tirant avantage de leur majorité au parlement, le gouvernement a adopté des projets de loi avec pour ainsi dire aucun débat. En augmentant le recours aux ordonnances pour l'adoption des lois, le gouvernement se moque des normes démocratiques et sape l'esprit de la démocratie parlementaire.

La pandémie Covid-19 a fourni une bonne excuse pour restreindre les règles parlementaires afin de limiter l'intervention de l'opposition dans le processus d'adoption des lois. Plusieurs projets de loi controversés ont été adoptés au cours de la session parlementaire en cours.

Des distractions, telle l'arrestation et la mise en examen de vedettes de cinéma à l'occasion d'un cas de suicide d'une star, contribuent à divertir l'attention des vrais problèmes de l'économie qui était déjà engagée dans une spirale descendante avant la pandémie. La totale mauvaise gestion du confinement a entraîné des souffrances indicibles et la mort de nombreux travailleurs migrants pauvres.

Alors que l'Inde possède un groupe dynamique de militants, hommes et femmes, ils sont toutefois une minorité. La grande majorité des citoyens éduqués ne se sent pas concernée. Ils ne vont même pas voter. La moyenne de participation aux élections oscille entre 50 et 60 %.

Pourquoi cela arrive-t-il ?

1) Consentement de la classe moyenne

On enseigne aux catholiques à suivre les règles et les règlements, et non à vivre leur foi dans le monde. La politique est considérée « sale » donc ils ne s'en mêlent pas. Alors que nous excellons pour la charité, l'action politique est au-delà de notre conscience. Ce consentement vaut pour l'ensemble de la classe moyenne indienne. Il y a un grave manque de mouvement populaire venant des gens.

2) Patriarcat

Patriarcat et démocratie ne sont pas compatibles tandis que féminisme et démocratie font bon ménage. La démocratie repose sur le cadre des droits humains. « *Le féminisme n'a pas fait de guerres, il n'a ni tué des adversaires, ni installé des camps de concentration, ni affamé des ennemis, ni fait preuve de cruauté. Ses luttes ont été pour l'éducation, le droit de vote, de meilleures conditions de travail, la sécurité dans les rues, la garde d'enfants, le bien-être social, des centres de crise pour les victimes de viol, des refuges pour femmes et des réformes législatives.* »⁴ Bien que toutes les femmes ne soient pas féministes, plusieurs hommes sont des féministes consommés. Nous devons cultiver les perspectives et qualités féministes. Jésus a été le premier féministe. Il s'est dressé contre les normes et traditions patriarcales oppressives de son temps. Nous devons de cultiver les valeurs féministes qu'il a enseignées, comme l'amour, la justice, un leadership de service et l'abnégation.

⁴ Spender, Dale. (dec. 1990). *Man-Made Language*, Routledge & Kegan Paul Books.

La démocratie, c'est le gouvernement qui travaille pour le peuple. Il promeut l'égalité, respecte tous les citoyens au-delà de leur statut financier ou social. La démocratie se construit sur l'idée que les dirigeants sont élus pour servir le peuple, proche du leadership de service enseigné par Jésus, avec une attention particulière envers les pauvres et les sections les plus vulnérables de la population.

Le patriarcat privilégie l'homme et établit des structures hiérarchiques où les hommes riches des hautes castes se trouvent au sommet de la pyramide. Les perspectives masculines demeurent et dominent toutes les prises de décisions. Cela justifie l'exploitation des pauvres, des personnes les plus vulnérables, des plus faibles y compris les femmes en vue de gains politiques et financiers. Le patriarcat fait la promotion d'un capitalisme d'exploitation et non durable, glorifie et même approuve la violence. Autant les femmes que les hommes participent à la promotion et au maintien du patriarcat. La culture et la tradition développées dans le contexte de ce système a confié le pouvoir aux biens nantis et aux rusés, ce qui a entraîné l'appauvrissement des pauvres et des marginaux.

Les stéréotypes ont créé des moules pour les gens des différentes castes/religions/genres. Les minorités de genre sont vues comme des aberrations humaines et sont souvent persécutées. Les religions minoritaires sont vues avec soupçon et jugées sur la généralisation faite à partir de manifestations superficielles. Les stéréotypes engendrent l'élitisme, l'attachement aux castes, l'homophobie, une vision aliénante des gens, et construisent des hiérarchies sociales à l'encontre de la démocratie. Souvent, on a recours à la violence pour remettre à leur place les femmes, les minorités de genre et les groupes subalternes. La femme pauvre et la fillette se trouvent au plus bas de cette pyramide patriarcale et sont les plus opprimées. Elles sont vendues, exploitées comme main d'œuvre à bon marché et elles sont aussi abusées sexuellement.

Les systèmes économiques sont construits sur des valeurs patriarcales et des modèles patriarcaux, si bien que le produit domestique brut, qui mesure le progrès économique d'un pays, oublie le travail non rémunéré que les femmes font en prodiguant les soins et le nécessaire au foyer, dans l'agriculture et dans l'immense domaine du travail bénévole. Très peu de valeur est accordée aux paysans qui produisent notre nourriture, qui est la nécessité de base pour tous. Les cols blancs et les professionnels de la technologie de l'information sont rémunérés à un niveau hors norme, parce que ce secteur est en très grande demande et qu'il génère de l'argent. Alors que l'Inde se vante de créer des hommes parmi les plus riches au monde, elle décroche la médaille pour le plus haut pourcentage de sa population qui vit sous le seuil de la pauvreté.

La voie vers l'avenir

Nous devons élargir et renforcer le mouvement actuel des femmes, qui est très alerte et actif en Inde, pour former un mouvement populaire avec une base très large. Nous devons nous mettre en réseau avec lui. Pour avoir travaillé pour la Commission pour les femmes aux niveaux diocésain, national et pour l'Asie, j'ai le sentiment que l'autonomisation des femmes n'est pas une priorité dans l'Église. Non seulement les femmes, mais même les hommes doivent être revêtu du pouvoir avec une perspective féministe ou fondée sur les droits.

Après les élections, nous devrions faire pression sur les partis politiques afin qu'ils respectent leurs promesses électorales, telles celles d'offrir une bonne éducation, des soins de santé universels et des logements abordables pour tous les citoyens. Nous devons organiser les gens pour qu'ils visitent les bureaux de leurs élus, leur écrivent des lettres et les appellent pour leur montrer que nous restons vigilants et que nous surveillons leurs résultats. Nous devons organiser des rencontres avec les dirigeants élus avant et après les sessions parlementaires.

La mondialisation des économies qui visait la création de la richesse a entraîné une dégradation massive de l'environnement. Une grande conscientisation est nécessaire pour sensibiliser les gens à l'impact de leurs modèles de consommation et de leurs modes de vie sur l'environnement. Les valeurs marchandes engendrent une « civilisation de l'avarice », alors qu'une infusion de valeurs évangéliques à travers l'exemple vécu créera une « civilisation de l'amour ».

Pour assurer la justice sociale et la protection de l'environnement, démanteler le patriarcat. Les droits humains et les valeurs humaines doivent être intégrés à toutes les étapes de l'éducation. Tous les manuels devraient refléter ces valeurs. La pensée critique doit être inculquée à travers l'éducation. Le travail dans l'agriculture, dans le domaine des soins et de la prise en charge des personnes doit être valorisé. Décourager le machisme et promouvoir le féminisme. Encourager chacun à développer ses talents et ses dons pour qu'il atteigne le plein potentiel pour lequel Dieu l'a créé. Les règles et règlements doivent refléter l'égalité et la justice sociale.

En utilisant le cadre des droits humains, nous devons critiquer les cultures d'exclusion. Enseigner que le domaine du personnel relève aussi le domaine de la politique. La manière dont nous utilisons notre statut de classe, de caste et de genre en relation avec les autres, exerce un impact sur la société. Les basses castes doivent changer leur mentalité de mendicité pour celle du respect de leurs droits, les classes/castes supérieures doivent comprendre qu'elles ne sont plus les maîtres des pauvres. En démocratie, exercer la justice relève de la responsabilité et du devoir. Enseigner aux hommes les travaux de soin, les rendre doux, attentionnés et aimants, afin qu'ils deviennent partenaires des femmes à la maison et qu'ils transfèrent ces valeurs à leurs milieux de travail. Remplacer les hiérarchies organisationnelles par un leadership circulaire.

« Si le Hindu Raj devient une réalité, ce sera sans contredit la pire calamité pour ce pays. L'hindouisme est une menace pour la liberté, l'égalité et la fraternité. À ce titre, il est incompatible avec la démocratie. Le Hindu Raj doit être empêché à tout prix » a dit le Dr B. R. Ambedkar⁵.

Ambedkar considérait une religion à travers les pratiques de son temps, et en quoi celles-ci affectaient la société dans son ensemble. Il désapprouvait fortement certaines des pratiques de l'hindouisme, en particulier le système de castes. Il critiquait l'islam à cause des maux sociaux qui prévalaient chez les musulmans. Ses paroles et ses écrits ont plaidé pour la

⁵ Dr B. R. Ambedkar (scrollroll.com) <http://www.scrollroll.com/b-r-ambedkar-quotes/> , visité le 09 septembre 2020.

création d'une Inde moderne où la religion serait comme une lumière directrice et non comme un ensemble de prescriptions auxquelles les gens doivent adhérer à tout prix.⁶ Il critiquait le christianisme à cause de l'attitude des maîtres coloniaux chrétiens de l'Inde envers les gens des autres confessions religieuses, mais il admirait les enseignements de Jésus.

Ainsi, nous devons mettre en évidence et promouvoir les valeurs positives des différentes croyances et cultures. Critiquer la mauvaise utilisation de la religion à des fins politiques. Mettre en avant les valeurs humaines et rendre sacrés les droits humains.

Les chrétiens ont la feuille de route de la mission que Jésus nous a confiée dans Lc 4, 15-19 et dans les évangiles. Malheureusement, le groupe dirigeant de l'Église n'a pas été pleinement à la hauteur de cette mission. Il met l'accent sur ses institutions, son pouvoir et son emprise sur le monde. Il réduit au silence les critiques, dissimule ses torts et ne rend de comptes à personne. Nous devons d'abord mettre de l'ordre dans notre maison avant de pointer du doigt un gouvernement corrompu.

Le groupe dirigeant de l'Église devrait radicalement se changer lui-même ainsi que ses systèmes pour devenir le levain dans la pâte de la société indienne. Les militants chrétiens trouvent plus satisfaisant de s'engager avec des militants laïcs qui croient aux valeurs humaines fondamentales, plutôt qu'avec l'Église. Dans l'Europe chrétienne, alors que les églises sont vides, les rues sont remplies de manifestants contre la dégradation environnementale, pour le mouvement Black Lives Matter, les migrants et les réfugiés. Ils croient à Jésus tel qu'ils le découvrent à travers les évangiles, non en un Jésus enseigné par le clergé.

Au niveau mondial, nous devons faire pression sur l'ONU pour qu'elle élargisse son engagement avec la société civile. Un canal de communication doit être mis en place pour que les personnes d'un pays puissent appeler l'ONU à intervenir quand les gouvernements se livrent à des violations à grande échelle des droits humains. À l'occasion du 75^e anniversaire de sa création, une discussion a eu lieu sur le renforcement des voix et de la participation de la société civile, du secteur privé, du milieu universitaire et d'autres acteurs non étatiques dans le travail de l'ONU. Les personnes qui travaillent au niveau local doivent avoir plus de poids au Conseil économique et social des Nations Unies. L'Église catholique devrait s'assurer que son représentant à la fois au Conseil et au Comité sur le statut de la femme soit une femme féministe.

La voix prophétique du Pape François a un impact significatif dans le monde, mais malheureusement, il a des vues dépassées concernant les femmes. Les jésuites dirigent des institutions éducatives qui exercent une grande influence, et qui pourraient être des terrains fertiles pour opérer des changements. En même temps que d'encourager la génération actuelle à élever la voix contre les actions non-éthiques et antidémocratiques des gouvernements, l'éducation au changement reste fondamentale pour l'avènement d'un monde nouveau où

⁶ Vishnu NS in 35 B.R. Ambedkar, *Quotes on the Constitution, Hinduism, Islam and India*, <http://www.scrollroll.com/b-r-ambedkar-quotes/> , visité le 9 septembre 2020.

règnent la justice, l'égalité et la paix. Il est impératif d'entrer en partenariat avec les femmes et les hommes qui ont des perspectives féministes.

Les jésuites devraient s'engager davantage dans le travail pastoral ! Aider et encourager les gens à changer leurs pratiques de foi en mettant l'accent sur une spiritualité orientée vers un mode de vie durable et holistique. Arundhati Roy a déclaré : « Un autre monde est non seulement possible – il est en route. » Attirez des personnes avec une perspective féministe qui rende possible cet « autre monde ». Si la vie chrétienne passe du ritualisme vers une spiritualité fondée sur les valeurs évangéliques de compassion, de solidarité, de promotion de la justice et de la paix, alors un autre monde est possible.

Original anglais
Traduction Christine Gautier



Défis à la démocratie en Inde

Irfan Engineer

Directeur, Centre d'étude de la société et de la laïcité (CSSS), Mumbai

- *La capacité de l'homme à faire justice rend possible la démocratie ; mais la tendance de l'homme à commettre l'injustice rend la démocratie nécessaire – Reinhold Nieburh*
- *La démocratie ne peut réussir que si ceux qui expriment leur choix sont prêts à choisir judicieusement. C'est pourquoi, la véritable sauvegarde de la démocratie réside dans l'éducation – Franklin D. Roosevelt*
- *La démocratie n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité – Albert Camus*
- *La démocratie se nourrit d'arguments, de discussions sur la meilleure manière d'avancer. C'est la raison pour laquelle le respect de l'opinion des autres fait partie de la démocratie – Richard von Weizaecker*

Le concept de démocratie évoque deux choses en nous – avoir une plus grande appropriation ou implication dans la gouvernance ; l'égalité. La démocratie est au minimum un système de gouvernance, mais c'est bien davantage que cela. Abraham Lincoln a décrit ce système avec sa phrase célèbre : un gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple. Nous avons connu trois types d'états : la **monarchie**, gouvernée par un seul dirigeant – l'empereur affirmant que son règne est de droit divin, avec un principe de succession dynastique et l'appui de l'Église (pas seulement des chrétiens, mais de toutes les institutions religieuses) ; l'**oligarchie**, où l'autorité qui exerce le pouvoir est choisie parmi une classe minoritaire élitiste ; et la **démocratie**, où une partie plus large du peuple choisit ses dirigeants et les revêt d'autorité.

La démocratie renverse l'équation existant entre les gouvernants et les gouvernés. Dans une monarchie et une oligarchie, l'Église et le divin sont considérés comme souverains et sources du pouvoir. Les sujets ne sont que des bénéficiaires bienveillants dont le consentement n'est pas nécessaire pour gouverner. Comme le croyait Thomas Hobbes (1588-1679), les êtres humains sont fondamentalement des créatures égoïstes et leur état naturel d'existence serait celui d'un état permanent de guerre. Un monarque absolu restaure l'ordre et la paix en ayant recours à la peur du châtement. En démocratie, par contre, la souveraineté appartient au peuple. Tous les êtres humains possèdent intrinsèquement des droits et ils s'unissent dans un contrat social afin de déléguer du pouvoir à certaines autorités de l'État qui doivent rendre des comptes au peuple.

L'étymologie du mot démocratie vient de la combinaison de deux mots grecs – *demos*, qui signifie le peuple, et *kratos* qui veut dire pouvoir ou autorité. Ainsi, en théorie et idéalement,

la démocratie signifie que le pouvoir appartient au peuple. Celui-ci élit le gouvernement pour une période déterminée, lui confère une autorité appropriée et en retour le gouvernement est responsable devant le peuple. Les représentants du peuple délibèrent sur la fiscalité, le budget, diverses questions politiques, et supervisent les organismes d'application de la loi et la mise en place de l'ordre public. Toutefois, ceci n'est que la situation idéale.

Que les représentants élus soient capables ou non de superviser efficacement les lois et leur mise en œuvre, pour le plus grand bien des citoyens, dépend de plusieurs facteurs. Y a-t-il une constitution écrite ou un contrat social qui donne aux représentants élus des pouvoirs efficaces qui leur permettent d'obliger l'exécutif à rendre des comptes au peuple ? Est-ce que les représentants du peuple peuvent exercer un contrôle effectif sur la taxation et le budget ? Y a-t-il une structure institutionnelle, tel un comité des comptes publics, pour surveiller les dépenses publiques et qui est composé de membres de tous les partis élus au parlement ? Y a-t-il un vérificateur indépendant, appuyé par des dispositions constitutionnelles, qui a accès à tous les dossiers et documents de l'exécutif afin de vérifier les dépenses de l'exécutif ? Y a-t-il des mécanismes indépendants et efficaces pour recevoir les plaintes légitimes des citoyens concernant le non-respect par l'état ou l'administration publique des lois ou règlements, ou pour le déni de leurs droits ou revendications légales, ou pour refus de services de la part de l'administration publique, ou encore pour des raisons de discrimination ? Y a-t-il un système judiciaire indépendant pour trancher les conflits entre citoyens et entre les citoyens et l'État ? Les médias sont-ils indépendants pour informer et rapporter à la population les diverses politiques, mesures et actions du gouvernement ; où des débats ouverts peuvent être menés dans la sphère publique ? Existe-t-il des lois et des mécanismes pour permettre aux citoyens d'exercer leur droit à l'information, ce qui rend les actions gouvernementales plus transparentes ? Si les représentants élus n'arrivent pas à remplir les promesses et les tâches pour lesquelles ils ont été élus, ou s'ils se rendent coupables de corruption, le peuple a-t-il le droit de les révoquer ou de révoquer un gouvernement inefficace à mi-mandat ?

Plus l'autorité confiée à un exécutif est absolue, non imputable et centralisée, plus il est probable que la démocratie de ce pays soit simplement formelle et représentative et non substantielle. Nous sommes devant une démocratie représentative seulement de nom quand les citoyens perdent le contrôle plus ou moins complètement après l'élection de leurs représentants et que ceux-ci ne sont pas imputables avant la prochaine élection. Dans ce modèle de démocratie, le rôle que les citoyens exercent dans la gouvernance se limite à leur droit de voter pour élire leurs représentants. Alors que dans une démocratie substantielle, les citoyens ont accès à divers mécanismes et à des structures institutionnelles pour participer au fonctionnement quotidien de la gouvernance et pour exprimer leurs opinions sur différentes mesures et projets de loi proposés et en cours de mise en œuvre. Ce modèle constitue une démocratie participative ou substantielle, laquelle encourage une citoyenneté active qui s'exerce au-delà du simple acte de voter.

La structure de gouvernance peut être unitaire, à plusieurs niveaux ou fédérale. Cette dernière partage le pouvoir entre divers niveaux de gouvernement. Le pays est divisé en plusieurs unités fédérées – états ou provinces, qui peuvent se subdiviser en comtés ou districts, et à leur tour ceux-ci peuvent se subdiviser en blocs administratifs. Plus il y a de niveaux de

gouvernance et plus le citoyen aura un accès au dernier palier de gouvernement, et plus il aura d'occasions de participation active à la gouvernance. Toutefois, le niveau inférieur de gouvernement doit posséder des pouvoirs bien définis et efficaces, une juridiction et des ressources financières pour pouvoir exercer son autorité et gouverner de manière significative. Plus on décentralise et confie des pouvoirs au niveau inférieur, plus la démocratie sera participative et engagera une grande partie de ses citoyens.

L'assemblée constituante de l'Inde a délibéré pendant trois ans, de 1946 à 1949, pour donner un cadre à la constitution et elle était composée de 299 membres élus à partir des assemblées législatives provinciales. Il y avait 13 comités pour aider à la rédaction de la Constitution, y compris le Comité de rédaction présidé par le Dr Babasaheb Bhimrao Ambedkar. Le préambule de la constitution met en lumière son essence et commence par ces mots : « Nous le peuple de l'Inde ». La souveraineté repose donc sur le peuple indien et c'est lui le rédacteur de la Constitution. Le préambule définit en outre la République de l'Inde comme souveraine, laïque, démocratique et socialiste, et garantit à ses citoyens la justice (sociale, économique et politique), la liberté (d'expression, de pensée et de religion), l'égalité (de statut et d'opportunités) et la fraternité.

La constitution de l'Inde jette les grandes lignes des principes directeurs de la politique de l'État – offrant à l'État une direction quant à ce qu'il doit accomplir. Il s'agit notamment du droit à des moyens de subsistance adéquat pour tous les citoyens ; d'une répartition équitable des ressources matérielles de la communauté pour le bien commun ; de la prévention de la concentration des richesses et des moyens de production ; de l'équité salariale entre hommes et femmes ; de l'assurance d'un salaire décent, d'une qualité de vie décente et d'opportunités sociales et culturelles pour tous les travailleurs ; et du fait de prendre des mesures pour assurer la participation des travailleurs dans la gestion des entreprises. Ce n'est ici qu'une énumération de quelques actions, mais il y en a d'autres qui vont au-delà des principes libéraux et mettent l'accent sur les libertés, l'égalité entre les citoyens et le respect de la dignité humaine.

La constitution prévoit également l'exercice d'une citoyenneté active. Les citoyens ont 11 obligations fondamentales, notamment : promouvoir l'harmonie et l'esprit d'une fraternité commune au sein de tous les peuples de l'Inde, en transcendant les diversités religieuses, linguistiques et régionales ou sectionnelles ainsi qu'à renoncer aux pratiques méprisantes envers la dignité des femmes ; protéger et améliorer l'environnement naturel (forêts, lacs, rivières et faune sauvage) et avoir de la compassion pour les créatures vivantes ; développer un tempérament scientifique, un humanisme et un esprit de recherche et de réforme, etc.

Menace à la démocratie

La démocratie est certainement le système le plus représentatif en comparaison à la monarchie et à l'oligarchie, où une seule personne, dans le cas de la monarchie, ou un petit groupe privilégié, dans le cas de l'oligarchie, monopolise le pouvoir et souvent l'utilise pour ses propres intérêts. Cependant, la démocratie peut aussi n'être qu'une piètre amélioration par rapport aux deux autres systèmes. Bien que l'élite gouvernante soit élue dans le cadre d'une démocratie représentative formelle, une fois élue, elle peut se comporter comme une

oligarchie, surtout si elle met en place une autorité plus centralisée et concentre le pouvoir entre les mains d'une seule personne ou d'un groupe restreint. La possibilité d'une concentration du pouvoir peut se produire pour diverses raisons – une structure de gouvernance unitaire est plus susceptible d'y succomber, parce que sa structure institutionnelle qui assure le respect des limites par le pouvoir est faible et cède devant les pressions exercées par un individu ou un petit groupe bien organisé et tricoté serré. Deuxièmement, et plus important encore, les citoyens sont manipulés afin de les rendre moins vigilants et moins alerte intellectuellement, en attisant et en utilisant leur peur d'une classe de citoyens à l'identité différente et en les présentant comme des menaces existentielles qui pourrait détruire leur culture « grande et supérieure » ou leur mode de vie. La communauté ainsi ciblée peut même être représentée comme une menace à leur sécurité et la situation comme étant celle d'une guerre constante et à long terme où ils doivent être éliminés avant qu'ils ne nous éliminent « nous ». Et en temps de guerre, on ne discute pas avec l'ennemi au sein de la structure institutionnelle démocratique existante. L'intensité et le degré d'animosité peut varier d'une culture spécifique à l'autre et peut aussi dépendre de l'histoire et des symboles auxquels ont fait appel.

On demande aux citoyens de mettre leur confiance dans un leader qui les mènera à la victoire, peu importe les moyens. Une telle mobilisation (qui va au-delà la simple mobilisation électorale) persuade les individus de se soumettre totalement et de transformer le leader charismatique en sauveur et en « général », lequel a besoin de tous les pouvoirs pour être victorieux dans cette guerre ; tout en mettant de côté les subtils mécanismes et institutions de contrôle du pouvoir qui permettent un plus large engagement des citoyens dans la gouvernance. Cela est en train d'arriver en Inde.

Le leader charismatique fait appel et flatte l'orgueil soigneusement entretenu par lui et sa machine politique. Plus l'orgueil est grand, plus le niveau de vigilance des citoyens diminue et plus ils sont soumis – devenant comme les sujets d'un monarque, prêts à renoncer à tous leurs droits et n'exigeant rien du leader devenu monarque. Des crimes haineux sont commis et la haine envers une communauté ciblée n'a cessé d'être alimentée. La communauté du « nous » est représentée comme une victime et la culture de victimisation est encouragée. La victimisation du « nous » communautaire est rassasiée par chaque atrocité commise à l'encontre de la malheureuse communauté « ennemie » ciblée. En Inde, les communautés ciblées sont les « races étrangères » dont la terre sainte est en-dehors des frontières du pays, à savoir les musulmans et les chrétiens. Aux États-Unis, la communauté visée est la communauté « indisciplinée » des Afro-Américains ; dans certains pays européens, où les forces d'extrême-droite sont importantes, ce sont les immigrants, surtout les Asiatiques et les musulmans. Le leader charismatique populiste promet un fantastique avenir. Le président Trump promet de rendre l'Amérique à sa grandeur d'antan (*Make America Great Again*) et le premier ministre indien, Narendra Modi, promet de faire de l'Inde un *vishwaguru*, un des grands leaders du monde.

Le leader populiste charismatique polarise de façon tranchante la populace le long des lignes de fracture religieuse et culturelle et emploie tous les symboles dans son arsenal pour les polariser de plus en plus ; de sorte que tous les citoyens qui ne se sont pas encore soumis et

ceux qui s'opposent seront ramenés dans le filet. Ceux qui ne se soumettent pas à la volonté du leader charismatique sont considérés comme des traîtres envers la cause et doivent être éliminés également. Toute la puissance de l'autorité étatique est alors utilisée pour supprimer les individus dissidents. Les pauvres et les marginaux, les chômeurs et les exclus sont divisés le long des lignes de fracture religieuse et culturelle ; au lieu de résoudre les problèmes de revenus des affamés, des petits agriculteurs, des travailleurs au chômage, il suffit de viser une communauté « ennemie » comme solution à toutes les questions économiques.

Le leader charismatique se moque de toutes les institutions démocratiques et les affaiblit en utilisant l'argument du soutien populaire. Les institutions éducatives autonomes sont ciblées comme des foyers encourageant les dissidents et les traîtres. Des casseurs ont été envoyés sur le campus de la prestigieuse université Jawaharlal pour attaquer les étudiants qui n'appuient pas le gouvernement. Personne n'a été arrêté alors. La police est entrée dans la bibliothèque du campus de Jamia Milia Islamia sans la permission du vice-chancelier, les policiers ont battu les étudiants qui s'y trouvaient et ont arbitrairement arrêté plusieurs d'entre eux, en faisant des exemples et mettant presque fin à leur carrière. Les leaders des dissidents ont été visés de plusieurs chefs d'accusation selon la loi radicale UAPA, mise en place pour contrer les terroristes.

Le système judiciaire est affaibli par l'utilisation de la popularité. Récemment, dans un webinaire organisé par CSSS et d'autres organisations, le juge en chef émérite de la Cour d'appel de Delhi a déploré le rôle de la Cour suprême de l'Inde ; laquelle ne fait que constater les violations des droits des citoyens et hésite à intervenir, devenant ainsi de plus en plus une cour administrative se préoccupant davantage de l'exécutif qu'une cour défendant les droits fondamentaux des citoyens.

Le pouvoir législatif est manipulé pour servir les caprices du leader. En Inde, peu après l'élection du gouvernement actuel, en 2014, une série d'ordonnances ont été adoptées et ces ordonnances seraient représentées si elles n'étaient pas approuvées par le législateur du fait d'un manque de majorité dans la chambre haute. Les pouvoirs spéciaux de l'exécutif d'émettre une ordonnance lorsque le parlement n'est pas en session ne doivent être utilisés qu'exceptionnellement en cas d'urgence. Toutefois, le gouvernement de Narendra Modi a normalisé cette règle exécutive par décret. Récemment, trois ordonnances agricoles ont été adoptées rapidement à la chambre haute par acclamation, même si quelques membres demandaient le comptage des votes, sachant que plusieurs des partis de l'alliance s'étaient opposés aux projets d'ordonnances. L'opposition était convaincue que le projet de loi n'aurait pas réussi à rallier la majorité de la chambre haute. Sitôt que le comptage des voix fut refusé, quelques membres des partis d'opposition s'empressèrent d'aller au greffe de la chambre pour présenter la décision au greffier. Celui-ci déclara que même si un seul membre exige le comptage des votes, le président doit accéder à la demande. Dans le cas qui nous occupe, toute l'opposition exigeait le comptage. Suite à cet incident, huit membres de l'opposition furent suspendus pour « indiscipline ».

Cependant, même avant que le populisme n'ait fait son apparition dans le scénario, même alors que la démocratie libérale et les institutions démocratiques fonctionnaient normalement, les inégalités augmentaient dans le monde. L'idéologie des marchés a mené à la faim, à une

plus grande marginalisation des pauvres et à l'endettement du tiers-monde. Les puissants groupes de pression représentant les intérêts de la classe capitaliste peuvent influencer le processus de prise de décision au sein même du gouvernement et influencer le discours et l'opinion publique à travers le contrôle des médias. Ils peuvent fabriquer le consentement, ainsi que l'établit Noam Chomsky.

L'Église, les institutions éducatives et la société civile devraient jouer un rôle de premier plan pour renforcer la démocratie au niveau local. La démocratie est fortifiée par une citoyenneté active et par des citoyens qui surveillent la performance du gouvernement et agissent quand cela est nécessaire par des moyens constitutionnels. Des citoyens éduqués et conscientisés sont une condition *sine qua non* pour une saine démocratie. Les citoyens peuvent alors s'organiser et démocratiser le discours public, là où une variété d'opinions peut être entendue et où les meilleures, qui servent les nobles objectifs de l'humanité, sont adoptées et mises en acte. Mahatma Gandhi était contre la règle de la majorité, lorsque celle-ci devient oppressive pour les minorités. Sa solution n'était pas la règle de la majorité, mais l'*Antyodaya* – c'est-à-dire le bien-être et l'élévation du dernier.

Original anglais
Traduction Christine Gautier



Faire le ménage suite au péché originel

Andrew Hamilton, SJ

Consultant chez Jesuit Communications et Jesuit Social Services, Australie

L’Australie est la chance d’être libérée d’un haut degré de polarisation, d’une politisation enragée face aux questions sociales et autres, et de l’attention portée sur un leader obstiné dans la recherche éhontée de ses propres intérêts, ce que nous associons avec des pays où règnent autoritarisme et populisme. Toutefois, ces menaces à la démocratie restent présentes à l’état embryonnaire et doivent être discutées. Ce sera difficile. Dans cet article j’explorerai une dynamique qui a encouragé l’autoritarisme et le populisme en Australie, je commenterai l’influence de l’acceptation de l’orthodoxie économique néo-libérale orthodoxe dans ce processus, et je réfléchirai sur les manières par lesquelles les citoyens et les églises peuvent être des agents de guérison au sein de la démocratie.

Un péché originel : le traitement des personnes en quête de protection

De nombreux ruisseaux se jettent dans les rivières qui menacent d’emporter notre démocratie. En Australie, l’un des plus importants est le traitement des réfugiés. Il y a plus de trente ans, quand les réfugiés indochinois ont commencé à arriver par bateaux en Australie, le gouvernement australien a réagi en les détenant de manière indéfinie. La raison de cette détention, parfois déguisée afin de lui conférer une apparence de légalité, était de décourager d’autres réfugiés de faire la même chose. Cette instrumentalisation des personnes pour en faire des pions dans le jeu d’autrui était comme un péché originel dans la vie publique australienne. Cela niait la dignité innée de chaque être humain, laquelle interdit qu’on les utilise comme des moyens pour arriver à une fin. Une fois que ce comportement contraire à l’éthique était accepté, cela ouvrait la porte à la justification de tous les abus.

Au cours des années, alors que de plus en plus de personnes cherchaient, en Australie, une protection contre la persécution, la logique instrumentale de la dissuasion s’est insinuée dans un nombre croissant de domaines gouvernementaux. Pour qu’elles deviennent des instruments de dissuasion plus efficaces, les personnes qui arrivaient par bateaux étaient soumises à des traitements de plus en plus durs. En Australie, les demandeurs d’asile étaient privés de leurs appuis les plus fondamentaux, demeuraient plus longtemps en détention, étaient coupés des accès efficaces à la protection légale et envoyés dans des centres de détention extraterritoriaux sous le contrôle d’autres pays où les agents agissaient en toute impunité. Ces mesures représentaient une corruption éthique croissante qui découlait de la non-reconnaissance du caractère inné de la dignité humaine. Cela ouvrait également la porte

à l'abolition des protections légales et culturelles d'autres groupes en Australie, ainsi qu'à leur instrumentalisation.

Les recours lancés par les défenseurs des réfugiés pour qu'ils soient traités avec compassion et équité se sont heurtés aux appels populistes du gouvernement qui utilisait des stéréotypes moraux et racistes. Au moment où le terrorisme entrepris au nom d'une forme d'islam abâtardie dominait les conversations, les personnes qui fuyaient la persécution étaient décrites comme étant « d'apparence moyen-orientale ». Elles étaient également faussement accusées de jeter leurs bébés par-dessus bord pour qu'on leur vienne en aide. Le simple fait que cette allégation soit jugée crédible reflétait le manque de respect envers l'humanité de ceux qui l'inventaient. Les réfugiés étaient également calomniés pour leur apparente richesse (certains portaient des montres-bracelets) et non pas par leur humanité.

Le fait de mettre au cœur de la stratégie de dissuasion le recours au traitement abusif d'un groupe de personnes a entraîné deux grandes conséquences. La première c'est que cela a inévitablement résulté en une augmentation de la brutalité du traitement de ses victimes. La moindre possibilité que quelques personnes puissent chercher asile est perçue comme une menace à la sécurité qui ne peut être contrée que par un régime plus punitif. Le récit qu'en fait Behrouz Bouchani, un détenu kurde sur l'île Manus, dans son livre *No Friends but the Mountains*, décrit dans tous ses détails effroyables ce que cela signifie pour les détenus. Ceux-ci dépendent complètement des gardiens de prison pour obtenir la moindre chose ; leurs demandes d'informations sont bloquées ou dirigées vers une voie de garage, ils sont identifiés par des numéros, les protestations sont réduites au silence par la violence, ils sont déshumanisés et perdent leur humanité distinctive. Certains, comme Bouchani, ont survécu en conservant leur humanité intacte, mais à grands frais.

La brutalité d'une telle politique et de son administration a aussi ancré profondément l'idéologie qui en est la source. La seule justification qu'on pouvait trouver à la destruction de tant de vies humaines, aux moyens employés pour éviter l'examen attentif de ce qui se passe réellement, et au prix encouru du fait de déshumaniser davantage des personnes détenues, réside dans la conviction que la dissuasion est vitalemment nécessaire et efficace en dépit de toutes les preuves du contraire.

Cet état d'esprit est autoritaire par nature et tend naturellement à éliminer les obstacles qui se dressent devant sa volonté. En Australie cela a particulièrement entraîné un affaiblissement de la protection de la loi dont profitait un nombre croissant de personnes. Des personnes qui n'avaient pas obtenu la citoyenneté alors même qu'elles résidaient en Australie depuis l'enfance étaient susceptibles, à la moindre infraction mineure, d'être renvoyées vers un pays d'origine dont elles ne parlaient pas la langue. Après avoir purgé leur peine en prison, elles étaient de nouveaux détenus jusqu'à ce que le processus d'appel prenne fin. Des Australiens qui se battent pour une cause à l'étranger peuvent même se voir retirer leur citoyenneté. Tout au long de ces changements, le département de l'immigration est devenu une force frontalière, avec tous les pièges militaires que cela comporte.

Cette histoire raconte comment un mépris contraire à l'éthique envers l'humanité des gens, comme le fait qu'on les traite si mal dans un but qui leur est étranger, conduit naturellement

au renforcement d'une idéologie qui justifie ce traitement. Cela corrompt également les autres politiques et des ensembles de relations, cela encourage la diabolisation de tous les groupes qu'on cible, et cela nourrit un exercice autoritaire du pouvoir qui se répand de plus en plus au sein de la vie nationale. Là où les institutions de droit, la presse indépendante du gouvernement, les tribunaux, l'armée et les corps de police soumis à la règle de droit sont solidement ancrés, comme ils le sont en Australie, ces effets sont limités, mais ils réussissent toutefois à éroder la force de la démocratie. Là où les institutions civiles sont faibles et manipulables, ils peuvent renverser les processus démocratiques et mettre en péril la vie des personnes vulnérables.

Un péché social : l'idéologie néo-libérale

Une autre force à l'œuvre affaiblit également la démocratie et encourage un régime autoritaire. Il s'agit de l'acceptation de l'idéologie néo-libérale qui réduit la société à des individus économiquement compétitifs. Cette idéologie gouverne les politiques économiques australiennes, le traitement infligé aux personnes défavorisées et les modèles d'emplois. Ses effets corrosifs ont été révélés avec l'avènement de la pandémie du coronavirus. Le soutien inadéquat offert tant par le gouvernement fédéral que par les systèmes de santé étatiques est évident quand on considère la propagation du virus dans les maisons de soins infirmiers. Les centres privés ont placé leurs profits avant le bien-être des patients, réduisant la qualité des soins et comptant sur des travailleurs à temps partiel, sous-formés et obligés de travailler dans plusieurs établissements pour gagner leur vie. En conséquence, le virus s'est propagé dans tout le système et a atteint les résidents, les travailleurs et le personnel médical.

La réduction des dépenses publiques en faveur du logement et le *laissez-faire* de la réglementation de l'emploi qui encourage les emplois occasionnels, où les employeurs ont peu de devoirs envers leurs employés, a entraîné un taux de chômage élevé, déguisé temporairement par l'aide gouvernementale. Dès que ce soutien sera réduit, l'absence de logement, la pauvreté et le chômage seront en augmentation. Le coût humain pour les familles qui font l'expérience de la pauvreté, le stress qui mène à des problèmes de santé mentale et de violence conjugale, et la perte d'une génération de jeunes qui perdent leur connexion avec la société, sera massive.

Même avant le début de la pandémie, les prémisses néo-libérales qui régissent les politiques économiques australiennes montraient des traces d'usure. L'économie stagnait, surtout à cause des inégalités croissantes. Cela est le résultat naturel de la croyance selon laquelle la compétition économique peu réglementée entre les individus crée une société saine et prospère, avec le corollaire selon lequel les gouvernements doit avoir un rôle social minimal. Cela conduit de manière prévisible à une société dans laquelle la richesse des riches a augmenté tandis que d'autres se sont endettés et leurs emplois sont devenus précaires, les entreprises sont devenues politiquement encore plus puissantes, les dettes se sont multipliées, et les gens ne sont plus en mesure de payer pour les biens et les services qui sont produits.

La nécessité de réagir au virus a clairement montré qu'une société fondée sur la compétition entre individus n'était pas viable. On ne pourrait faire face à cette menace que si les personnes mettaient de côté leurs intérêts économiques personnels pour s'assurer que tous les membres

de la collectivité soient exempts du virus. Le bien de chaque personne dépendait de l'effort de chacun à servir le bien commun. Les gouvernements imposèrent des restrictions qui limitèrent les activités économiques de manière à protéger les populations et ils jetèrent les bases d'une relance de l'économie par des dépenses publiques massives. Cela a été un temps de solidarité où les processus politiques ont transcendé la polarisation et le blâme mutuel dans lequel ils s'étaient enlisés auparavant.

Toutefois, cette solidarité disparaît avec la réponse économique au coronavirus qui va exacerber les inégalités économiques, favoriser les intérêts des grandes entreprises qui feront du profit aux dépens des chômeurs et des salariés en contrat précaire. Cela diminue d'autant la confiance des gens dans le processus politique qui sert les intérêts des puissants et n'a aucun respect pour le bien commun. Le parlement et les institutions par lesquels la démocratie s'exerce sont davantage marginalisés et de plus en plus sujet aux manipulations par le biais du financement à grande échelle des partis politiques et des campagnes de médias sociaux pendant les élections, et par le biais de médias partisans. La conversation politique se polarise et devient acrimonieuse.

Dans un environnement où les partis politiques sont unis dans leur détermination à maintenir les inégalités et privilégier le maintien ou l'acquisition du pouvoir au détriment du bien commun, la démocratie s'effrite lentement. La législation introduite pour faire face aux crises entraîne une violation des droits humains qui peut se justifier dans un contexte d'urgence, mais qui n'est pas retirée par la suite. La corruption éthique, incarnée dans la politique à l'égard des personnes recherchant une protection et qui s'étend dans d'autres domaines politiques, érode encore plus la protection offerte par le droit. De plus en plus de personnes sont affectées par la pauvreté et sont à la merci des emplois précaires ce qui, dans les faits, les privent de la liberté de conduire leur vie. Dans un tel monde, le respect pour la démocratie s'étiole.

Nettoyer les dégâts du péché originel

Cette histoire ne décrit que l'un des nombreux aspects de la menace à la démocratie en Australie. Elle retrace le chemin de la corruption éthique à partir du traitement des personnes en quête de protection jusqu'à la politique envers les réfugiés conçue autour de l'abus des personnes en vue d'en dissuader d'autres, et de sa propagation à d'autres politiques. Ce processus affaiblit la gouvernance démocratique, laquelle est fondée sur le respect dû à chaque être humain et à son droit d'être consulté. Ce type de corruption éthique ressemble à un cancer de la peau qui se propage sous la peau pour affecter d'autres organes. Il ne sera pas éradiqué par une simple opération chirurgicale, mais exigera une thérapie plus complexe.

La cure doit s'opérer à un niveau plus profond que la simple protestation contre la banalisation et la polarisation du débat et à l'encontre des médias qui donne de l'espace aux campagnes des leaders opportunistes. Cela doit atteindre la fondation éthique sur laquelle la démocratie prend appui. Il s'agit d'une tâche considérable et difficile. Quand une société accepte que des personnes peuvent être traitées durement et injustement pour les bénéfiques supposés d'autres, chaque petite victoire gagnée par un groupe sera facilement renversée et sera suivie d'actions pires encore. La santé de la démocratie dépend de l'adhésion instinctive

et généralisée des gens à ses fondements éthiques. Surtout en ce qui concerne le principe que personne ne doit être utilisé comme un moyen pour permettre à un autre d'atteindre ses objectifs. Lorsque ce principe n'est pas fortement endossé par une société et est violé de manière routinière par les actions gouvernementales, la guérison doit d'abord s'enraciner dans la conversion.

La conversion commence habituellement lorsqu'un petit nombre de personnes redécouvre une vérité oubliée depuis longtemps. Cela va à l'encontre du courant, cela requiert des prophètes aux yeux fous, un Diogène avec sa lampe pour insister tant dans les milieux polis que dans les milieux rugueux que telle ou telle action est injuste, qu'aucune société ne devrait la tolérer, que nous pouvons faire mieux.

Après les prophètes viennent des groupes organisés qui transmettent leur message. De nombreuses organisations non gouvernementales ont été fondées sur ce principe que chaque être humain possède une dignité non négociable et inaliénable. Elles doivent s'assurer que leurs propres employés et que les personnes qu'elles accompagnent comprennent ce principe et soient complètement convaincues des implications que cela entraîne pour les politiques publiques et leur propre administration. Le fait de protester vigoureusement contre les actions gouvernementales qui contreviennent à ce principe sera alors inscrit dans l'ADN même de ces institutions. Si de telles ONG s'unissent pour dénoncer le traitement brutal et peu scrupuleux des personnes, elles pourraient ne pas réussir à prendre le dessus sur un gouvernement déterminé, mais elles pourraient lui donner des raisons de réfléchir. Cela encouragera aussi la réflexion plus largement dans la société sur les valeurs qui devraient la guider.

Le moyen le plus efficace d'encourager les valeurs éthiques au sein de la société est de les incarner en action, et non pas d'en parler. Dans les relations entre l'administration et les employés, entre les employés et les gens qu'ils servent, et entre l'administration, le gouvernement et les bienfaiteurs, il est crucial que les écoles, les hôpitaux et les autres institutions incarnent un respect pour les personnes qui l'emporte sur leurs intérêts financiers et autres. Les personnes qu'elles servent et les ressources auxquelles elles font appel doivent trouver au sein de ces organisations une intégrité aussi attrayante que stimulante.

Église, jésuites et guérison

Ces considérations s'appliquent en particulier à l'Église dans la mesure où celle-ci doit être un instrument de guérison. Son enseignement et ses interventions publiques doivent incarner le respect des personnes en tant que personnes. La possibilité pour sa parole d'être entendue, d'être crue et d'être capable de panser les blessures éthiques dont souffrent les démocraties, dépend toutefois des relations internes au sein des églises et entre chaque église et la société dont elle fait partie. Les gens doivent voir dans l'Église un respect cohérent et scrupuleux envers l'humanité de tous ses membres, surtout des plus vulnérables.

En Australie, tout au moins, les gens trouvent cela difficile actuellement. Beaucoup voient l'église à travers les yeux des enfants sexuellement abusés par des représentants ecclésiastiques, dont les sévices ont été cachés par d'autres représentants ecclésiastiques, seulement pour être

révélés seulement par des journalistes qui ont reçu bien peu de remerciements pour leur persévérance. L'abus sexuel commis sur des enfants par des représentants ecclésiaux pour leur propre satisfaction est parmi les pires exemples que l'on puisse imaginer de l'instrumentalisation qu'on peut faire d'une personne. Jusqu'à ce que les victimes d'abus pourront être persuadées que ce qu'elles ont subi ne caractérise pas l'église, que cela ne sera jamais oublié et que cela ne pourra jamais se reproduire, l'église ne pourra pas être un témoin crédible de l'intégrité éthique.

De plus, en Australie, une des conditions de crédibilité est que les relations internes entre catholiques soient perçues comme respectueuses elle aussi. Dans une société qui considère l'égalité entre homme et femme comme preuve d'intégrité éthique, le manque de représentation des femmes laïques dans les postes de direction de l'Église catholique et le cléricalisme, tant décriée par le Pape François, empêchent les gens de se tourner vers l'église pour y trouver une direction éthique et une source d'encouragement.

L'Église catholique en tant qu'institution lutte pour sa crédibilité. Notre vêtement public pour le moment consiste en un simple sac de toile. Cependant, le cœur de l'Église se trouve dans les relations de base entre catholiques engagés. Dans leurs interactions au sein de la communauté ecclésiale et dans la société, ils peuvent montrer une intégrité éthique et la promouvoir.

De même, les institutions financées par l'Église et fondées sur sa foi, qui constituent la porte d'entrée la plus probable pour que la plupart des Australiens entrent en contact avec l'Église catholique, peuvent faire l'éloge et défendre une fondation éthique pour les politiques publiques. Les organisations catholiques sont responsables de l'éducation d'un grand nombre d'enfants, des soins de santé de nombreux Australiens, et de l'aide sociale envers d'autres dans le besoin. Si, dans leurs relations internes, elles font montre d'un respect scrupuleux et l'exigent les uns envers les autres, de même qu'un respect pour la dignité personnelle de chaque personne qu'elles soutient par son travail, en plus d'un souci passionné pour les plus vulnérables, elles vont ainsi être en position d'exiger un respect similaire de la part des gouvernements dans leurs politiques. Cela offre une base pour guérir une démocratie mise à mal.

Nous, les jésuites, sommes des membres pécheurs d'une Église pécheresse. Nous n'avons pas de chemin privilégié pour être tant agents de guérison que patients. Nous avons cependant une tradition de discernement pour repérer les courants qui circulent dans la société et pour offrir des directions à suivre. En traitant les peurs, les colères, les désirs et les intérêts qui sous-tendent les slogans et les revendications et qui animent les politiques de notre quotidien, nous pouvons exercer une certaine influence sur la communauté catholique. Et grâce à nos ministères nous pouvons rejoindre la société en général.

Cela peut sembler très minime. Les institutions démocratiques, cependant, ont été construites lentement par beaucoup de personnes. Elles s'effondrent par le vandalisme et la négligence de nombreuses personnes. Elles auront besoin de l'attention et de la participation de beaucoup de personnes, y compris des catholiques et nous, les jésuites, parmi eux, pour les réparer et les renforcer. Il s'agit d'une œuvre pour des gens humbles qui font d'humbles contributions.

Original anglais
Traduction Christine Gautier



Guérir la démocratie dans une ère d'autoritarisme et de populisme – Une perspective australienne

Frank Brennan, SJ

Recteur du Collège Newman à l'université de Melbourne

L'indice de démocratie établi par *Economist Intelligence Unit* en 2019 a fait l'évaluation de 167 pays : seulement 22 ont été classés comme étant de « véritables démocraties ». L'Australie est l'un d'eux. L'Australie est classée au 9^{ème} rang dans le monde avec une note globale de 9,09 sur 10. L'Australie reçoit un score parfait pour son processus électoral, son pluralisme et ses libertés civiles. Elle se tire bien d'affaire également pour le fonctionnement de son gouvernement (8,93) et sa culture politique (8,75). Mais elle ne reçoit que 7,78 points pour sa participation politique.¹ L'indice australien a varié légèrement d'une année à l'autre depuis 2006, tombant à 9,01 (en 2014, 2015 et 2016) après avoir culminé à 9,22 (en 2010, 2011 et 2012). La moyenne de l'indice australien au cours de ces années est de 9,11.²

L'Australie constitue un bon cas d'étude d'un État-nation où les paramètres et l'architecture de la démocratie sont suffisamment stables et parmi les meilleurs au monde. Ainsi, lorsque des problèmes sont identifiés, on peut affirmer qu'il ne s'agit pas simplement d'améliorer les paramètres et l'architecture, ainsi qu'il en serait pour des pays classés comme « démocraties défectueuses », « régimes hybrides » ou encore « régimes autoritaires ». Même avec les bons paramètres et une bonne architecture, l'avenir de la démocratie n'est assuré dans aucun État-nation moderne.

Selon l'indice de *Economist*, la participation politique en Australie est au même niveau que dans des pays comme les États-Unis, l'Espagne, la France et l'Italie qui sont au-dessous de l'Australie pour l'indice global de démocratie. Toutefois, la participation politique en Australie est nettement inférieure à celle de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Autriche et d'Israël, même si ces pays se classent en-dessous de l'Australie dans le classement global.

L'Australie est un État-nation doté d'institutions démocratiques solides, dont un parlement bicaméral entièrement élu et un système judiciaire indépendant avec un engagement fort en faveur de l'État de droit. Il y a certainement des problèmes avec la démocratie australienne. Depuis 1996, il y a eu un sondage périodique de satisfaction démocratique en Australie. Le dernier sondage a été réalisé en 2018. Les inspecteurs ont constaté ceci : « En général, les

¹ The Economist Intelligence Unit, *Indice de la démocratie 2019*, p. 10

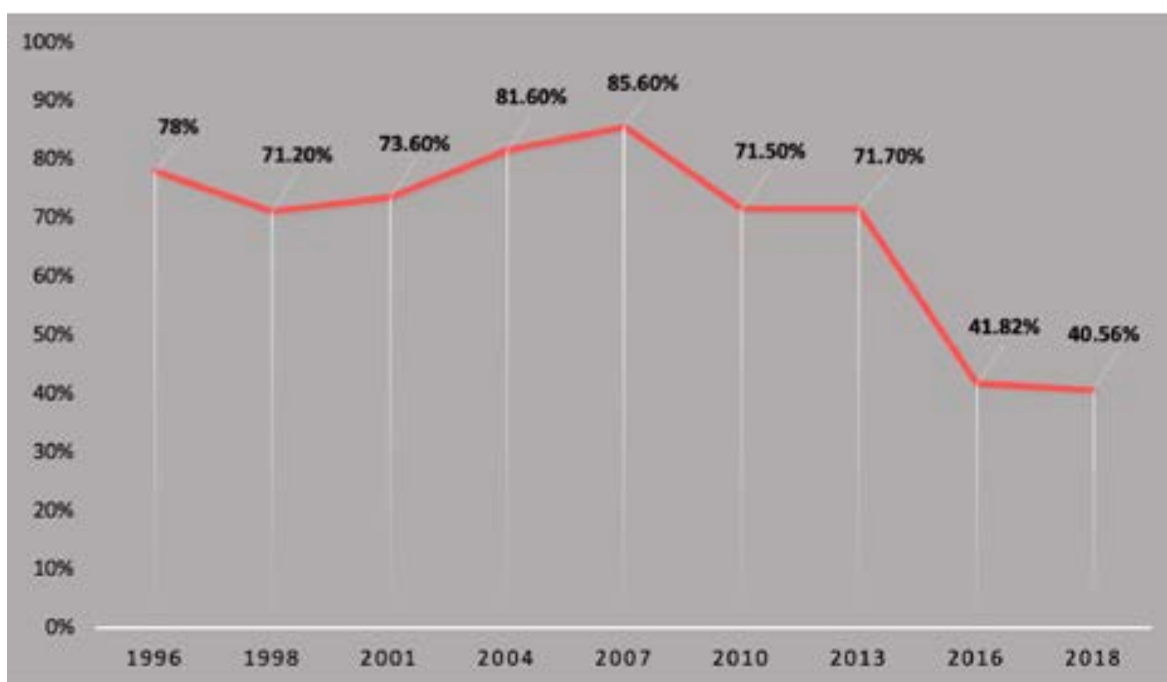
² Ibid, p. 20

niveaux de confiance dans le gouvernement et les politiciens en Australie sont à leur plus bas niveau depuis que des données régulières sont disponibles. »³ La baisse de confiance s'est étendue aux autres institutions publiques : «Le déclin continu de la confiance politique a également atteint la confiance du public dans d'autres institutions politiques importantes avec seulement cinq cotes au-dessus de 50% – la police, l'armée, les organisations de bien-être civique (par exemple, les services communautaires), les universités et les établissements de soins. La confiance est la plus faible envers les partis politiques (16%) et les médias en ligne (20%). La confiance envers les banques et les médias en ligne a considérablement diminué depuis le dernier sondage ».⁴

Par rapport aux 28 pays de l'Union européenne, seuls trois de ces pays ont un score de confiance inférieur à celui de l'Australie : l'Espagne, l'Italie et la Grèce.

Les deux graphiques suivants en disent long :

Q : Dans quelle mesure êtes-vous satisfaits du fonctionnement de la démocratie en Australie ?⁵

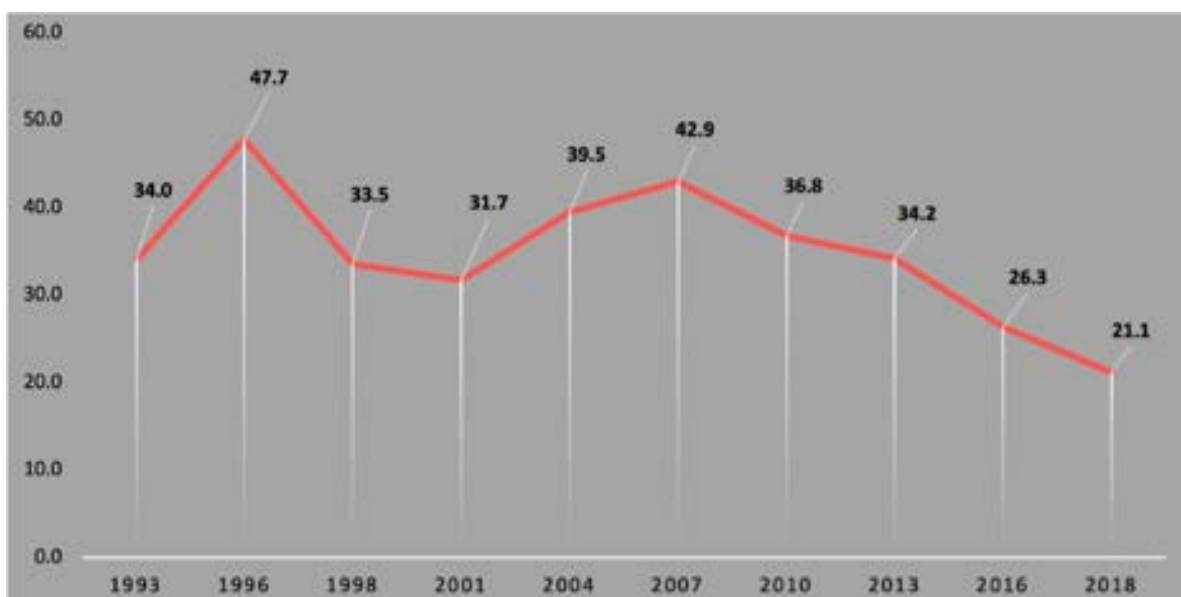


³ Democracy 2025, *Trust and Democracy in Australia*, Museum of Australian Democracy, December 2018, p. 9

⁴ Ibid, p. 10

⁵ Ibid, p. 21

Q : Dans quelle mesure faites-vous personnellement confiance envers les politiciens ?⁶



La crise financière mondiale de 2007-2008 (CFM) a, en quelque sorte été un tournant, venant après les événements du 11 septembre 2001 et précédant les guerres qui s'en sont suivies en Iraq et en Afghanistan avec l'engagement des troupes australiennes. La CFM a marqué la fin de la croissance économique continue en Australie, qui avait garanti aux jeunes gens que leur vie serait probablement meilleure et plus prospère que celles de leurs parents. Cette narration et ce rêve étaient alimentés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Avec des opportunités, de l'éducation et du travail acharné, tout le monde était assuré de l'espoir d'un avenir meilleur. La politique était considérée comme la cerise sur le gâteau. Le gâteau était le développement économique assuré par le libre marché. Les politiciens étaient ceux chargés de laisser le marché décider de la valeur de presque tous les biens publics. Cela ne pouvait pas durer. Comme le Pape François le dit dans *Fratelli Tutti* :

Le marché à lui seul ne résout pas tout, même si, une fois encore, l'on veut nous faire croire à ce dogme de foi néolibéral. Il s'agit là d'une pensée pauvre, répétitive, qui propose toujours les mêmes recettes face à tous les défis qui se présentent. Le néolibéralisme ne fait que se reproduire lui-même, en recourant aux notions magiques de « ruissellement » ou de « retombées » – sans les nommer – comme les seuls moyens de résoudre les problèmes sociaux. (...) La fragilité des systèmes mondiaux face aux pandémies a mis en évidence que tout ne se résout pas avec la liberté de marché et que, outre la réhabilitation d'une politique saine qui ne soit pas soumise au diktat des finances, il faut « replacer au centre la dignité humaine et, sur ce pilier, doivent être construites les structures sociales alternatives dont nous avons besoin. » (§ 168)

⁶ Ibid, p. 22

Jusqu'à l'effondrement du mur de Berlin, les Australiens avaient profité d'un monde bipolaire, et jouissaient de la protection et de la sécurité de son alliance avec les États-Unis. Après la destruction du World Trade Center, les dirigeants politiques australiens, lorsqu'ils ont envoyé des troupes en Iraq et en Afghanistan, n'ont offert aucun argument clair qui pouvait justifier l'engagement australien, ni aucune stratégie de sortie. Pendant ce temps, la Chine émergeait, et les politiciens australiens étaient anxieux d'éviter d'avoir à choisir entre leur allié américain et leur partenaire d'affaires chinois. Les Australiens ont commencé à se sentir moins en sécurité.

Les dirigeants politiques entendaient les inquiétudes des citoyens, surtout celles des jeunes, troublés par le changement climatique et les perspectives à long terme pour la planète. L'économie australienne dépendait des exportations de charbon, en particulier vers la Chine. En mars 2007, le premier ministre australien, Kevin Rudd, s'exprimant au Sommet national sur le Climat, déclarait que les changements climatiques étaient « le grand défi moral de notre génération ». Depuis lors, l'Australie a eu six premiers ministres, et aucun d'eux n'a été capable de trouver une solution aux exigences conflictuelles entre le changement climatique et une politique énergétique économique. Le barattage de premiers ministres a été exacerbé par les divisions et les désaccords sur le changement climatique. Le défi politique a été bien décrit par le Pape François dans *Laudato Si'* :

Le drame de l'“immédiateté” politique, soutenue aussi par des populations consuméristes, conduit à la nécessité de produire de la croissance à court terme. Répondant à des intérêts électoraux, les gouvernements ne prennent pas facilement le risque de mécontenter la population avec des mesures qui peuvent affecter le niveau de consommation ou mettre en péril des investissements étrangers. La myopie de la logique du pouvoir ralentit l'intégration d'un programme environnemental à vue large, dans le programme public des gouvernements. (...) La grandeur politique se révèle quand, dans les moments difficiles, on œuvre pour les grands principes et en pensant au bien commun à long terme. Il est très difficile pour le pouvoir politique d'assumer ce devoir dans un projet de Nation. (§ 178)

Certains citoyens engagés dans une action résolue sur le changement climatique ont perdu confiance dans les deux partis politiques principaux (travailliste et libéral/national) et ont mis leur espoir dans le Parti vert qui détient quelques sièges au sénat, la chambre haute du parlement. Les Verts et d'autres, assis au Sénat dans l'opposition, ont pu exercer une certaine pression sur le gouvernement de l'époque. Mais la plupart du temps, les Verts ont commis l'erreur politique de faire de la perfection l'ennemi du bien. Quand le gouvernement Rudd a proposé un système d'échange de quotas d'émissions (SEQE), les Verts l'ont rejeté, avec l'opposition conservatrice. Les conservateurs pensaient que le SEQE allait trop loin, tandis que les Verts étaient convaincus qu'il n'allait pas assez loin. Nous nous sommes donc retrouvés sans rien et de nombreux citoyens, surtout les jeunes, sont tombés dans la désillusion à l'égard du processus politique.

La perte de confiance dans les grands partis politiques est intervenue à un moment où les citoyens avaient des raisons de perdre confiance dans d'autres grandes institutions. Une commission royale de cinq ans concernant les réponses institutionnelles à apporter face aux

abus sexuels contre les enfants a révélé de graves manquements de la part des Églises et autres organisations offrant des services à l'enfance. L'Église catholique, la plus grande église d'Australie et le plus grand prestataire religieux dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux, s'est montrée particulièrement déficiente dans sa manière de gérer les plaintes d'abus avant 1996. S'ensuivit alors une commission royale pour enquêter dans les banques et les grandes institutions financières. Celles-ci aussi se sont révélées très indignes de confiance. Plus récemment, des commissions royales sur les soins apportés aux personnes âgées et la prestation de services aux personnes handicapées ont montré des lacunes majeures, ce qui a encore érodé davantage la confiance du public dans les institutions.

L'un des résultats de ces commissions d'enquête est que la voix des Églises et des prestataires de services sociaux s'est tue dans la sphère publique. Par le passé, on pouvait s'attendre à ce que ces voix interpellent les politiciens et les principaux partis politiques à rendre compte de leurs manquements, surtout lorsqu'ils négligent les besoins et les aspirations des pauvres et des marginalisés.

L'avènement des médias sociaux et des moyens de communication comme Facebook et Google a ouvert un monde de possibilités pour une augmentation de la communication. Mais, en même temps, il y a eu un affaiblissement des médias traditionnels et une concentration de la propriété des médias. Cela a contribué au déclin de la qualité et de l'ampleur du journalisme dont le public a besoin pour être informé et réclamer des comptes aux politiciens.

De même que les gens ont perdu confiance dans les grands partis politiques, ils ont aussi perdu confiance dans les médias traditionnels ou abandonné leur dépendance à leur égard. De plus en plus, ils préfèrent accéder à des sources d'informations qui pensent comme eux, sur l'internet, Twitter, Instagram, etc. Même les citoyens bien éduqués qui sont occupés et pressés par le temps écoutent leurs podcasts préférés ou lisent leurs blogs préférés, qui tendent à confirmer leurs propres présupposés, lesquelles se transforment avec le temps en préjugés. L'isolation au milieu de consommateurs qui pensent la même chose peut contribuer à une « politique identitaire » et à un sentiment de victimisation.

En Australie, le vote est obligatoire, et cela est une bonne chose. Les partis politiques n'ont pas à dépenser de vastes ressources pour inciter les citoyens à remplir leur devoir civique. Mais de plus en plus, les citoyens s'interrogent sur l'utilité du vote, en particulier pour les grands partis politiques. Les partis politiques plus petits ont toujours un rôle à jouer pour déplacer les paramètres du débat sur des questions qui entrent dans leur niche particulière. Mais il est essentiel pour l'avenir de la démocratie australienne que les principaux partis conservent un attrait public suffisant, qu'ils évitent la corruption qu'entraîne la dépendance envers les grands donateurs et le détournement de fonds par des responsables du parti sans scrupules.

Par le passé, les deux principaux groupes de partis politiques en Australie ont servi de base à un débat sain, la base philosophique d'un parti préférant le travail au capital et la communauté à l'individu, et la base philosophique de l'autre parti préférant le capital au travail et l'individu à la communauté. Au sein de chaque grand parti, il pouvait exister des

factions ou regroupements capables de discuter des options politiques pour parvenir aux compromis nécessaires fondés sur le fondement philosophique.

Un défi majeur pour l'avenir de la démocratie australienne est la santé de ces grands partis. S'ils perdent leur attrait pour recruter de nouveaux membres et de nouveaux électeurs, le travail de débat délibératif et de compromis devra se faire non pas au sein des partis avec des protagonistes partageant une philosophie et des valeurs politiques fondamentales, mais entre des partis avec des protagonistes représentant des intérêts plutôt que des valeurs. La démocratie n'aura pas d'avenir à moins qu'il n'y ait davantage de citoyens prêts à considérer la politique comme une vocation, et non pas comme un chemin vers la richesse, le pouvoir et le statut individuels. Dans *Fratelli Tutti*, le pape François mentionne ce défi :

Ainsi vue, la politique est plus noble que ce qui paraît, que le marketing, que les différentes formes de maquillage médiatique. Tout ce que ces choses arrivent à semer, c'est la division, l'inimitié et un scepticisme désolant, incapable de susciter un projet commun. En pensant à l'avenir, certains jours, les questions devraient être : « À quelle fin ? Quel est l'objectif que je vise réellement ? » En effet, dans quelques années, en réfléchissant sur le passé, la question ne sera pas : « Combien de personnes m'ont approuvé ? Combien de personnes ont voté pour moi ? Combien de personnes ont eu une image positive de moi ? » Les questions, peut-être douloureuses, seront plutôt : « Quel amour ai-je mis dans le travail ? En quoi ai-je fait progresser le peuple ? Quelle marque ai-je laissée dans la vie de la société, quels liens réels ai-je construits, quelles forces positives ai-je libérées, quelle paix sociale ai-je semée, qu'ai-je réalisé au poste qui m'a été confié ? » (§ 197)

Parmi d'autres défis pour l'avenir de la démocratie australienne figurent la légitimité de l'État-nation alors que le sort des peuples autochtones reste insuffisant selon tous les indicateurs sociaux disponibles, et sans véritable reconnaissance officielle des peuples autochtones dans la Constitution. L'Australie étant une nation de migrants fondée sur la dépossession des peuples autochtones, le pays a besoin d'une politique migratoire transparente, cohérente et équilibrée, qui offre des places pour la migration des entreprises, le regroupement familial et l'aide humanitaire, y compris le partage approprié des charges dans l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile dont les demandes s'accordent avec l'État de droit. L'Australie n'a pas de loi nationale sur les droits humains ni de déclaration des droits dans sa Constitution. Mais l'Australie a été fidèle à signer tous les instruments internationaux importants en matière des droits humains, puis en mettant en œuvre une législation nationale appropriée. Le sentiment populiste et l'exception nationale militent parfois contre une Australie citoyenne internationale, exemplaire sur la question des droits humains.

L'Australie, comme tous les pays, doit veiller à ce que les droits et libertés des citoyens, en particulier des pauvres et des marginalisées, soient protégés de toute ingérence gouvernementale, et ce, même quand, et surtout quand, ce gouvernement bénéficie du sentiment populiste au parlement. Dans *Fratelli Tutti*, le Pape François dit :

Le mépris des faibles peut se cacher sous des formes populistes, qui les utilisent de façon démagogique à leurs fins, ou sous des formes libérales au service des intérêts

économiques des puissants. Dans les deux cas, on perçoit des difficultés à penser un monde ouvert où il y ait de la place pour tout le monde, qui intègre les plus faibles et qui respecte les différentes cultures. (§ 155)

La pandémie Covid-19 et la profonde récession qui en résulte dans les économies les plus fortes du monde nous rappellent qu'il existe des défis à la survie et à l'épanouissement humain qui ne peuvent être relevés efficacement au niveau national. S'il y avait eu un niveau plus élevé de coopération internationale dès le début de cette pandémie, beaucoup de souffrances auraient pu être évitées. Dans *Fratelli Tutti*, le Pape François représente son appel à réformer « l'Organisation des Nations Unies, et d'autres institutions économiques et de finance internationale, afin que le concept de famille des nations puisse prendre forme ». Il en appelle à « des limites juridiques claires pour éviter que le pouvoir soit accaparé par seulement quelques pays et afin de prévenir les impositions culturelles ou les restrictions des libertés fondamentales des nations plus faibles sur la base de différences idéologiques ». Il répète la vision de l'ONU « comme la conception et la promotion de l'État de droit, fondée sur la réalisation que la justice est une condition essentielle pour l'accomplissement de l'idéal d'une fraternité universelle. » (§ 173)

Avec son penchant toujours pragmatique et son usage d'images simples, le Pape François présente le défi aux politiciens engagés pour la guérison de la démocratie dans une ère d'autoritarisme et de populisme :

« Si quelqu'un aide une personne âgée à traverser une rivière, c'est de la charité exquise ; le dirigeant politique, quant à lui, construit un pont, et c'est aussi de la charité. Si quelqu'un aide les autres en leur donnant de la nourriture, l'homme politique crée pour lui un poste de travail et il exerce un genre très élevé de charité qui ennoblit son action politique. » (§ 186)

Même ceux d'entre nous qui vivent dans une des « démocraties complètes » les plus prospères ont besoin de politiciens qui y voient leur vocation à construire ces ponts et à créer ces emplois pour tous les membres de la communauté, en sorte que les citoyens puissent voir le bénéfice de la participation politique, l'obligation de contester les gouvernements autoritaires et le besoin d'éviter le populisme qui, en fin de compte, met en péril la dignité et les droits, même de ceux qui forment la majorité.



Déficit démocratique – Les méandres du Myanmar

Girish Santiago, SJ

Professeur au St. Luke's College (SLC), Kachin, Myanmar

Le Myanmar (anciennement Birmanie), connu pour son dynamisme, son nom « le Pays doré », sa tradition bouddhiste intacte et l'abondance de ses ressources naturelles, était autrefois la nation la plus riche de l'Asie du Sud-Est. Culturellement, c'était un pays coloré avec huit tribus majeures et 135 sous-tribus. Mais aujourd'hui sa réputation est brisée et il est devenu, aux yeux du monde, le « Myanmar qui brûle » !

Regard sur notre contexte

Dans ce contexte, l'incongruité du Myanmar est évidente. Bénéficiant d'immenses richesses naturelles, l'un des pays riches en minéraux d'Asie du Sud-Est, il reste officiellement le pays le moins développé¹. Un pays qui suit la gracieuse tradition religieuse du bouddhisme Theravada, est également accusé d'extrémisme religieux et d'avoir des moines violents². Un pays imprégné par un bouddhisme pacifique, connu pour les *Ngapha theela* (les cinq préceptes moraux) qui exigent une « non-violence même dans nos pensées », est accusé de crimes contre l'humanité dans son traitement des Rohingyas³. Daw Aung San Suu Kyi, autrefois une icône démocratique déifiée et bénéficiaire du prix Nobel de la paix, s'est rendue en mission à la Cour internationale de Justice⁴, choquant ses admirateurs occidentaux, pour défendre l'armée qui l'avait incarcérée durant sa longue lutte pour la démocratie.

L'ultime incongruité est que la dirigeante la plus populaire, élue lors d'une élection libre et juste, n'a pas de pouvoir officiel dans la gouvernance. Le déficit démocratique est inscrit dans la constitution⁵. Malgré le verdict massif en sa faveur, le *National League for Democracy*, dirigé par Daw Aung San Suu Kyi, a dû partager le pouvoir avec l'armée non démocratique. L'histoire de la démocratie au Myanmar est une histoire de plusieurs fausses couches⁶. Au cours des sept dernières décennies, les tentatives de démocratie ont été avortées au moins trois fois. Le gouvernement actuel a été dûment élu par un immense vote populaire.

¹ <https://www.un.org/development/desa/dpad/least-developed-country-category-myanmar.html>

² <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13537113.2017.1344764?journalCode=fnep20>

³ <https://www.aljazeera.com/news/2019/11/icc-approves-probe-myanmar-alleged-crimes-rohingya-191114162419921.html>

⁴ <https://www.nytimes.com/2019/12/10/world/asia/aung-san-suu-kyi-myanmar-genocide-hague.html>

⁵ <https://www.aseanconomist.com/myanmars-democratic-deficit/>

⁶ <https://www.bbc.com/news/world-asia-41566561>

L'espoir que le Myanmar en viendrait à se passer des jours sombres d'une collusion haineuse des élites militaires et religieuses est tombé quand le monde a regardé avec horreur l'expulsion forcée de près de 700.000 musulmans Romyngyas. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits humains l'a appelé « un cas d'école de nettoyage ethnique »⁷. Ce fut un choc, lorsque Daw Aung Suu Kyi, auparavant vénérée en Occident comme l'icône démocratique et la dirigeante démocratiquement élue du Myanmar, est venue jouer le rôle de défenseur de l'armée du Myanmar devant la Cour internationale de justice ; une armée qui a subverti la démocratie pendant des décennies et même invalidé une de ses élections. Le *New York Times* a qualifié cet acte de métamorphose « d'un leader d'opposition emprisonné, en un apologiste de quelques-unes des pires violations des droits humains de ce siècle »⁸. Le Myanmar est accusé de nier les droits démocratiques même sous le gouvernement civil élu, en désignant l'actuel arrangement entre l'armée et la gouvernance civile comme « *Les deux fronts de l'autoritarisme du Myanmar* »⁹. L'armée, qui détient un grand pouvoir, refuse de renoncer à son rôle ; elle occupe 25 % du parlement et contrôle de nombreux ministères importants. Son intérêt durable pour les industries extractives et pour l'économie du pays est bien documenté à la fois par *Global Witness* et *Amnesty International*¹⁰.

Perte de démocratie et émergence d'un gouvernement divisé

Lorsqu'on observe le monde dans son ensemble, on se rend compte que la montée du populisme nationaliste dilue partout la démocratie. Les démocraties se transforment en démocraties illibérales, prouvant ainsi que ce que les régimes totalitaires ne pouvaient pas faire, la démocratie autoritaire pouvait l'accomplir. Le Myanmar avait vécu presque six décennies de totalitarisme, sous le contrôle d'une junte militaire. Les militaires ont élaboré la constitution et sont passés par toutes les étapes d'un référendum, au moment où le pays était en proie à une calamité naturelle majeure, eux qui n'avaient pas permis au gouvernement civil élu de réformer son injustice constitutionnellement intégrée¹¹. L'armée a contrecarré les initiatives démocratiques à deux reprises dans l'histoire et le gouvernement civil demeure prudent pour éviter de retourner sous la férule d'une junte militaire. Les généraux ont toujours défini la démocratie par le mystérieux concept de « démocratie disciplinée », une démocratie progressive. La constitution imposée par l'armée est franchement claire, avec deux des principes non négociables :

- le maintien de la stabilité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, c'est-à-dire aucune concession « dangereuse » aux minorités ;

⁷ <https://news.un.org/en/story/2017/09/564622-un-human-rights-chief-points-textbook-example-ethnic-cleansing-myanmar>

⁸ <https://www.nytimes.com/2019/12/10/world/asia/aung-san-suu-kyi-myanmar-genocide-hague.html>

⁹ <https://international.thenewslens.com/article/124810>, Khin Zaw Win, *The Dual fronts of Myanmar's authoritarianism*. 17 septembre 2019

¹⁰ <https://www.amnesty.org/en/documents/asa16/2969/2020/en/>

¹¹ L'armée du Myanmar a bloqué deux réformes constitutionnelles, <https://www.economist.com/asia/2020/03/12/myanmars-army-blocks-constitutional-reforms>

- la perpétuation du rôle de l'armée dans la gouvernance, comme contrôle de l'incompétence civile présumée, et la sauvegarde de ses intérêts corporatifs¹².

Cette démocratie disciplinée est née à travers la controverse. Le premier gouvernement civil fut dirigé par un ancien général qui changea d'uniforme pour devenir le premier président, tandis que le dirigeant civil était en charge des points techniques. Une élection libre et équitable eut lieu en 2015 et porta au pouvoir Daw Aung Suu Kyi sans qu'elle reçoive de reconnaissance officielle. La constitution assurait une « **dysfonctionnement bien enraciné de l'État** »¹³, laissant le Myanmar avec en fait un gouvernement divisé – nominalement démocratique et dirigé par des civils, mais avec l'armée fermement immergée dans la politique, la gouvernance et l'économie du pays.

Daw Aung Suu Kyi, la dirigeante civile *de facto* de cette nation, est vénérée par la majorité de la population du Myanmar pour sa lutte inspirante pour la démocratie. Beaucoup pensent qu'elle joue un rôle d'équilibre dans la prévention d'une rechute du Myanmar dans un régime autoritaire. L'armée qui a dirigé ce pays d'une main de fer pendant près de six décennies avait déjà usurpé le pouvoir à deux reprises à des dirigeants démocratiquement élus. Il était légitime de craindre que l'armée n'inverse la transition vers la démocratie si le gouvernement démocratiquement élu contestait son autorité¹⁴.

Mais l'histoire est un juge impitoyable et refuse de se taire. Les événements de Rakhine ont soulevé des questions troublantes pour ses références démocratiques et en matière des droits humains. Alors que la deuxième élection se présente à elle, des questions sont soulevées quant à sa capacité à représenter toute la population du Myanmar.

Blessé – Besoin de réconciliation et de guérison

L'histoire du pays est une histoire blessée. Le Japon fasciste a joué un rôle prépondérant dans la lutte pour la décolonisation. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Myanmar était le théâtre de la guerre orientale. Peu après l'indépendance, le noyau dur des héros de la liberté a été assassiné. Affaibli, le premier gouvernement civil a dû affronter une lutte armée intense de la part des armées ethniques et de gauche. Incapable de contenir l'insurrection, le gouvernement civil a cédé le pouvoir à l'armée. Par la suite, l'armée a refusé à deux reprises d'accepter le gouvernement élu. Le pays est en guerre contre certains groupes ethniques depuis six décennies, ce qui a produit un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays. La dictature militaire qui a régné pendant six décennies d'une main de fer, ainsi qu'une étrange philosophie de socialisme à la birmane, a appauvri tout le monde.

La démocratie est arrivée comme un rêve. Mais son chemin au cours de la dernière décennie a été tortueux. La menace d'un nationalisme cherchant l'homogénéité et d'un extrémisme religieux est réelle et a entraîné l'expulsion traumatisante des Romyngyas. La montée du

¹² <https://teacircleoxford.com/2015/12/08/myanmar-still-a-disciplined-democracy/>

¹³ <https://teacircleoxford.com/2015/12/08/myanmar-still-a-disciplined-democracy/>

¹⁴ <https://foreignpolicy.com/2020/01/16/myanmar-democracy-rohingya/>

populisme nationaliste, encouragée par les médias sociaux, a soulevé des préoccupations quant à savoir si le Myanmar aurait ouvert la voie à une démocratie sans droits¹⁵.

La dilution de la démocratie au Myanmar s'est produite du fait de plusieurs facteurs :

1. un nationalisme ethnocentrique exclusiviste – un conflit entre les structures de nationalisme complémentaire et compétitive
2. le complexe minoritaire de la communauté majoritaire
3. l'islamophobie mondiale
4. la montée de l'extrémisme religieux et la violence des élites religieuses
5. la mondialisation et le processus de désignation d'un bouc émissaire
6. les compulsions de la majorité à voter en bloc lors des élections démocratiques.

Déclenché par la peur de la mondialisation et une fatigue démocratique, « le nationalisme autoritaire a eu une année faste »¹⁶. Comment expliquer ce déferlement ?

Des politologues comme Marc Helbling¹⁷ présentent un cadre pour le nationalisme et la démocratie. La théorie proposée est que nationalisme et démocratie ne sont pas mutuellement exclusifs. Il y a deux approches : un nationalisme complémentaire qui renforce la démocratie ou, à l'autre extrémité du spectre, le nationalisme et la démocratie constamment en conflit. Malheureusement, le Myanmar a adopté les aspects négatifs de la compétitivité. Il s'agit d'une société multiculturelle et multiethnique. Au lieu d'adopter une identité nationale inclusive et hétérogène, les élites dirigeantes ont intégré la discrimination dans la constitution qu'elles imposaient au pays. Celle-ci présume que l'évolution vers une « homogénéité culturelle » est essentielle à une démocratie libérale. Mais le Myanmar est un pays de nations et de nationalismes. Cela explique les guerres chroniques et la résistance violente de nombreux groupes ethniques à accepter le discours de la majorité sur l'homogénéité culturelle.

Durant les années 1960, l'élite dirigeante du Myanmar a changé la nature de la Birmanie par la *birmanisation*, en tentant une assimilation forcée des communautés ethniques dans la communauté majoritaire (les Birmans), dans la religion majoritaire (le bouddhisme) et dans la langue majoritaire (le birman).

Futurs obstacles et défis

La birmanisation a été la stratégie fondamentale de la classe gouvernante et de l'élite religieuse. Un groupe extrême émergent, le Ma Pa Tha (race, langue et religion) préconise fortement une nation fondée sur l'homogénéisation et l'assimilation¹⁸.

¹⁵ <https://foreignpolicy.com/2020/01/16/myanmar-democracy-rohingya/>

¹⁶ <https://www.justsecurity.org/62231/2019-global-march-authoritarianism-turn-stampede-slog/>

¹⁷ Helbling, Marc. (2009). Nationalism and Democracy: Competing or Complementary Logics? *Living Reviews in Democracy*. Center for Comparative and International Studies, ETH Zurich and University of Zurich. https://ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/cis-dam/CIS_DAM_2015/WorkingPapers/Living_Reviews_Democracy/Helbling_updated.pdf

¹⁸ [https://teacircleoxford.com/2019/12/02/is-this-the-end-of-ma-ba-tha/Is this the end of Ma Ba Tha?](https://teacircleoxford.com/2019/12/02/is-this-the-end-of-ma-ba-tha/Is%20this%20the%20end%20of%20Ma%20Ba%20Tha?) Par [Matthewjwalton](#).

Le bouddhisme Theravada est une religion gracieuse avec un grand nombre de moines offrant un témoignage d'une vie de compassion. Mais un groupe marginal est apparu, qui a attisé le feu du fondamentalisme avec des histoires haineuses à l'encontre des minorités. Le rôle du nationalisme bouddhiste au Priyanka et Myanmar, avec sa rhétorique anti-musulmane, a choqué le monde. La politisation de la religion s'est avérée une malédiction pour l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est, menaçant des sociétés comme le Myanmar¹⁹.

La perspective effrayante que la religion soit utilisée comme outil de dilution de la démocratie trouve ses racines dans la mondialisation et l'islamophobie mondiale. Le conflit des pays occidentaux avec l'Islam rapporte des dividendes politiques aux autocrates déguisés en protecteurs de la civilisation occidentale. Mais ce discours a permis aux autocrates de déclencher une attaque antimusulmane. Les fondamentalistes religieux s'allient aux dirigeants autocratiques, tant en Inde qu'au Myanmar, contre les musulmans innocents. Ce qui est arrivé aux musulmans Royingyas est influencé par l'islamophobie mondiale. Les extrémistes religieux ont perfectionné une narration victimaire qui célèbre le complexe minoritaire de la communauté majoritaire, comme les fondamentalistes hindous de l'Inde qui brandissent la bête noire de l'Alliance islamique internationale. Un discours similaire est répandu par les fanatiques religieux au Sri Lanka et au Myanmar à l'encontre des mêmes minorités.

La mondialisation et ses malaises, ainsi que le dit Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie, ont apporté d'immenses richesses à un très petit nombre. L'anxiété ontologique créée par une mondialisation injuste a laissé des milliards de personnes au bord de la route. La marée montante n'a pas soulevé tous les bateaux.

Le Myanmar y a fait face différemment. Les ressources de ce pays qui en est riche ont été pillées par des copains et leurs maîtres qui ont gouverné ce pays. Le Myanmar est désespérément pauvre, avec près de 40% de sa population vivant sous le seuil de la pauvreté. Dans l'état de Rakhine, d'où les musulmans Royingyas ont été expulsés, la pauvreté touche près de 60% de la population, accentuant les anxiétés ontologiques collectives. L'un des pays les plus riches du monde en minéraux abrite l'une des populations les plus pauvres. Après soixante ans de règne totalitaire, des millions de personnes sont encore des travailleurs migrants dans les pays avoisinants. Ces angoisses grandissantes ont besoin d'être drainées. Comme l'a souligné le sociologue Appadurai : « Les minorités sont le principal lieu de déplacement des inquiétudes de nombreux états au sujet de leur propre minorité ou de leur marginalité (réelle ou imaginaire) dans un monde de quelques méga-États, de flux économiques indisciplinés et de souverainetés compromises. »²⁰ Comme ailleurs, les musulmans et d'autres minorités entrent dans cette catégorie.²¹

¹⁹ *A comparative study of Buddhist nationalistic movements in Myanmar and Sri Lanka: A case study on the 969 movement in Myanmar and the Bodu Bala Sena in Sri Lanka*, Yifan Zhang, Graduate School, Université de Chulalongkorn.

²⁰ Appadurai, Arjun. (2006). *Fear of Small Numbers: An Essay on the Geography of Anger*. Durham : Duke University Press.

²¹ East Asia Forum. (November 4, 2015). "Are Myanmar's Monks Hindering Democratization?", <http://www.eastasiaforum.org/2015/11/04/aremyanmars-monks-hindering-democratisation>

Nécessité d'une institution de gouvernance mondiale

Donald Trump, en dirigeant autocratique, a déclenché une guerre « mondialistes contre nationalistes ». Cette guerre acrimonieuse a entraîné le retrait des États-Unis de plusieurs traités internationaux comme ceux de la Conférence de Paris sur le Climat et de l'Organisation mondiale de la Santé. L'érosion systématique de la souveraineté économique, intégrée dans le récit de la mondialisation, a réduit en esclavage des pays comme le Myanmar à des superpuissances comme la Chine. Le mandat éthique des institutions mondiales existantes comme l'ONU est érodé par la colonisation des superpuissances, ce qui nécessite de nouveaux arrangements de gouvernance mondiale fondée sur la représentation et la participation des « peuples ». Le Pape François est devenu le gardien de la conscience mondiale avec sa campagne incessante en faveur d'une justice économique et environnementale, du commerce équitable et des droits des migrants. L'Église catholique est arrivée à un point critique de l'histoire en motivant toutes les forces religieuses et non-religieuses à mettre en place de nouvelles institutions mondiales pour la justice.

Les technologies de l'information ont créé un nouveau monde virtuel qui dépasse les frontières, avec des « net-citoyens », etc. Nous sommes responsables non seulement de nos propres citoyens, mais aussi de tous ceux avec qui nous communiquons.

La mondialisation a tissé des angoisses ontologiques au sein de vieilles cultures. Culturellement très riches, les pays bouddhistes perçoivent la mondialisation comme une grande menace envers leur identité. Dans une ère de mondialisation qui « a érodé des liens établis entre territoire et identité, une majorité menacée peut devenir agressive en faisant craindre qu'un groupe minoritaire ne prenne le contrôle du pays et dépossède la majorité démographique ».²² Cela s'est produit au Myanmar et au Sri Lanka.

Cette crise offre une grande opportunité. Une nouvelle citoyenneté mondiale fondée non pas sur la culture ou le territoire, mais sur des valeurs partagées de justice, pourra assurer une économie viable et un avenir environnemental.

Rôle de l'Église et de la Compagnie de Jésus

Il est bon de se rappeler que l'Église a été l'une des premières organisations mondiales. Les jésuites ont été à l'avant-garde de cette mondialisation. De nouveaux mondes ont été « découverts », de nouvelles routes commerciales ont été tracées. L'Église est devenu ainsi l'une des premières sociétés mondiales avec des valeurs communes. L'Église n'est donc pas dans une *terra incognita*. Le Covid-19 nous a enseigné, selon les mots du Pape François, que « nous sommes tous dans le même bateau »²³ alors que nous traversons tous la même tempête. Un virus invisible est devenu un ennemi invincible de l'humanité. Les frontières s'effondrent et les superpuissances sont mises à genoux. La voix morale de l'Église en faveur des laissés-

²² <https://yaleglobal.yale.edu/content/globalization-and-threat-democracy>

²³ <https://religionnews.com/2020/03/27/pope-francis-only-together-we-can-do-this-during-extraordinary-indulgence-ceremony/>

pour-compte continue de se faire entendre depuis le Vatican. Sous la direction du Pape, l'Église doit animer la communauté mondiale.

Les démocraties illibérales constituent une grande menace pour la dignité et la solidarité humaine. Le fondamentalisme religieux est devenu un outil politique. Le discours majoritaire est une stratégie de vote en bloc dans plusieurs pays.

Avec l'effondrement de la gauche, la voix en faveur des pauvres est réduite au silence dans de nombreux pays. Nous, les jésuites et les hommes et femmes de l'Église, nous devons retourner chez les pauvres. Les autocrates et les extrémistes ont perfectionné leurs récits de haine et ont pris le devant de la scène. De manière surprenante dans cet âge numérique, des histoires sont racontées pour mobiliser la haine, et non pas pour l'amour et la justice. Raconter les histoires des personnes vulnérables est un art que nous a enseigné Jésus – ainsi qu'il l'a fait avec la Samaritaine et avec Zachée. Les jésuites ont besoin de récits, d'histoires et rêves pour un nouvel ordre mondial où il « n'y aura plus de larmes. » Les jésuites ont raconté les histoires des peuples du monde, enrichissant les cultures, affirmant l'humanité commune. La montée et l'arrogance de monstres nationalistes et des fanatiques religieux est l'échec des esprits libéraux, souvent pris au piège de la répétition *ad nauseam* de clichés qui les transforment en technocrates.

Le besoin urgent pour les jésuites et les autres personnes intéressées à renforcer la démocratie et la justice pour les plus vulnérables, c'est d'apprendre un nouveau langage narratif²⁴. L'art de raconter des histoires se perd en nous ainsi que chez les progressistes. Comme le souligne très justement Krizna Gomez :

La raison pour laquelle des organismes comme l'Union européenne, et même des militants des droits humains, peinent à répondre aux attaques populistes, c'est qu'ils sont devenus des technocrates : ils sont détachés des communautés, ils parlent un jargon que personne d'autre ne comprend et ils promeuvent des politiques qui sont souvent décidées dans des espaces où la plupart des gens n'ont pas accès.

Cette aliénation du langage de la rue pose un défi majeur. Revenir à la langue du peuple et raconter des histoires d'espoir sauvera la démocratie et un avenir pour la justice. Rêvons donc d'une démocratie fondée sur la justice au Myanmar !

Original anglais
Traduction *Christine Gautier*

²⁴ <https://www.opendemocracy.net/en/frontline-insights/why-do-progressive-movements-struggle-answer-populists-because-they-are-technocrats>



Travailler la question de la faim pour protéger la démocratie

Pat Falguera, SJ

Assistant provincial pour l'apostolat social, Philippines

Dans sa lettre pastorale datée du 16 juillet 2020, la Conférence des Évêques catholiques des Philippines (CBCP) a apporté son appui au récent appel à la prière de la Fédération des Conférences des Évêques de l'Asie (FABC). Mais, alors que les experts commençaient à réagir à cette lettre, beaucoup ont commencé à demander : mais une prière pour quoi ? Et une prière pour qui ?

En y regardant de plus près, il s'agissait d'une prière en soutien à la population de Hong Kong qui se battait pour ses libertés et ses droits fondamentaux, dans le contexte de la signature d'une loi sur la sécurité nationale par les législateurs de Hong Kong. De nombreux citoyens pro-démocratie de Hong-Kong, le plus célèbre étant l'entrepreneur Jimmy Lai, craignaient qu'une telle loi ne réduise leurs libertés démocratiques. Le Très Révérend Pablo « Ambo » David, président par interim de la CBCP et auteur principal de la lettre, faisait écho à ce sentiment. Ce bon évêque soulignait des similitudes entre la situation aux Philippines et celle de Hong Kong. Voyez-vous, le congrès philippin a également adopté récemment la loi anti-terroriste de 2020. Monseigneur Ambo emboîtait le pas avec l'analogie de la proverbiale grenouille¹ en référence à l'érosion des institutions démocratiques aux Philippines les deux dernières années.

Mgr Ambo soulignait le point important que les fonctionnaires du service public – à savoir les agents de l'exécutif, du système judiciaire et du système législatif – sont des éléments essentiels d'un système démocratique stable et fonctionnel. Pour inviter à un pas en avant, l'intention qui semble être derrière l'appel à la prière de la CBCP visait une conversion continue tant de l'État que de ses citoyens, dont l'Église catholique fait certes partie. On se posait donc la question : une conversion à quoi ? Bien que la lettre de la CBCP soit explicite dans sa demande en faveur du bien commun, elle fut reçue diversement par ceux qui étaient en faveur du président philippin sortant, Rodrigo Duterte, et ceux qui lui étaient opposés.

¹ On peut lire dans la lettre pastorale de la CBCP : « Bien qu'un semblant de démocratie reste encore en place et que nos institutions démocratiques continuent en quelque sorte de fonctionner, nous sommes déjà comme la proverbiale grenouille, qui nage dans un pot empli d'une eau qui devient lentement bouillante. » (<https://cbcnews.net/cbcnews/a-pastoral-letter-and-a-call-to-prayer/>)

Ceux qui étaient en accord avec l'administration actuelle faisaient valoir que le bien commun était utilisé par l'Église pour contourner la question de la séparation de l'Église et de l'État ; tandis que ceux qui étaient en désaccord répliquaient que le bien commun offrait l'espace démocratique et sécuritaire qui rendait possibles le débat et le dialogue en permettant tout d'abord un lieu d'expression pour chacun. De nombreuses parties prenantes importantes de l'Église catholique – en majorité des religieux et des laïques responsables au sein de leurs institutions d'enseignement – se rallièrent donc à l'appel à la conversion en faveur des institutions démocratiques. Étant donné que le patriotisme – c'est-à-dire l'amour profond du pays – n'est pas et ne doit pas être le monopole de l'État seul, ni de ses citoyens, cela devint une question très polémique et ce fut particulièrement évident dans les lignes de bataille tracées sur les médias sociaux. Les trolls et les elfes – selon le camp que l'on soutenait – s'attaquaient avec d'autant plus de venin et de rage que, égarée dans ce débat au vitriol, se trouvait une histoire très perturbante : durant la pandémie, un tiers de la population du pays était acculé à la famine². Lorsqu'on examine le passé historique du pays, on constate qu'il y a un refrain constant et un débat parmi les historiens et les économistes sur la façon dont le style de gouvernance exerce un impact sur l'allègement ou la réduction de la pauvreté de la population.

C'est en considérant cette réalité de la faim et cette histoire que j'ai réfléchi à ce que je perçois comme deux menaces majeures pour une démocratie véritable dans le contexte philippin : l'autoritarisme et la pauvreté. Tour à tour, ces menaces sont aggravées par ce que je perçois comme deux faims : celle d'être entendu et celle d'être nourri. Bien que les deux ne semblent pas liées au premier abord, je voudrais croire que l'incapacité de s'attaquer à l'une aggrave l'autre. Passant outre au débat de savoir à laquelle des deux on doit s'attaquer en premier, je voudrais utiliser la méthode des approches fondées sur les droits (RBA) comme lentille afin de proposer et de recommander que l'Église catholique endosse le rôle de porte-étendard des droits économiques et civils. Appliquée à la situation des Philippines – et comme cela a été mis en lumière durant le Covid-19 – je voudrais croire qu'un tel rôle dans la lutte contre ces deux « faims » pourrait contribuer à protéger la démocratie philippine contre les deux menaces de l'autoritarisme rampant et de la pauvreté croissante.

L'Église catholique et l'approche fondée sur les droits (RBA)

Situer l'église catholique dans le discours de la RBA, c'est mettre en lumière son histoire dans la défense des droits humains. Mais pour nous mettre en contexte, il peut être utile de faire un bref examen de l'émergence du discours de la RBA en général et des droits humains en particulier.

² Dans un sondage organisé par le Social Weather Stations (SWS), la faim aux Philippines a atteint un nouveau record, affectant 30,7 % des familles philippines.
(<https://www.sws.org.ph/swsmain/artclispage/?artcsyscode=ART-20200927135430>)

Le concept des droits humains prend sa source dans deux révolutions³. La Déclaration universelle des droits humains (DUDH) en 1948 n'était en fait que la deuxième révolution des droits humains de l'histoire, après la Déclaration américaine d'indépendance en 1776 et la Déclaration française des droits [de l'homme] en 1789. Lors de ces deux révolutions précédentes, le concept de « droits » était considéré comme étroitement relié au concept de « contrat social ». Alors que la première révolution des droits humains renversait le contrat social existant entre les « droits » des dirigeants et les « devoirs » des sujets, la deuxième révolution mettait en évidence le contrat social entre les « droits » des requérants et les « devoirs » des pourvoyeurs. Fait intéressant, durant la Révolution française, l'Église a été perçue comme étant du côté de la classe dirigeante, car la distinction entre l'Église et l'État était plutôt floue. Cela a mené progressivement à la « déchristianisation » de l'Europe occidentale, ce qui a eu une influence persistante – pour le meilleur ou pour le pire – sur la perception actuelle qu'on a de l'Église catholique romaine à ce jour.

Le concept de la RBA est apparu formellement durant l'ère postcommuniste des années 1990, au milieu d'un ensemble inter-relié de bonne gouvernance, de contrat social et de droits humain. Les positions idéologiques contrastées du communisme et de la démocratie libérale occidentale avaient mis l'accent sur des droits différents et, par conséquent, elles semblaient avoir séparé les droits protégés par la DUDH. La fin de la guerre froide a toutefois fusionné les droits défendus par les pays démocratiques libéraux de l'Ouest (droits civils et politiques) avec ceux du bloc communiste socialiste de l'Est (droits économiques, sociaux et culturels).

Cette intégration des droits et du contrat social a été particulièrement mise en évidence dans les années 1990 lorsque les pays qui émergeaient des régimes autoritaires ont utilisé leurs droits civils et politiques pour exiger le respect de leurs droits économiques et culturels. Il est intéressant de noter que la prolifération des ONG et organisations de la société civile, après l'expérience philippine lors de la révolution pacifique populaire de l'EDSA en 1986, semble en témoigner. Toutefois, une critique s'est également élevée sur le fait que les manquements des gouvernements philippins qui ont suivi la révolution populaire pacifique EDSA en 1986, pour réduire le fossé entre la démocratie matérielle (droits économiques) et la démocratie formelle (droits politiques), surtout au sein de la majorité pauvre, ont éventuellement mené à la situation à laquelle nous sommes présentement confrontés. En termes simples, les gains en restauration de la démocratie après la révolution EDSA ne se sont pas traduits en réduction de la pauvreté, puisque la restauration de la démocratie n'a pas bénéficié à la majorité pauvre. Constatation qui, une fois de plus, requiert un examen de conscience sérieux pour l'Église aux Philippines : de quel côté l'Église catholique s'est-elle rangée dans cette démocratie ?

Pour commencer, peut-être l'Église aux Philippines pourrait apprendre de l'histoire de l'Église en matière de défense des droits humains. En fait, une étroite relation entre l'église⁴

³ Dans leur livre *Reinventing Development: Translating Rights Based Approaches from Theory into Practice* Paul Gready et Jonathan Ensor (2005) avancent que non seulement les droits humains réinventent le développement, mais que le développement réinvente à son tour les droits humains.

⁴ Ici, je définis l'église comme une « communauté de personnes, les croyants et membres d'une religion spécifique, et l'organisation qu'ils ont formée ensemble, et qui inclut les leaders et les membres, leur structure, et système d'opérations », tel que cité par Mme Lourdes Genato-Rebullida, 2006. "Religion,

et les pauvres a été mise en évidence dans la théologie de la libération dans les années 1970, qui l'a amenée à lutter pour les « droits » des pauvres. L'Église affirme cette relation lorsqu'elle s'est alignée sur la Déclaration universelle des droits humains des Nations Unies. Ce faisant, l'Église semble s'être déclarée elle-même responsable⁵ de la défense de ces droits.

Traditionnellement, l'Église a répondu aux besoins des pauvres du point de vue de la charité et de la morale. Toutefois, ce paradigme s'est déplacé d'une perspective des « besoins » à celle des « droits » et en quelque sorte cela a par conséquent contraint le porteur de la défense de ces droits à prendre la charge du récit⁶. Cependant, au fil des ans, ces idées ont continué à subir le test de la réalité. Par exemple, après avoir lancé des programmes alimentaires pour les enfants pauvres souffrant de malnutrition, est-ce que l'Église pourrait en fait être obligée d'aller au-delà de la morale, et d'être tenue de répondre à la revendication des parents de ces enfants à se faire entendre pour la défense de leurs droits civiques ? Concrètement, dans quelle mesure l'Église peut-elle vraiment marquer la séparation entre devenir responsable du droit économique à la sécurité alimentaire et à un toit pour les communautés urbaines pauvres et devenir responsable du droit politique de vote et de critique du gouvernement ?

L'Église catholique, un acteur responsable (porteuse de devoirs) de la démocratie

Toutefois, dans le contexte de cette problématique, je voudrais apporter deux clarifications concernant les rôles et les responsabilités dont il est question quand on dit que l'Église devient « porteuse de devoirs » dans sa tentative de protéger la démocratie en général, et dans sa relation avec les pauvres en particulier. Ces précisions peuvent à leur tour servir de limites et de paramètres pour ma réflexion.

Premièrement, bien que ce soit rarement mentionné de manière explicite dans le discours sur le développement, l'Église semble avoir joué un rôle influent dans les vies des pauvres, en particulier dans l'hémisphère sud. De nombreux documents ecclésiaux⁷ ont continuellement tenté de définir ce rôle dans le contexte de la séparation de l'Église et de l'État, mais une tension demeure tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Église dans le domaine des relations de pouvoir. Par exemple, cela a été le cas unique des Philippines durant la période post-autoritarisme de restauration de la démocratie philippine⁸. La tension se fait surtout sentir

Church, and Politics in the Philippines" in T. Encarnacion Tadem and N. Miranda, eds., *Philippine Politics and Governance*. Quezon City: Department of Political Science, p.65.

⁵ Mikkelsen, Britha. (2005). "A Rights-based Approach to Development" in *Methods for Development Work and Research: A New Guide for Practitioners*. London: Sage, pp.199-216. Selon Mikkelsen, ces trois groupes d'agents reconnaissent les lois sur les droits de la personne : détenteurs de droits, responsables ou porteurs d'obligations et les autres acteurs.

⁶ Commission pontificale pour la justice et la paix. (1975). "Assessment of Historical Developments and Current Standpoints" in *The Church and Human Rights*. Cité du Vatican : Commission pontificale *Justitia et Pax*, pp.22-27.

⁷ Je considère ici les documents ecclésiaux comme les encycliques papales, les lettres pastorales, et autres documents attribués à l'Église catholique.

⁸ Dans livre : « Church, State, and Civil Society in Post-authoritarian Philippines » (2006). Ateneo de Manila Press), Antonio Moreno sj explore le concept de « citoyenneté engagée » comme moyen de naviguer à travers cette tension.

quand l'Église devient un acteur politique et traite avec des idéologies politiques⁹. Cette tension, selon certains, aurait situé l'Église en relation avec la société civile¹⁰. Il faut cependant admettre qu'il y a constamment besoin de clarifier le rôle de l'Église dans l'ensemble des relations entre l'État, la société civile et les pauvres.

Deuxièmement, en raison de l'ambiguïté de ce rôle, il est nécessaire pour avancer de regarder au-delà de ces rôles et donc de mettre l'accent sur la clarification des responsabilités des acteurs principaux (État, société civile et Église), en tant que porteurs de devoirs. Articuler et définir les responsabilités de ces porteurs de devoirs peut répondre aux attentes inarticulées des demandeurs de droits. Les possibilités d'avoir un conflit de coopération, que ce soit parmi soit les porteurs de devoirs eux-mêmes ou dans leurs relations avec les demandeurs, semblent augmenter quand les responsabilités sont clarifiées. Cela est particulièrement utile dans les cas où les pauvres, en leur qualité de demandeurs de droits, n'ont pas de voix au chapitre dans le processus.

Conclusion

Après avoir clarifié son rôle et sa responsabilité possibles à titre de porteuse de devoirs, je voudrais considérer l'Église catholique comme un acteur principal potentiel dans la protection de la démocratie contre les menaces posées par l'autoritarisme et la pauvreté. Toutefois, ce récit demeure ouvert aux Philippines.

Cela se complexifie particulièrement dans la compréhension de ce qu'on entend par « droits » et « devoirs » dans un contexte culturel particulier. Ceci parce qu'il semble, quant à ce qui concerne la démocratie, que les Philippines se rangent davantage du côté d'une culture orientale qu'occidentale. Alors que les droits individuels et les devoirs déontologiques occupent davantage de place dans la culture occidentale, les Philippines en général semblent se référer davantage au concept de droits communautaires et de devoirs « confucéens ».

Toutefois, gardant cela à l'esprit, je voudrais y voir un avantage car, peut-être, l'Église catholique philippine peut-elle aider à mieux définir et défendre son rôle de protection de la démocratie. À partir de cette compréhension de son rôle, le principe démocratique d'inclusivité peut être mieux appliqué et adapté à la démocratie philippine. Ce principe joue quand le « droit d'être entendu » et le « droit d'être nourri » deviennent la responsabilité de la communauté, plutôt que celle de l'individu. Cela a été souligné aux Philippines, particulièrement en cette époque de pandémie où les institutions ont joué de manière individuelle plutôt que communautaire.

⁹ Hanson, Eric. (1987). "Political Ideology: Catholicism, Socialism, and Capitalism" in *The Catholic Church in World Politics*. Princeton: Princeton University Press, pp.95-122.

¹⁰ Fergusson, David. (2006). "The Politics of Scripture" in *Church, State and Civil Society*. Cambridge : Cambridge University Press, p.1-22. Avec sa proposition de relation entre l'Église et la société civile, l'auteur avance qu'avec la disparition de la chrétienté les relations entre l'Église et l'État, deux institutions dominantes en étroit partenariat, sont démodées et créent ainsi la nécessité de se tourner vers la société civile.

Puisqu'elle accepte son rôle de porteuse du devoir de répondre au « droit d'être nourri » des pauvres (concrétisé par les programmes alimentaires des paroisses catholiques), peut-être l'Église catholique pourrait-elle aussi assumer son rôle de porteuse du devoir de répondre au « droit d'être entendu » des pauvres (en devenant en pratique un « critique » crédible des politiques gouvernementales anti-pauvres, par exemple). Il demeurera toutefois une déconnexion aussi longtemps que l'Église – dans sa relation avec les pauvres – ne se rendra pas compte que le « droit d'être nourri » entraîne le devoir envers le « droit d'être entendu » et vice versa. Lorsque, en pratique, l'Église catholique aux Philippines, dans sa lutte pour la démocratie, se range du côté des puissants et de l'élite minoritaire qui sont nourris et entendus, elle ne peut pas s'attendre à ce que la majorité des pauvres qui ne sont ni nourris ni entendus se range de son côté dans sa lutte.

En bref, l'Église catholique aux Philippines a elle-même besoin d'avoir faim.

Original anglais
Traduction Christine Gautier



Sécretariat pour la Justice Sociale et l'Écologie

Borgo Santo Spirito, 4
00193 Rome
+39-06689 77380 (fax)
www.sjesjesuits.global
sjes@sjcuria.org